

SE PRÉPARER À LA RUPTURE QU'ANNONCENT LES DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES,
L'ÉPUISEMENT DES RICHESSES NATURELLES ET LA FIN DU PÉTROLE ABORDABLE : LE CAS DE LA
PÉNINSULE ACADIENNE

Par
Lucille Doiron

Essai présenté au Centre universitaire de formation en environnement et développement
durable en vue de l'obtention du grade de maîtrise en environnement (M. Env.)

Sous la direction d'Alain Deneault

MAITRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Juin 2020

SOMMAIRE

Mots clés : rupture, crise écologique, dérèglements climatiques, autonomie alimentaire, dépendance énergétique, politique municipale, changement de paradigme

Notre régime de production excède depuis longtemps les limites de renouvellement des systèmes vivants. Ce travail tente de déterminer en quoi la Péninsule acadienne est outillée pour s'organiser en réponse à la rupture historique que provoqueront les variations climatiques, l'épuisement des richesses naturelles et la fin progressive des énergies fossiles bon marché. Dans ce contexte, la communauté concernée doit aménager le territoire et se donner certaines infrastructures de façon à se montrer plus apte à produire ses aliments, à réduire ses besoins énergétiques fossiles et à orchestrer une réponse politique adéquate face à ce moment de rupture. Ce sont ces trois points qui sont considérés en priorité dans cet écrit : l'autonomie alimentaire, l'autonomie énergétique et l'autonomie politique.

À l'aide d'un diagnostic systémique, il est possible d'établir les forces et les faiblesses de la Péninsule acadienne sur le plan des trois enjeux mentionnés. L'autonomie alimentaire est l'axe le plus documenté de cet écrit, tandis que la question de la dépendance aux énergies fossiles s'avère la plus complexe à traiter. Enfin, des instances politiques régionales requièrent d'être transformées et utilisées à leur plein potentiel pour permettre à la population de se mesurer à la situation nouvelle qui s'annonce.

Ensuite, le travail s'achève en indiquant quelles initiatives pourraient être mises de l'avant afin de préparer la Péninsule acadienne adéquatement en vue d'une rupture. D'une part, l'implantation de politiques d'aménagement durable du territoire par les municipalités et un soutien au développement de circuits courts de production et de distribution des biens s'inscrivent dans les pistes de solutions proposées. D'autre part, la promotion de modes de vie plus sobres, pour chercher à faire de la Péninsule acadienne un milieu de vie où l'on redécouvre les outils de basse technologie, et les plaisirs associés au fait de produire à domicile sa propre nourriture sont d'autres aspects primordiaux que proposent le travail. L'économie sociale se positionne également au cœur des initiatives à prioriser en redonnant un nouveau souffle aux milieux communautaires, par exemple avec les tiers-lieux, ces endroits foisonnants de projets intellectuels ou de bricolages écoénergétiques. Enfin, un discours d'intérêt public sur la rupture historique qui s'annonce se révèle un point clé pour sa préparation dans la Péninsule acadienne : la considération de la crise telle qu'elle est réellement permettra d'offrir un regard neuf au paradigme actuel et donne la force et le courage d'en aborder un nouveau.

REMERCIEMENTS

Au début d'un travail exigeant comme celui-ci, la fin du processus peut sembler très lointaine et presque inatteignable. Même si on croit avoir une idée de ce à quoi le travail pourrait ressembler, il n'en est rien. Le projet évolue et se remanie sans cesse au fil des discussions, des réflexions, des remises en question... Parfois on doit faire deux pas en arrière pour en faire trois vers l'avant. On tourne en rond. On se demande dans quoi on s'est plongé. Puis, dans des moments de lumière, on retrouve l'essence même du projet qui nous habite. Ce sont tous ces moments magiques, ramenés un à la suite de l'autre, qui permettent de faire grandir le travail et lui donner le souffle dont il a besoin pour s'épanouir.

Merci à David Fontaine, Suzane Arsenault, Jeanne d'Arc Lavoie, Benjamin Kocyla, Marie-Ève Michon, Lisa Fauteux, Yvon Godin, Annette Comeau, Joannie Thériault, au groupe d'étudiants du baccalauréat en développement durable et zones côtières de l'Université de Moncton, Campus de Shippagan, et aux jeunes de la Polyvalente WAL de Tracadie-Sheila. Sans leurs précieuses interventions, cet essai ne serait pas ce qu'il est maintenant.

Merci à Nancy Juneau et Karine Vézina pour les pistes de réflexion initiales cruciales.

Merci à Marie, Anne-Catherine, Ariane et à ma chère maman pour leurs relectures attentives.

Merci à Martin, mon confident, pour avoir écouté mes craintes et m'avoir soutenue pendant toute la durée de la rédaction.

Un merci tout spécial à Claire Gauthier pour son apport colossal à ce travail.

Enfin, à mon directeur, Alain Deneault, merci de ta confiance et de ton accompagnement tout au long de ce travail. Ce fut un honneur de pouvoir bénéficier de tes judicieux conseils.

Il est à noter que l'utilisation de la nouvelle orthographe a été privilégiée dans ce travail.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
1. DIAGNOSTIC SYSTÉMIQUE DE LA SITUATION ACTUELLE EN VUE D'UNE RUPTURE DES SYSTÈMES	
CONVENTIONNELS.....	4
1.1 Diagnostic planétaire	4
1.1.1 Diagnostic des systèmes alimentaires	6
1.1.2 Diagnostic des systèmes énergétiques	7
1.1.3 Diagnostic des systèmes politiques	8
1.1.4 Constats sur la suite du monde.....	9
1.2 Diagnostic de la Péninsule acadienne.....	9
1.2.1 Diagnostic des systèmes alimentaires	11
1.2.2 Diagnostic des systèmes énergétiques	18
1.2.3 Diagnostic des systèmes politiques.....	24
2. ANALYSE ET PROPOSITION DE MODÈLES POUR UNE PÉNINSULE ACADIENNE PRÊTE À ABSORBER	
LES CHOCS À VENIR.....	29
2.1 Systèmes alimentaires	29
2.1.1 L'agriculture biologique à petite échelle.....	30
2.1.2 Réduire le gaspillage alimentaire	32
2.1.3 Promouvoir l'agriculture biologique et les produits locaux.....	34
2.1.4 Offrir de la formation en agriculture durable	37
2.1.5 Mesures politiques et économiques susceptibles d'accroître l'autonomie alimentaire.....	38
2.2 Systèmes énergétiques	40
2.2.1 Se déplacer moins et autrement.....	40
2.2.2 L'utilisation d'énergie dans nos quotidiens	43

2.2.3 La Péninsule acadienne : une biorégion	45
2.3 Systèmes politiques	46
2.3.1 Le municipal à l'appui.....	48
2.3.2 Un cadre régional	50
3. CONCLUSIONS EN VUE D'UNE RUPTURE.....	53
3.1 Éducation et prise de conscience : considérer la crise telle qu'elle est réellement.....	53
3.2 Principaux défis de la Péninsule acadienne en vue d'une rupture.....	54
3.3 Opportunités pour la Péninsule acadienne en vue d'une rupture	55
3.4 Retour sur des initiatives à prioriser pour la Péninsule acadienne	56
3.5 Faire sa part, tous ensemble	58
3.6 Oui, c'est possible	60
3.7 Convivialité, audace, sobriété et décroissance.....	61
CONCLUSION.....	65
LISTE DES RÉFÉRENCES.....	68
BIBLIOGRAPHIE.....	91
ANNEXE - 1 VISUALISATEUR DE DONNÉES DE CARTES OUVERTES DU GOUVERNEMENT DU CANADA	94

LISTE DES FIGURES

Figure 2.1	Organigramme de la structure organisationnelle administrative proposée avec l'ajout d'une équipe flottante pour la protection de l'environnement.....	48
------------	---	----

LISTE DES ACRONYMES

AFMNB	Association des municipalités francophones du Nouveau-Brunswick
CCNB	Collège communautaire du Nouveau-Brunswick
CSRPA	Commission des services régionaux de la Péninsule acadienne
DSL	Disctricts de services locaux
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d’expert intergouvernemental sur le climat
IPAA	Imaginons la Péninsule acadienne autrement
MRT	Municipalité régionale de Tracadie-Sheila
N.-B.	Nouveau-Brunswick
RASANB	Réseau d’action sur la sécurité alimentaire du Nouveau-Brunswick
RIC-PA	Réseau d’inclusion communautaire de la Péninsule acadienne

LEXIQUE

Biorégion	<i>A bioregion is literally and etymologically a 'life place - a unique region definable by natural (rather than political) boundaries with a geographic, climatic, hydrological and ecological character capable of supporting unique human and non-human living communities (Thayer, s. d., p.13).</i>
Descente énergétique	La descente énergétique est le déclin continu de l'énergie nette sur laquelle se base l'humanité. La descente énergétique se réfère également au scénario d'un futur dans lequel l'humanité s'est adaptée avec succès au déclin des énergies fossiles disponibles et est devenue plus locale et autosuffisante (Hopkins, 2016).
Faux	Outil manuel agricole pour faucher l'herbe lors des fenaisons et les céréales lors des moissons (Wikipedia, 2020).
Fenêtre d'Overton	<i>The Overton Window is a model for understanding how ideas in society change over time and influence politics. The core concept is that politicians are limited in what policy ideas they can support—they generally only pursue policies that are widely accepted throughout society as legitimate policy options. These policies lie inside the Overton Window. Other policy ideas exist, but politicians risk losing popular support if they champion these ideas. These policies lie outside the Overton Window. (Mackinac Center, s. d.)</i>
Hippomobilité	L'utilisation du cheval pour se déplacer dans un contexte urbain (Linot et Simon, 2014)
Rupture	<p>La théorie de l'anthropocène et le mouvement de la collapsologie définit la rupture comme le fait de crises cumulées de différents écosystèmes mondiaux destinées à provoquer une vaste rupture systémique mondiale, à l'issue de laquelle les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie, mobilité, sécurité) ne seront plus satisfaits par les gouvernements ou les grandes entreprises pour une majorité de la population (Steffen et al., 2015).</p> <p>Fait de se rompre sous l'effet d'un choc, d'une pression. Fait pour quelque chose qui durait de s'interrompre brusquement. (Antidote, s. d. — c)</p> <p>En ce qui concerne des discours liés à l'état du savoir et des connaissances, l'effet de rupture est présenté comme global, affectant la totalité d'une œuvre scientifique, le paradigme en vigueur. Il faudrait pourtant savoir déceler, dans l'œuvre d'un même personnage historique, des ruptures successives ou des ruptures partielles (Canguilhem, 1981).</p>
Richesse naturelle	Richesse : Caractère de ce qui renferme ou produit quelque chose en abondance. (Antidote, s. d.-b)

Naturel : Relatif ou propre à la nature, au monde physique. (Antidote, s. d.-a)

Tiers-lieu

Un “tiers-lieu” désigne, initialement, des endroits qui ne sont ni le domicile (*First place*) ni le travail (*Second place*), mais des emplacements intermédiaires (lieux tiers), des lieux de rassemblement informels, accueillant du public, des espaces ouverts et souvent situés en centre-ville (Cléach, Deruelle et Metzger, 2015, p.2).

Utopies concrètes

The idea of real utopias embraces this tension between dream and practice: utopias implies developing visions of alternatives to existing institutions that embody our deepest aspirations for a world in which all people have access to the conditions to live flourishing lives; real means taking seriously the problem of the viability of the institutions that could move us in the direction of that world (Wright, 2013).

Région Chaleur

La région Chaleur est une courtepoinTE de petits villages et de villes au nord-est du Nouveau-Brunswick, s'étalant le long de la rive sud de la réputée Baie des Chaleurs (Tourisme Chaleur, 2020).

INTRODUCTION

Les bouleversements climatiques, la perte de biodiversité et la pollution industrielle qui sévissent autour du globe engendrent déjà de nombreux dommages environnementaux et sociaux. La montée des eaux et les phénomènes climatiques extrêmes de plus en plus fréquents, pour ne nommer que ceux-là, posent plusieurs défis de taille aux communautés rurales partout dans le monde (IPCC, 2018). Parallèlement à ces constats, l'exploitation excessive des richesses naturelles semble pouvoir se poursuivre éternellement si l'on en croit les grandes entreprises multinationales. Leurs clientèles, surtout occidentales, pratiquent la surconsommation sans remords et ne pensent qu'à la croissance de leurs actifs au lieu de celle des générations futures (Abraham, Marion et Philippe, 2011). L'idéologie productiviste préconisant une croissance infinie poussera vraisemblablement à bout le système actuel, surtout considérant que la planète telle que nous la connaissons en est déjà arrivée à un point de non-retour (Charbonnier, 2019). La mondialisation entraîne la création de systèmes complexes en entremêlant hautes technologies et abondance dans plusieurs sociétés autour du globe. La consommation effrénée de richesses naturelles fait tant et si bien partie du quotidien de la plupart des pays occidentaux que l'antithèse de ce mode de vie ne frôle même pas l'imaginaire de ces sociétés. (Sinaï, Stevens, Carton et Servigne, 2017)

Bien évidemment, la Péninsule acadienne, située dans le nord-est du Nouveau-Brunswick (N.-B.), n'échappera pas à ces dérèglements. Sa population devra elle aussi faire preuve d'initiative pour concevoir des solutions aux conséquences des bouleversements climatiques, à l'épuisement du pétrole bon marché et aux autres déséquilibres environnementaux en cours, comme l'inévitable perte de territoire due à la montée des eaux (Projet Adaptation PA, s.d.). Ce portrait sera également celui de l'avenir de nombreuses régions rurales autour du globe, lesquelles devront trouver des moyens propres à leur réalité pour s'adapter aux crises sociales et politiques engendrées par la crise écologique (Plante, Vasseur et Santos Silva, 2018). Cette crise, à la mesure de ses caractéristiques, pourrait alors renvoyer à la notion de rupture historique de Foucault (1966), où les transformations à venir risquent de modifier profondément le cours de la société.

Dans ce contexte, comment la population de la Péninsule acadienne s'outille-t-elle pour faire face à la crise environnementale en cours et pour se préparer aux conséquences majeures annoncées, lesquelles nécessiteront un régime adapté en ce qui concerne la souveraineté alimentaire, la production d'énergie et l'organisation politique ? De cet objectif principal découlent trois objectifs spécifiques. Il y a lieu, préalablement, de poser un diagnostic systémique de la situation actuelle dans la Péninsule acadienne :

quels sont les défis et les leviers en place dans la perspective d'une rupture des systèmes alimentaires, énergétiques et politiques ? Ensuite, c'est une refonte de ces modes de production et d'organisation qu'il s'agit d'aborder à l'aide de modèles et de concepts issus de théories agricoles, énergétiques et politiques. Enfin, ces considérations nous amènent à émettre des conclusions sur les modèles applicables au contexte de la Péninsule acadienne et sur la manière de les mettre en œuvre afin d'améliorer les structures alimentaires, énergétiques et politiques en vue d'une rupture.

L'approche proposée consiste en un travail de synthèse de plusieurs contributions et savoirs, sur un domaine encore peu exploré par la science. Peu d'auteurs développent des solutions pour s'adapter à cette rupture progressive du système. Cette dernière, telle qu'abordée dans cet essai, peut prendre plusieurs formes, certaines partielles, et elle n'est pas nécessairement immédiate. Concrètement, l'arrêt ou le dysfonctionnement progressif des systèmes de distribution d'aliments et de sources d'énergie conventionnelles pourraient faire partie de la rupture annoncée, tout comme la survenue de catastrophes climatiques et épidémiologiques extrêmes de plus en plus fréquentes. L'axe alimentaire occupera une place prépondérante dans ce travail, alors que les questions énergétiques et politiques, qui apparaissent tout de même essentielles à traiter dans un contexte de rupture, se retrouveront au deuxième plan.

Les informations présentées dans cet essai seront appuyées par des données issues de sources fiables et crédibles, d'exemples d'initiatives en place, ainsi que d'entrevues avec des gens du milieu, forts d'une expertise sur les sujets traités. Les sources utilisées ont été choisies selon des critères de représentativité et d'objectivité afin d'assurer l'exactitude des informations rapportées dans ce travail. Les travaux réalisés par Hopkins, Holmgren, Mollison, Servigne, Stevens, Latouche et Cochet offrent notamment des réflexions profondes sur les manières de faire qui éloignent notre société de la consommation effrénée des richesses et la rapproche des systèmes vivants. L'état des lieux déjà effectué par l'organisation citoyenne Imaginons la Péninsule acadienne autrement (IPAA) pourra servir de tremplin à cette recherche afin de poser un diagnostic sur la situation actuelle sur le territoire. En effet, l'organisme a effectué un travail de recension des initiatives d'autonomie alimentaire et de réduction de l'énergie à l'échelle de la Péninsule acadienne. De plus, les sites internet des municipalités de la région, d'organisations civiques et d'institutions d'apprentissage contribuent à la collecte d'information.

Le premier chapitre consiste en un diagnostic systémique sur la situation environnementale actuelle. Tout d'abord, la situation environnementale mondiale est détaillée afin d'asseoir la légitimité du travail, soit la préparation à une rupture des systèmes alimentaires, énergétiques et politiques. Ensuite, on présente les

leviers et les défis de la Péninsule acadienne en réaction à une rupture de ces systèmes ainsi que ses caractéristiques géographiques et sociologiques. Le deuxième chapitre sera l'occasion d'effectuer, avec la documentation disponible sur le sujet, une recension des modèles utiles à l'adaptation de la Péninsule acadienne en cas de rupture historique et permettra d'analyser l'insertion de ces modèles dans le contexte de cette région. Le dernier chapitre pourra finalement donner les conclusions générales du travail sur la préparation du territoire en vue d'une rupture et offrir des pistes de réflexion pour changer la trajectoire actuelle.

1. DIAGNOSTIC SYSTÉMIQUE DE LA SITUATION ACTUELLE EN VUE D'UNE RUPTURE DES SYSTÈMES CONVENTIONNELS

Ce premier chapitre sert de base au travail. Un portrait de la situation planétaire sera d'abord dressé pour établir un constat des facteurs qui portent à croire qu'une rupture des systèmes conventionnels est à prévoir au cours des prochaines décennies. Ensuite, les caractéristiques inhérentes à la Péninsule acadienne seront décrites en fonction des effets potentiels de la rupture planétaire sur ce territoire. L'établissement du diagnostic se poursuivra en s'attardant particulièrement sur les aspects alimentaires, énergétiques et politiques dans une optique de préparation à la rupture.

1.1 Diagnostic planétaire

À l'échelle mondiale, aussitôt qu'en 1972, le rapport Meadows prévenait dès lors des risques de poursuivre une croissance économique infinie couplée à des modes de vie consuméristes, alors que la planète ne comporte qu'une quantité finie de richesses naturelles. Ce simple constat explique les déséquilibres planétaires en cours (World Wildlife Fund, 2018). Conséquemment, le modèle capitaliste préconisé autour du globe ne prend pas en compte la déplétion des richesses naturelles dans son équation d'accroissement de la richesse (Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2018). Le produit intérieur brut fait ainsi l'objet de plusieurs critiques pour sa représentation de la richesse des nations, notamment en omettant l'état des richesses naturelles dans son calcul (Mead et Marin, 2011). Malgré son importance capitale pour la vie humaine, depuis le début de l'industrialisation, la nature s'est retrouvée au deuxième plan : l'humain s'est approprié les richesses naturelles au détriment de l'environnement (Maris, 2011). Le dépassement des limites planétaires, la hausse démographique, l'accélération de l'industrialisation et l'exploitation du capital naturel non renouvelable forment un cocktail hautement indigeste pour la viabilité des espèces de la planète (Latouche, 2019 ; Monfort, 2017 ; Sinaï, Stevens, Carton et Servigne, 2017 ; Steffen et al., 2015).

L'urgence d'agir face aux répercussions des variations climatiques n'est plus à prouver. Le rapport percutant de 2018 du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) a mis en lumière le danger d'un réchauffement global de 1,5 degré Celsius (GIEC, 2018). Au-delà de ce seuil, des conséquences irréversibles sur les écosystèmes et sur nos sociétés risquent de se concrétiser (Perreault, 2020, 8 janvier). Hausse du niveau des océans (Llovel, 2010), vagues de chaleur plus fréquentes (Swynghedauw, 2009), changements hydrologiques et océaniques (Beaugrand et Goberville, 2010), pertes de biodiversité (Bálint et al., 2011), événements climatiques extrêmes (Meehl, Zwiers, Evans, Knutson et al., 2000)... cela ne

dresse qu'un portrait sommaire des répercussions que les variations climatiques sont susceptibles d'apporter autour du globe. Cet enjeu planétaire fait l'objet, année en année, d'une visibilité médiatique croissante (Muelenaere, 2019, 10 octobre ; Rabah, 2019, 12 décembre). Greta Thunberg, depuis l'automne 2018, tente notamment de contribuer à cette émergence, en parcourant le monde pour sonner l'alarme sur les conséquences d'un statu quo et s'efforce de susciter une prise de conscience environnementale (Chénier, 2019, 24 juillet ; Rossignol, 2019, 20 mars).

Conjointement avec les perturbations climatiques, la dégradation des écosystèmes met étroitement en péril la qualité de vie des humains en réduisant l'accès à l'eau potable, à l'air pur et aux terres arables fertiles (Millennium Ecosystem Assessment, 2005). La sixième extinction de masse de la planète est en cours (Kolbert, 2015). Déjà près de la moitié des vertébrés est en déclin, ce qui nuit considérablement au fonctionnement et à la régulation des écosystèmes (Ceballos, Ehrlich et Dirzo, 2017). Rappelons que leurs services écosystémiques rendent possible la vie sur terre : ils approvisionnent les humains en nourriture, en eau et en matériaux primaires divers. Ils fournissent des services de régulation du climat, des déchets et de l'eau par d'importants cycles de flux de matière. (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2014) Même l'apport culturel et spirituel des écosystèmes contribue à satisfaire des besoins anthropiques fondamentaux (Ahtiainen et al., 2019). Qui plus est, la perte de biodiversité ébranle déjà le quotidien de plusieurs milliers de personnes sur le plan socioéconomique (Dale et al., 2019). Cette lancée risque malheureusement de se poursuivre au cours des années à venir, d'après les travaux de la Convention sur la diversité biologique. En effet, les objectifs d'Aichi 2020, établis afin d'améliorer la biodiversité, ne sont pas sur le point de se réaliser si la tendance se maintient. La majorité des indicateurs ne s'avèrent pas favorables à leur réussite, comme en fait foi le rapport de mi-parcours paru en 2014 (Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, 2014).

Puis, l'exploitation des richesses naturelles devient également un enjeu de taille pour le futur. Si tous les habitants de la planète vivaient comme les Canadiens, nous aurions besoin de l'équivalent de 3,7 planètes pour supporter la demande en richesses naturelles (Fonds mondial pour la nature, 2014). La déforestation est encore croissante à plusieurs endroits sur le globe, spécialement au Brésil où l'on peut observer une augmentation de 85 % en 2019 par rapport à l'année précédente (Agence France-Presse, 2020, 14 janvier ; Franceinfo, 2020, 14 janvier). Les terres rares sont, quant à elles, devenues indispensables pour la production d'appareils de haute technologie comme les téléphones cellulaires, en passant par les éoliennes et les panneaux solaires (Latroche, 2019, 9 mai). Pourtant, les procédés pour rendre ces métaux

disponibles rejettent d'énormes quantités de solvants toxiques et parfois même radioactifs dans l'environnement, alors que leur extraction s'avère difficile et peu rentable (Weng, Jowitt, Mudd et Haque, 2013). D'ailleurs, la dépendance de la société au pétrole se complexifie (Brunel, 2015) et, actuellement, les pays en voie de développement entrent eux aussi dans cette roue infernale (Pode, 2010), pendant qu'on devrait plutôt chercher à en sortir. « Notre maladie ne se trouve pas dans la production de pétrole, qui émet certes des GES, mais dans la consommation ». Pierre-Olivier Pineau (2018, 15 avril) décrit bien le problème flagrant de la dépendance au pétrole dans notre société. En effet, peu de gens sont prêts à délaisser leur confort quotidien, fruit en apparence bien mérité des efforts de la mondialisation et de l'industrialisation, pour des façons de faire moins énergivores. Les nouvelles découvertes de réserves pétrolières peuvent ainsi sembler (BP, 2019), à première vue, de bon augure pour les prochaines décennies. Or, les conséquences des variations climatiques continueront de s'aggraver si l'extraction pétrolière et gazière ne change pas sa cadence. Effectivement, un lien étroit noue l'extraction du pétrole et les émissions de gaz à effet de serre (GES) aux perturbations climatiques (Hopkins, 2010). C'est d'ailleurs pour cette raison que les conclusions du rapport de 2019 de l'Agence internationale de l'énergie réitèrent l'urgence de convertir les sources d'énergies non renouvelables à des sources plus viables pour la planète, particulièrement dans le contexte de la demande mondiale croissante d'énergie (International Energy Agency, 2019). Un constat encore plus préoccupant, d'après Servigne (2018), est celui qui révèle qu'il reste suffisamment de réserves pétrolières exploitables pour faire flancher le climat au deçà du seuil de deux degrés fixé par l'Accord de Paris et les recommandations du GIEC. Enfin, Yves Cochet décrit bien la rupture tel que ce travail tente d'y trouver des solutions, soit

« le processus à l'issue duquel les besoins de base (eau, alimentation, logement, habillement, énergie...) ne sont plus fournis [à un coût raisonnable] à une majorité de la population par des services encadrés par la loi » (Servigne, Stevens, Sinai et Carton, 2015).

1.1.1 Diagnostic des systèmes alimentaires

L'un des piliers essentiels d'une société consiste en sa capacité à se nourrir. Pourtant, les variations climatiques sont susceptibles d'apporter des perturbations majeures dans les systèmes de production agricole autour du monde (McMichael, Powles, Butler et Uauy, 2007). L'utilisation accrue des pesticides et de fertilisants chimiques participe non seulement à l'émission de gaz à effet de serre (Equiterre, s.d.), mais réduit aussi la fertilité des sols arables (Bromilow, Evans, Nicholls, Todd et Briggs, 1996 ; Spark et Swift, 2002). Par ailleurs, la conversion de près du quart de la surface terrestre en terres cultivées a modifié profondément la structure des écosystèmes (Millennium Ecosystem Assessment, 2005). L'industrie des

bovins de boucherie contribue à la coupe de plusieurs milliers d'hectares de forêt partout autour du globe (Baumann et al., 2017 ; Kröger, 2020 ; Silva et Rodgers, 2018). L'immense apport d'eau et d'énergie utilisées pour produire un kilogramme de bœuf remet ainsi en question la viabilité d'une alimentation carnivore bovine à l'échelle planétaire (Gerber, Mottet, Opio, Falcucci et Teillard, 2015 ; le Polain de Waroux et al., 2019). De plus, les feux de forêt catastrophiques sur le territoire australien en 2019 ont affecté de nombreuses récoltes en raison de la sécheresse généralisée dans le pays (Karp, 2019, 17 décembre ; Sullivan, 2019, 5 mars). Dans le contexte changeant du climat, jumelé à la croissance démographique, la capacité d'un territoire à produire sa propre nourriture s'avère alors essentielle afin de surmonter les défis que représente une rupture.

1.1.2 Diagnostic des systèmes énergétiques

Pour des raisons thermodynamiques et économiques, l'extraction des réserves de pétrole devient de plus en plus ardue et polluante. Ainsi, d'après les prévisions de l'Office national de l'énergie du gouvernement du Canada (2019), une hausse des prix du baril de pétrole est à prévoir à long terme. Même si le pic pétrolier, tel que décrit par Campbell et Laherrère (1998), n'est pas survenu comme ils l'avaient annoncé, leur regard sur la fin du pétrole bon marché et ses répercussions est toujours d'actualité (Bardi, 2019). En effet, nos sociétés ont avantage à se pencher dès maintenant sur les solutions pour réduire leur utilisation du pétrole plutôt que d'étirer la période précédant l'ère où il ne restera que le fond du baril. À l'heure actuelle, la relance de la production mondiale de pétrole est principalement due à l'essor des produits pétroliers non conventionnels, tels les gaz de schiste (Auzanneau, 2015, 6 avril). Toutefois, cet élan n'est pas suffisant pour compenser le taux de retour énergétique de l'extraction pétrolière qui s'amenuise d'année en année (Hall, 2017) ; c'est-à-dire que le rapport entre la quantité de pétrole extrait par baril dépensé diminue. Il devient alors moins rentable de produire du pétrole, ce qui provoque une hausse du prix à l'achat. D'ailleurs, considérant la demande croissante pour l'énergie (BP, 2019), la diminution des richesses naturelles, les nouvelles technologies et les investissements des dernières années, des prédictions avancent que la production d'énergie conventionnelle amorcera sa descente à partir de 2030 (Arezki et al., 2017 ; Ul'yanin, Kharitonov et Yurshina, 2018).

Par conséquent, la fin du pétrole bon marché met en lumière l'importance de se préparer à une transition pour réduire notre dépendance aux hydrocarbures (Rubin, 2012). Les besoins énergétiques du Canada ont connu une hausse de 80 % depuis 1960 (Guay, 2019). La plus grande part des besoins énergétiques sont liés à la consommation de pétrole, ce qui représente près de 40 % de la combinaison énergétique nord-

américaine. Les pourcentages restants concernent principalement le gaz naturel et le charbon, alors que les énergies renouvelables demeurent loin derrière avec moins de 10 % de l'énergie produite. (BP, 2019) Le transport de denrées alimentaires, la production d'électricité pour le chauffage et les besoins de base composent une importante part de la consommation énergétique au Canada (Ressources naturelles Canada, 2017). Admettant une rupture d'approvisionnement en pétrole, ces besoins primaires seraient durement touchés. D'où la nécessité de se tourner vers une production d'énergie plus locale afin de réduire la dépendance des communautés aux intrants énergétiques externes, et ainsi minimiser les conséquences en cas de rupture. Le rôle des énergies renouvelables ou d'autres technologies comme les véhicules électriques est discutable, étant donné l'apport de pétrole requis pour leur fabrication, leur fonctionnement, leur transport et leur développement (Cochet, 2020). En outre, le besoin d'approvisionnement en métaux critiques comme le lithium, nécessaire à la production de batteries pour les véhicules électriques, suffit à mettre en doute la pertinence des technologies dites renouvelables ou vertes. Non seulement l'extraction de ces métaux pose de sérieux dommages environnementaux, mais leur disponibilité à long terme est incertaine. (Hache, 2016)

1.1.3 Diagnostic des systèmes politiques

Au cours des dernières années, la montée au pouvoir de dirigeants populistes d'extrême droite à la tête de puissances mondiales comme les États-Unis et le Brésil s'est avérée préoccupante. Ces décideurs détiennent une grande partie de l'avenir de la planète et des civilisations entre leurs mains. (Cornish, 2019) Néanmoins, les bouleversements abordés précédemment constituent des phénomènes mondiaux face auxquels on peut souvent agir à une échelle locale. La faible influence des Conférences des parties sur le climat pour mener à des changements substantiels mondiaux (Taillefer, 2018, 6 décembre) et la réponse insuffisante des gouvernements (Hulme, 2009) face à l'urgence de la situation climatique démontrent, entre autres, que ces problèmes doivent être considérés sur plusieurs fronts à la fois (Sinaï, Stevens, et al., 2017). Alors que la communauté internationale stagne sur les actions à poser pour la planète, les actions à plus petites échelles permettent d'obtenir des résultats prometteurs (Laurent, 2015). Les villes et les municipalités tendent à sous-estimer leur poids dans la balance : des programmes politiques municipaux peuvent effectivement guider l'organisation citoyenne pour amorcer une transition écologique (Folco, 2017). La politique municipale a le pouvoir, tout compte fait, de jouer un rôle dans cette préparation en vue d'une rupture. Est-ce que les municipalités de la Péninsule acadienne mettent en place des initiatives pour organiser la transition ? Réalisent-elles qu'elles jouent un rôle clé dans cette organisation ? Hopkins (2010) témoigne de l'importance de revenir à de petits réseaux locaux et ainsi rompre peu à peu les liens

qui mènent à des réseaux globaux complexes. Le mouvement des Villes en transition développé par Hopkins, au Royaume-Uni, peut servir de modèle, applicable à un territoire comme celui qui est étudié ici, afin de contribuer à l'élaboration d'une société qui résiste aux incertitudes annoncées.

1.1.4 Constats sur la suite du monde

À la lumière de ce qui précède, les répercussions du climat et l'épuisement des richesses naturelles laissent entrevoir un sombre avenir pour nos sociétés si un changement de trajectoire radical n'est pas effectué (Latouche, 2019 ; Monfort, 2017 ; Mongeau, 2005). D'ailleurs, plusieurs décennies après la sortie du rapport Meadows, les prévisions du modèle des limites à la croissance coïncident de très près avec la réalité des dernières années (Turner, 2012). Le maintien de notre régime productiviste et consumériste conduit inexorablement à la chute de l'ordre industriel et marchand, et à la décroissance, en raison de la déplétion accélérée des richesses naturelles, notamment la diminution de terres arabes fertiles (D. L. Meadows, 1972). En effet, la croissance ne peut coexister avec la dégradation des richesses naturelles et une consommation effrénée (Latouche, 2019). Certains auteurs, dont Mead (2017), croient qu'une rupture du système capitaliste et consumériste actuel constituera la mesure la plus efficace pour mettre un frein aux variations du climat et à l'exploitation démesurée des richesses naturelles, dans le contexte d'inertie environnementale des gouvernements autour du monde (Harvey, 2019). Réalistes ou non, plusieurs conclusions abondent dans le même sens : une rupture mondiale est attendue tôt ou tard. Seuls la manière dont elle se produira et le moment exact où elle surviendra sont incertains (Hopkins, 2010; Illich, 1973; D. L. Meadows, 1972; Servigne et al., 2015). Alors que la planète survivra, l'avenir de l'espèce humaine s'expose à de lourdes épreuves : famines, guerres civiles, pandémies... (Conservation International, 2014) Une préparation adéquate de nos sociétés devient nécessaire afin de pouvoir résister aux chocs à venir.

Dans la perspective d'un changement de paradigme, il sera ainsi requis, dans le contexte de la Péninsule acadienne, d'envisager de nouvelles façons de produire des denrées alimentaires, de produire et de consommer l'énergie et d'organiser le territoire par l'entremise de la politique. Ces réalisations sont essentielles pour une telle transition. Il y a donc lieu d'espérer qu'elles puissent contribuer à l'avènement d'un paradigme social capable de se mesurer aux crises qui menacent la cohésion du territoire concerné.

1.2 Diagnostic de la Péninsule acadienne

La population de la Péninsule acadienne, située au nord-est du Nouveau-Brunswick (N.-B.), est composée d'environ 50 000 habitants (Statistique Canada, 2017). Son territoire est constitué de quatre petites villes,

de dix villages et d'environ 50 districts de services locaux (DSL) (CSRPA, 2020). Sa situation géographique l'isole des grands centres urbains, le plus près se situant à Moncton, à 300 kilomètres au sud. Que ce soit à cause de l'homogénéité linguistique, unilingue française, de la culture acadienne bien ancrée ou de ses limites géographiques définies par des plans d'eau, on y trouve une cohésion sociale remarquable. C'est notamment ce que Beniak (1989) a observé dans le cadre de son étude sociolinguistique. L'économie locale repose en grande partie sur l'exploitation de richesses primaires, comme la pêche, la tourbe et les bleuets. Le déficit de main d'œuvre que ces industries rencontrent depuis les dernières années correspond au phénomène parallèle de l'exode croissant des jeunes vers les grandes villes. (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2010)

Sur ce territoire, les effets des perturbations climatiques se font déjà sentir. Le niveau de la mer a augmenté de 10 centimètres entre 1985 et 2011 et la température moyenne de l'air a fait un bond de trois degrés Celsius pour la même période (Adaptation PA, s. d.). La fréquence des tempêtes, l'érosion des sols et la montée des eaux causent déjà de nombreux dommages au littoral acadien du nord-est du N.-B. (Stervinou, Mayrand, Chouinard et Thiombiano, 2013). Les glaces de moins en moins présentes le long des côtes en hiver accentuent la dégradation des dunes et des plages. D'ailleurs, la perte de terrain due à l'érosion a obligé la relocalisation de quelques habitations sur l'île de Lamèque depuis les années 2000 (Hébert et Aubé, 2015). La partie est de la péninsule du côté du golfe du Saint-Laurent, à l'opposé de celle de la Baie des Chaleurs, fait l'objet d'une érosion plus marquée, compte tenu de la trajectoire des tempêtes plus fréquentes à cet endroit (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2011). C'est le cas des municipalités de Le goulet et de Ste-Marie-St-Raphaël qui ont perdu jusqu'à 86 mètres de côte en 68 ans (Adaptation PA, s. d.). De plus, le déclin des stocks de poisson est particulièrement préoccupant dans l'est du Canada. Selon Pêches et Océans Canada, 24 des 33 stocks de poissons marqués par une diminution de la population se retrouvent à l'est du pays (McKenzie-Sutter, 2019, 13 novembre). La déplétion de leur quantité touche directement les gens de la Péninsule acadienne (Chouinard, Plante et Martin, 2006), l'économie du territoire étant étroitement liée au domaine de la pêche depuis des décennies (Beaudin, 1998). Ces effets, déjà perceptibles aujourd'hui, s'accroîtront de façon exponentielle au cours des prochaines années, et d'autres, plus importants encore, risquent de s'y ajouter. L'eau potable deviendra par exemple un enjeu majeur, surtout avec les tempêtes d'envergure plus fréquentes qui inondent les terres (Guillemot, Mayrand, Gillet et Aubé, 2014 ; Projet adaptation PA, s. d.). L'accès à des terres arables fertiles sera également menacé par la montée des eaux ou par le risque accru de contamination microbienne ou chimique (Fowler, 2018, 15 mai).

Quels sont les leviers dont dispose la Péninsule acadienne en cas de rupture ? Dans un contexte de pétrole peu abordable et de défis d’approvisionnement en énergie, comment peut-elle subvenir à ses besoins alimentaires et énergétiques de base ? Dans cette éventualité, sur quels outils et sur quels moyens peut-elle compter pour conserver sa cohésion sociale ? Est-ce que la politique municipale actuelle cherche à répondre à ces défis ? Ce sont ces questions que tentera d’élucider la suite en dressant un portrait de la situation actuelle, sur la Péninsule acadienne, en préparation à une rupture. Les leviers utiles dans ce contexte, en ce qui a trait à la production alimentaire et énergétique, seront détaillés; et la situation politique sera dépeinte afin de comprendre les mécanismes d’organisation du territoire en place devant une telle éventualité.

1.2.1 Diagnostic des systèmes alimentaires

Cette section expose la situation de la production alimentaire de la Péninsule acadienne pour comprendre l’état de la sécurité alimentaire de la région. Celle-ci peut s’expliquer par la capacité à subvenir à ses besoins alimentaires en termes de quantité d’approvisionnement et d’obtention de produits qui soient sains à consommer (Bruegel et Stanziani, 2004). En cas de choc, un approvisionnement alimentaire équilibré et fiable permet d’absorber une perturbation majeure sans changer d’état et, si c’est le cas, à se traduire par un retour rapide à l’état d’origine (Vonthron, Dury, Fallot, Alpha et Bousquet, 2016). C’est pourquoi cette notion de sécurité alimentaire prend de l’importance dans un contexte de rupture, en induisant des défis d’approvisionnement.

Même si elle s’est manifestée en région plus tard que dans les grands centres urbains, la mondialisation a largement diversifié l’offre moyenne des aliments dans l’assiette des résidents de la Péninsule acadienne. Comme presque partout au Canada et ailleurs dans le monde (Brooks, 2018), le prix des denrées au N.-B. varie en fonction des récoltes des pays du Sud. La Péninsule acadienne est donc elle aussi tributaire des fluctuations du climat et de ses répercussions sur les cultures pour répondre à ses besoins alimentaires (Réseau d’action sur la sécurité alimentaire du Nouveau-Brunswick [RASANB], 2017). Toutefois, la région a longtemps été garante de sa propre alimentation, du moins jusque dans les années 1980, avant que l’émergence de l’industrialisation apporte des aliments de l’extérieur à petits prix. Les familles, souvent composées d’une dizaine d’enfants, subvenaient à leurs besoins par de grands jardins où pommes de terre, carottes, navets et autres légumes assuraient des provisions tout au long de l’année. Les légumineuses étaient aussi récoltées et séchées pour une utilisation ultérieure. Les quelques poules, porcs et vaches appartenant à chaque famille fournissaient œufs, viande et produits laitiers. (Dupont, 1978) Alors que la

majorité des aliments étaient produits localement en 1940, seulement 3 % provenaient de la province en 2018 (Frazer-Chiasson, 2018, 3 juin). Actuellement, la souveraineté alimentaire est garantie pour quatre catégories d'aliments seulement : le sirop d'érable, les bleuets, les pommes de terre et les produits de la mer (RASANB, 2018). Environ 50 % des terres de la province peuvent être cultivées, alors que seules 11 % de ces terres le sont (Buy Local NB, 2017). Malheureusement, ces données ne sont pas disponibles pour la Péninsule acadienne au moment d'écrire ces lignes.

À l'échelle de la Péninsule acadienne, on peut inférer que le niveau de souveraineté alimentaire est très semblable à celui de la province, en se basant sur les industries agricoles de la région. Uniquement la production de pomme de terre fait exception, n'ayant pas de rendements suffisants pour fournir complètement le territoire. Cet apport d'aliments produits localement pourrait très bien s'accroître considérant l'importante superficie de terres cultivables de la province (Buy Local NB, 2017). Dans la Péninsule acadienne, on peut néanmoins dénombrer plusieurs producteurs maraichers, des apiculteurs, des acériculteurs et des producteurs de petits fruits pour la cueillette libre (IPAA, 2017). La majorité de ces producteurs utilisent encore des pesticides ou appliquent d'autres pratiques issues de l'agriculture conventionnelle. C'est le cas de la ferme Jean-Paul Losier à Rivière-à-la-Truite ainsi que la ferme Roméo F. Savoie et Fils à Évangéline (IPAA, 2017). Cela dit, la venue de jeunes producteurs apporte un vent de fraîcheur sur ces procédés en faisant la promotion de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. En effet, même si la production biologique ne permet pas encore l'approvisionnement complet des résidents de la région, un engouement pour ce mode de production se manifeste depuis les cinq dernières années. De nouvelles fermes biologiques ont fait leur apparition, dont la ferme Nikkal, à Pokemouche, laquelle produit des paniers de fruits et légumes pour la distribution locale depuis 2017 (Gosselin, 2018, 1^{er} octobre). Dans la même année, la ferme La belle besogne, à Tabusintac, a aussi emboité aussi le pas en pratiquant l'agroécologie (La belle besogne, s. d.). De plus, la ferme PMG produit des bleuets certifiés biologiques à Caraquet depuis 2019 (Ferme PMG, s. d.). La ferme Vert L'éveil et la ferme de l'Anse, respectivement à Black Rock et à Anse-Bleue, toutes deux en démarrage, ont commencé l'an dernier une production maraichère de fruits et légumes exempts de pesticides (ferme Vert l'Éveil, 2020 ; La ferme de l'Anse, 2020). Les Serres chez Eugène, à Lamèque, établies depuis 1981, offrent également une variété de produits biologiques. D'ailleurs, il est possible de s'y procurer des légumes pendant la saison hivernale puisqu'elles conservent une partie des surplus de la récolte estivale. (Les serres chez Eugène, 2018) L'entreprise maraichère de Grande-Anse, Légumes chez Reno, pratique une forme d'agriculture plus conventionnelle, mais permet un approvisionnement de légumes jusqu'en novembre

(Légumes chez Reno, s.d.). Leur modèle d'affaires repose généralement sur la vente aux marchés des fermiers durant l'été, sur la distribution de paniers d'agriculture soutenue par la communauté, ainsi que par des ventes à leur kiosque à la ferme même (IPAA, 2017). L'été, on retrouve annuellement trois marchés de fermiers dans la Péninsule acadienne, qui offrent un espace pour que les producteurs locaux puissent vendre leurs fruits et légumes dans les villes de Caraquet, Tracadie-Sheila et Shippagan (Péninsule acadienne, s. d.).

Alors que la plupart des producteurs agricoles de la région sont majoritairement en activité durant la saison estivale, de nouvelles initiatives apparaissent afin d'offrir un approvisionnement en fruits et légumes locaux à l'année. C'est le cas de la nouvelle ferme verticale en agriculture biologique à Saint-Léolin, depuis l'automne 2019. Originaires du Québec, les nouveaux propriétaires ont fait l'acquisition du bâtiment de l'ancienne école primaire du village, fermée depuis 2012, qu'ils ont adapté afin de pouvoir réaliser une culture de légumes sur des tours verticales. Cette production utilise 90 % moins d'eau que les cultures conventionnelles. (Caron, 2019, 30 octobre) Actuellement, il s'agit d'un projet pilote pour adapter les méthodes au marché et permettre une évolution graduelle de l'entreprise. Déjà prometteuse, lors de la première vente publique de légumes en décembre 2019, l'entreprise a été victime de son succès en écoulant la totalité des récoltes de chou kale, de laitues et de coriandre. L'objectif est de permettre l'approvisionnement des grandes surfaces de la région en fruits et légumes locaux tout au long de l'année. (Caron, 2019 b, 1^{er} décembre)

Même si la réduction de la consommation de viande devrait s'ancrer dans les habitudes des ménages pour réduire les GES et lutter contre les variations climatiques, il est réaliste de penser que les citoyens n'élimineront pas totalement la viande de leur alimentation pour autant. Plutôt que de se nourrir avec celle des États-Unis ou de l'ouest du pays, consommer une viande produite localement à l'aide de pratiques plus écologiques, telles que le pâturage pour les animaux, s'avère une mesure intéressante pour la réalité du milieu (DeCurto, 2005). C'est donc pour cette raison que la production de viande sera considérée dans les besoins alimentaires de la Péninsule acadienne, même si une réduction marquée de sa consommation est à favoriser dans la lutte contre les perturbations climatiques et l'utilisation effrénée des richesses naturelles (Westhoek et al., 2014). À cet égard, le portrait de la production locale s'avère moins complet que celui des produits maraichers. L'unique boucherie de la région, située à Pont-Landry, transforme la viande pour offrir une grande variété de produits. Cependant, la provenance de la viande n'est pas entièrement locale puisqu'une part considérable de ses produits vient du Québec (Boucherie

Pont-Landry, entrevue téléphonique, 23 janvier 2020). Cette réalité est légitimée en l'absence d'abattoir pour le bétail sur le territoire, le plus près se trouvant à Miramichi, situé au moins à une heure de route de la plupart des grands centres de la Péninsule acadienne (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2019). La tâche est donc plus ardue pour les producteurs qui veulent opérer dans la région. De plus, pour être vendue sur le marché, la viande doit absolument être inspectée par la Santé publique dans l'un des abattoirs accrédités de la province (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, s.d.). Malgré tout, la Péninsule acadienne produit sur son territoire des bovins de boucherie, dont des veaux engraisés, des vaches laitières et des brebis, répartis sur 15 à 20 petites fermes commerciales. Pour le reste, d'autres petits producteurs élèvent des animaux pour leur propre consommation, mais ne rapportent pas nécessairement un revenu de cette activité (D. Fontaine¹, entrevue téléphonique, 26 mars 2020). Enfin, la ferme avicole Chiasson, à Saint-Simon, approvisionne le nord du N.-B. en œufs frais depuis quelques décennies (CinéVaste, 2016).

Ce sont plutôt des produits de la mer qui se retrouvent en abondance dans la Péninsule acadienne, en raison de sa proximité avec le golfe du Saint-Laurent et la Baie des Chaleurs. On peut y compter 17 entreprises de transformation ou d'emballage de poissons et de fruits de mer qui font rouler l'économie et la gastronomie de la région (D. Campbell, 2018). En importance, le homard, le crabe des neiges et la crevette représentent 80 % de la pêche en Atlantique (Gouvernement du Canada, 2018); on observe dans la péninsule une répartition semblable.

En outre, des produits alcoolisés comme la bière et les spiritueux sont produits dans la région depuis quelques années. La distillerie Fils du Roy à Petit-Paquetville a donné le coup d'envoi à l'émergence de ce secteur en 2012 avec une production de gin et d'absinthe (Fils du Roy, s. d.). L'entreprise poursuit un développement axé sur le soutien aux atouts de la région en cherchant continuellement à s'approvisionner d'ingrédients locaux. Une malterie est en construction afin d'accueillir un laboratoire d'innovation pour des céréales locales, avec la possibilité de les transformer en malt (Fradette, 2019 b, 18 juillet). Éventuellement, une cheminée permettant de sécher l'orge produite dans les environs pourrait s'ajouter au projet et ainsi permettre d'élaborer la levure à intégrer dans le processus (Mercure, 2019, 17 décembre). Ce long périple a donné des ailes à bien d'autres entrepreneurs de la région. À l'heure actuelle, quatre microbrasseries produisent des bières locales : Les brasseurs d'la côte à Tracadie-Sheila, la brasserie

¹ David Fontaine est agent de développement de l'élevage du bétail au Ministère de l'agriculture.

Retro Brewing à Bertrand, Houblon pêcheur à Village des Poiriers et la distillerie Fils du Roy à Paquetville (Houblon pêcheur, s. d. ; Villeneuve, 2018, 28 juillet).

Alors qu'une orange était reçue à Noël avec enthousiasme jusque dans les années 1950 (A. Cormier et al., 2004), sa consommation fréquente dans les familles d'aujourd'hui banalise les efforts requis pour s'en procurer. C'est d'ailleurs le cas pour la majorité des fruits et légumes qui font maintenant partie du quotidien des ménages de la Péninsule acadienne à l'heure actuelle. Malgré cette industrialisation de la production des biens alimentaires, le nombre d'initiatives pour renforcer la sécurité alimentaire de la région suit une tendance intéressante. Tout d'abord, le nombre de ménages ayant un jardin augmente chaque année d'après l'engouement confirmé dans les centres de jardinage (Boudreau, 2016, 6 juillet). C'est environ la moitié de la population de la Péninsule acadienne qui cultive un jardin pendant la saison estivale, toutes dimensions confondues, d'après Jeanne D'Arc Lavoie, présidente du Regroupement des jardiniers écologiques de la Péninsule acadienne (J-D. Lavoie, entrevue téléphonique, 15 janvier 2020). Ces jardins individuels ne sont pas tous réalisés aux fins d'un approvisionnement en fruits et légumes pour une année, mais ils assurent au moins une petite variété de légumes frais pendant l'été. Avec près de 230 membres pour l'année 2019-2020, les ateliers de jardinage et les capsules d'apprentissage sur le web du Regroupement attirent toujours de nombreux intéressés année après année (Gosselin, 2018 b, 9 octobre). Ces initiatives renforcent également la volonté des habitants de s'approvisionner localement. Ils comprennent davantage l'importance d'encourager les producteurs locaux en créant un sentiment d'appartenance vigoureux par le biais du jardinage.

Outre la production d'aliments, l'émergence d'initiatives en éducation sur la sécurité alimentaire prend un élan avec l'offre de cours de la part de Jeanne d'Arc Lavoie à la Polyvalente Louis Mailloux de Caraquet. Elle apprend aux jeunes l'importance de réduire le gaspillage alimentaire en préservant mieux les aliments, comme en faisant des conserves. La réduction des déchets y est valorisée, tout comme la gestion d'un budget afin d'en conserver une part pour l'achat de fruits et légumes frais. (J.-D. Lavoie, entrevue téléphonique, 15 janvier 2020) De plus, le programme « Pensez frais » du Réseau d'inclusion communautaire de la Péninsule acadienne, en partenariat avec des fermes locales, offre une variété de fruits et légumes à petits prix afin d'inciter davantage de ménages à consommer des produits locaux frais et à développer de meilleures habitudes alimentaires (Caron, 2018, 21 mars). Par ailleurs, on retrouve quatre jardins communautaires dans la région, situés à Shippagan, Caraquet, Tracadie-Sheila et Saint-Isidore (Réseau d'inclusion communautaire de la Péninsule acadienne [RIC-PA], 2014a). Un jardin collectif,

une initiative de citoyens engagés dans l'agriculture, est également né à Saint-Anne du Bocage, près de Caraquet, pour partager le plaisir de jardiner ensemble. Ces jardins sont issus de la volonté des citoyens d'assurer eux-mêmes leur autonomie alimentaire suite à l'avènement des pesticides et à la hausse des prix des aliments. (Gosselin, 2018 b, 9 octobre) Ils favorisent la cohésion sociale, tout en évoquant des valeurs de partage, de bien-être et de gratitude à l'égard des produits de la terre. D'après Hopkins (2010), ce retour aux sources est l'une des composantes importantes de la résistance aux conséquences d'un bris du système alimentaire, qui met en lumière la nécessité du retour à l'entraide et d'une cohésion sociale solide pour éviter de plonger dans des actes d'hypocrisie ou de mesquinerie lors d'une rupture.

Cet essor en agriculture ouvre la porte à des organismes communautaires et à des programmes gouvernementaux qui assurent la promotion des produits alimentaires de la Péninsule acadienne pour développer une sensibilité à propos de la sécurité alimentaire au sein de la population. La Coopérative Zeste Nord-Est œuvre vers cet objectif en faisant la promotion des produits locaux de la Péninsule acadienne et de la région Chaleur. On souhaite mettre sur pied un système électronique pour faciliter la vente des produits agricoles des producteurs locaux aux résidents et ainsi en augmenter l'accessibilité. (Bouchard, 2020, 23 février ; Coopérative Zeste Nord-Est, 2019) À l'échelle de la province, le Réseau d'action pour la sécurité alimentaire du N.-B., maintenant connu sous le nom d'Aliments pour tous NB, promeut l'importance de produire des aliments localement. Suite au travail sur le terrain, l'initiative de consultation auprès de divers intervenants de la province intitulée « Tout le monde mange » émet des recommandations pertinentes pour le N.-B. afin d'améliorer sa sécurité alimentaire (Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du Nouveau-Brunswick [RASANB], 2018). L'un des freins à l'émergence de projets en agriculture demeurent les protocoles stricts de salubrité, généralement conçus pour les grandes industries, qui rendent la tâche difficile pour les fermes à petite échelle. Le député provincial Kevin Arseneau recommande notamment une flexibilité de ces protocoles pour un meilleur soutien à la relève des fermiers et fermières du N.-B., dans le but de produire davantage de denrées dans la province. Il avance aussi :

« l'importance de réformer les régimes provinciaux d'inspection des aliments afin de permettre la production d'aliments à petite et moyenne échelle, d'abattage, de stockage, de transformation et de distribution des aliments » (Gouvernement du N.-B., 2019).

Pourtant, le gouvernement de la province a mis en place en 2018 une feuille de route pour les nouveaux venus en agriculture au Nouveau-Brunswick, dans laquelle les lois et règlements applicables à différentes activités agricoles sont détaillés, tout comme les programmes d'aide financière. Ces programmes financiers n'offrent pas de subventions, mais plutôt divers types de prêts. D'autre part, de brefs descriptifs

exposent les exigences de base afin de lancer une production agricole de tout genre. (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2018a) Une autre lacune du système de distribution de la province : le manque de reconnaissance des biens produits localement. À cet effet, au Québec, l'organisation Aliments du Québec permet d'encourager l'achat local en offrant une certification de provenance des produits agroalimentaires d'origine québécoise (Aliments du Québec, 2020).

Pour continuer sur cette lancée, une vue d'ensemble des terres disponibles pour l'agriculture et des caractéristiques favorables à la croissance d'aliments dans la Péninsule acadienne se révèle utile pour comprendre les enjeux liés à ce développement. Compte tenu des terres humides, des contraintes dues aux prévisions de la montée des eaux et de l'érosion des côtes (Hébert et Aubé, 2015 ; Secrétariat du Conseil du trésor du Canada, s. d.), plusieurs terres arables demeurent tout de même disponibles pour l'agriculture dans la Péninsule acadienne. D'après les données du Gouvernement du Canada (s. d.), trois types de cartes fournissent des informations utiles quant aux possibilités agricoles et aux limitations présentes sur le territoire. Ces cartes, disponibles en Annexe 1, démontrent que malgré le fait que le territoire ne fournisse pas les conditions idéales pour l'agriculture, comme à l'Île du Prince Édouard par exemple, la Péninsule acadienne dispose de peu d'endroits où l'agriculture est à proscrire complètement et impose un faible pourcentage de limitations importantes au développement de cultures. Considérant que ces limitations, telles que décrites sur ces cartes, s'appliquent principalement dans les cas où intervient l'utilisation de machinerie, ce facteur n'est pas vraiment applicable dans une optique d'agriculture à petite échelle où l'utilisation de machinerie lourde n'est pas de pratique courante dans le domaine. Hormis ces constats, le territoire comporte un petit pourcentage de sols organiques idéals pour la culture, et une majorité de sols à la structure moins favorable, mais qui peuvent tout de même contribuer à produire diverses cultures. Mentionnons qu'un travail du sol minimal, couplé à des amendements de sol annuels, permet d'améliorer considérablement sa structure et l'apport de matière organique idéal pour les cultures (Fortier, 2015). Enfin, la principale limitation du territoire est le type de sol et la grande proportion de forêts et de terres humides. Néanmoins, aucune limitation en raison de la pierrosité abondante, de la topographie, d'une très faible fertilité ou d'un manque d'humidité n'est présente sur le territoire. Une partie de la Péninsule acadienne comprend également des terres indiquées pour des cultures fourragères ; le N.-B. en général constitue un milieu propice au développement de l'agriculture grâce à l'accès à l'eau potable et aux prix des terres agricoles, en comparaison avec les autres provinces du Canada (Doiron, 2017, 29 mai).

Les entreprises et les organismes s'avèrent également des acteurs clés dans l'émergence d'initiatives citoyennes en alimentation susceptibles d'apporter des composantes d'adaptation importantes face à une crise écologique. Tout d'abord, le milieu de la restauration peut favoriser la promotion des produits locaux grâce à l'offre gastronomique. C'est notamment ce que l'entreprise le Nouvo Caveau, établi à Paquetville, cherche à instaurer en privilégiant les produits de la région dans son menu. Pendant la saison estivale, environ la moitié des mets proposés sont d'origine locale. En 2017, la propriétaire de l'entreprise s'est fixé l'objectif d'offrir une tablée gastronomique avec des produits de la Péninsule. Elle a réussi à 80 % malgré l'offre agricole faible de la région. (Pichard, 2017, 21 août) Le restaurant Origines cuisine maritime met aussi les produits locaux à l'honneur dans les services de son menu gastronomique (Origines cuisine maritime, 2020). Néanmoins, ce ne sont pas toutes les entreprises de la région qui intègrent des pratiques respectueuses de l'environnement dans leurs affaires ou qui instaurent des initiatives pour valoriser les produits locaux. L'état des lieux d'IPAA révèle que peu d'initiatives environnementales proviennent d'entreprises, contrairement aux organismes communautaires, aux municipalités et aux institutions d'enseignement de la région (IPAA, 2017). Ainsi, ce sont souvent les entreprises ayant déjà une vocation environnementale qui positionnent la protection de l'environnement en priorité dans leur modèle d'affaires. Le financement joue également un rôle important dans la mise en place d'initiatives environnementales et dans la prise de décision.

Enfin, ce portrait de l'activité alimentaire de la Péninsule acadienne illustre l'engouement croissant pour le jardinage et le retour à la terre. Les nombreux projets maraichers qui émergent offrent aux gens de la région de plus en plus d'options pour des aliments sains et locaux, surtout avec la venue de producteurs en agriculture biologique. Le caractère plutôt propice à l'agriculture des terres de la région favorise également un développement agricole de toutes sortes sur le territoire. Néanmoins, la production de viande gagnerait à croître pour répondre aux besoins locaux, notamment par l'instauration de mesures incitatives des autorités publiques, en adéquation avec la réalité vécue par les petits producteurs. La dépendance de la Péninsule acadienne à des aliments de l'extérieur pourrait engendrer des conséquences fâcheuses si survenait un bris dans les canaux de distribution. La sécurité alimentaire du territoire se révèle alors un facteur important dans sa préparation à une rupture du système alimentaire.

1.2.2 Diagnostic des systèmes énergétiques

Dans la présente sous-section, les mécanismes en place dans la Péninsule acadienne pour s'adapter à une fin progressive du pétrole bon marché sous un angle énergétique seront abordés. En effet, plusieurs

répercussions de ce phénomène toucheront le secteur énergétique à divers niveaux (Jancovici, 2017). Nos sociétés dépendent étroitement de produits dérivés du pétrole ainsi que d'autres richesses naturelles non renouvelables pour se chauffer, faire à manger, se déplacer et s'adonner à des loisirs. Ainsi, cette pénurie annoncée risque fort de provoquer une crise et un changement de paradigme. Il sera nécessaire de s'adapter et de trouver de nouvelles façons de faire. La crise du verglas qui a touché la région en janvier 2017 s'impose comme un cas d'école quant au type d'organisation qu'il faudra considérer collectivement. On pourra ensuite se référer aux modes de transport en vigueur sur le territoire afin d'examiner l'apport et le potentiel du transport passif dans la Péninsule acadienne. Tel que décrit précédemment, il ne s'agit pas ici de se satisfaire des énergies dites propres ou dites de transition, pas plus que des voitures électriques, ces techniques ne se conformant pas au principe de viabilité dans la perspective d'une fin du pétrole bon marché. Non seulement le transport, les matériaux, mais aussi l'entretien de ces technologies requièrent du pétrole (Cochet, 2020). Ces éléments ne seront donc pas envisagés comme composantes de la solution pour faire face à une rupture du système. Ce sont plutôt de nouveaux savoir-faire locaux ayant le pouvoir d'affranchir la population de la Péninsule acadienne du pétrole bon marché qui seront abordés.

En janvier 2017, la Péninsule acadienne a eu un avant-gout de ce à quoi une rupture pouvait ressembler. L'impressionnante quantité de verglas qui s'est abattue sur la région a laissé de nombreux dommages, privant au passage plusieurs milliers de personnes du courant électrique. Certains résidents sont restés sans électricité pendant plus de huit jours, assez longtemps pour réaliser l'ampleur de notre dépendance à l'électricité. Certains furent privés d'eau et de chauffage, révélant ainsi la vulnérabilité de la population de la péninsule en cas de crise. Deux personnes sont décédées, intoxiquées au monoxyde de carbone, alors que de nombreux foyers peinaient à trouver quelque chose à se mettre sous la dent. (Le comité éditorial de l'Acadie Nouvelle, 2017 ; Steinbach, 2018a, 22 janvier) Ceux qui bénéficiaient de la chaleur d'un poêle à bois et même d'une source d'eau potable à proximité ont pris conscience de leur chance. Dans ce contexte, les appareils électroménagers et tout dispositif électronique moderne sont devenus superflus, voire encombrants. Les génératrices ont toutefois réussi à sauver plusieurs personnes en état d'urgence. La dépendance de la société à l'électricité et au pétrole devient flagrante dans une situation comme celle-là. Suite à cet épisode, l'église de Lamèque a équipé son sous-sol d'une cuisine communautaire et d'installations utiles pour héberger des gens en prévision d'une crise (Pelletier, 2017, 5 avril). Conséquemment, l'Organisation des mesures d'urgence du N.-B. a doublé le nombre de ses coordonnateurs de régions en cas d'urgence (Corriveau, 2018, 16 mars ; Levasseur, 2017, 30 novembre). Malgré ces efforts, plusieurs municipalités ne se disent pas prêtes à relever les défis d'une autre crise

semblable à celle de 2017. Dans plusieurs cas, l'achat de génératrices s'avère une démarche primordiale. Bien qu'elles soient mieux préparées qu'en janvier 2017, les municipalités vivent toujours dans la crainte de devoir affronter une crise semblable dans un futur proche. (Steinbach, 2018 b, 24 janvier)

Cet évènement a laissé un goût amer aux gens de la région, qui ont réalisé l'ampleur de leur vulnérabilité en cas de panne de courant (Steinbach, 2018a, 22 janvier). Néanmoins, aucune instance politique de la Péninsule acadienne, ni de la province d'ailleurs, n'entretient de réflexion à propos d'une transition post-pétrole. On vise à peine la réduction de la consommation d'énergie. Le gouvernement mise plutôt sur les énergies renouvelables et le nucléaire pour alimenter la province en énergie (Énergie NB, 2018), peu méfiant de la crise qui nous guette (Wincent, 2020). L'énergie utilisée quotidiennement par les ménages du Nouveau-Brunswick provient principalement de richesses naturelles non renouvelables (Gouvernement du Canada, 2019a). Toutefois, le gouvernement provincial, en partenariat avec Énergie NB, la société d'énergie de la province, souhaitait effectuer un virage vers les énergies renouvelables à 40 % en 2020 (Gouvernement du Canada, 2019a), un objectif qu'il est sur le point de réaliser avec 37 % de la combinaison énergétique provenant de sources renouvelables en 2018 (Énergie NB, 2018). Enfin, des programmes incitatifs à la réduction de l'énergie sont disponibles pour les résidents de la province souhaitant apporter des améliorations énergétiques à leur demeure (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2018b).

Dans la Péninsule acadienne, l'organisme IPAA se mobilise afin de favoriser l'émergence d'une péninsule entièrement alimentée par des sources renouvelables dans un horizon proche, tout en incitant les gens à réduire leur consommation d'énergie (IPAA, s. d.). Cela permettrait de réduire les émissions de GES dans la province. Cependant, même si le territoire de la Péninsule acadienne carburait entièrement aux énergies renouvelables, cela n'améliorerait pas son autonomie énergétique pour autant. En effet, la production d'énergie de la province est redistribuée au sein de son réseau sur l'ensemble du territoire en n'accordant pas de priorité d'usage aux résidents à proximité des systèmes de production d'énergie (Chouinard, Guillemot et Leclerc, 2014 ; Delattre, 2019, 18 juillet). Par conséquent, quelques ménages ont entrepris des démarches dans la Péninsule afin de devenir autonomes en électricité. C'est le cas de Monique Gallant et Mathieu Hébert, résidents de Caraquet, qui ont construit une maison à consommation énergétique nette zéro en 2018. Leurs panneaux solaires leur assurent une autonomie énergétique presque toute l'année, à l'exception des mois d'hiver où le soleil se fait plus timide. (Notre maison nette zéro, 2020) Leur situation est loin d'être la norme dans la région, considérant les coûts d'une telle installation (Ressources

naturelles Canada, 2011). La Polyvalente Louis-Mailloux de Caraquet s'est également prêtée à l'idée des énergies renouvelables en ajoutant une classe verte alimentée par une petite éolienne et des panneaux solaires à ses installations en 2007 (Radio-Canada, 2007). Toutefois, la pression causée par les technologies d'énergie solaire sur la filière minière ne semble pas pouvoir s'étendre à une échelle planétaire à long terme (Clean Energy Canada, 2017). Ce n'est donc pas un moyen qui devrait être utilisé largement.

Dans un autre ordre d'idée, le secteur des transports s'approprie une grande part de la consommation d'énergie dans nos sociétés (Ressources naturelles Canada, 2013). La Péninsule acadienne ne fait pas exception, la voiture étant le principal mode de déplacement, comme partout ailleurs dans la province. Le caractère rural du territoire, la faible densité de population ainsi que la mince implication du gouvernement provincial peuvent expliquer, en partie, cette offre peu abondante de transport en commun sur le territoire. (Delattre, 2017b, 5 juillet) Toutefois, un groupe de travail qui réunit des acteurs de différents domaines de la Péninsule acadienne se penche actuellement sur des solutions de mobilité durable sur le territoire (Landry, 2020). Ils ont la volonté d'effectuer une étude de marché pour l'implantation d'un système de transport en commun qui tienne compte des réalités de la Péninsule. L'intérêt pour un service de ce genre est bien réel sur le territoire et les personnes à faible revenu déplorent le manque d'accès à un service de transport en cas de besoin (Radio-Canada, 2012, 7 février). Néanmoins, depuis 2014, le service Déplacement Péninsule offre du transport collectif à la carte à la population de la Péninsule acadienne ainsi que des possibilités de covoiturage via son site web. C'est une initiative du Réseau d'inclusion communautaire de la Péninsule acadienne grâce au soutien de nombreux bénévoles (Déplacement Péninsule, 2020). D'ailleurs, la page Facebook intitulée « Réseau de covoiturage pour les Acadiens » confirme l'essor du covoiturage avec près de 10 000 abonnés partout au Nouveau-Brunswick (Levasseur, 2017b, 18 octobre).

Un autre moyen de transport alternatif peu utilisé dans la Péninsule acadienne est le vélo, pourtant très en vogue pour se déplacer dans les grandes métropoles du monde. À Amsterdam, près de 60 % de la population se promène sur deux roues pour aller travailler ou faire des courses (Anctil, 2019, 28 septembre). Ce moyen de transport actif permet non seulement de ne pas consommer de pétrole, mais accroît également la santé de ses usagers en faisant de l'exercice physique. Dans la Péninsule acadienne, le vélo n'est pas encore très utilisé pour se rendre au travail (Club cycliste de Tracadie, 2020). Cependant, une véloroute touristique reliant les trois villes principales de la péninsule a été construite en 2009 avec près de 350 km de circuits (Véloroute de la Péninsule acadienne, s. d.). Certaines routes bénéficient d'une

bande sécuritaire plus large, ce qui pourrait vraisemblablement inciter davantage de gens à se déplacer à vélo. Il est vrai que les distances à parcourir entre les communautés du nord-est de la province sont plutôt importantes et peuvent en décourager plusieurs. Une moyenne de 10 km séparent les principales villes et villages de la région (Google maps, 2020). La force des vents est aussi un facteur dissuasif non négligeable quant à l'utilisation du vélo dans la Péninsule acadienne. Aussi, la grande majorité des courts trajets au sein des municipalités ne sont pas non plus effectués en vélo. La voiture demeure le moyen de transport par défaut, quelle que soit la distance à parcourir. Alors que le vélo connaît un essor en tant qu'activité récréative, il n'y a que le club cycliste de Tracadie-Sheila qui fait la promotion du vélo comme transport actif, un fait rare pour la région (Ouellette et al., 2019). Même l'organisme provincial Vélo NB se concentre sur la promotion du vélo comme sport et non comme moyen de transport (Vélo NB, s. d.). D'ailleurs, le gouvernement provincial a récemment rejeté l'implantation de mesures réglementaires proposées par diverses organisations, dont Vélo NB, afin de protéger davantage les cyclistes sur les routes du N.-B (Delattre, 2020, 18 janvier).

Sur une autre lancée, les municipalités de la Péninsule acadienne contribuent par toutes sortes d'initiatives à la réduction des émissions de GES afin de minimiser leur impact sur le climat. C'est ce que le travail de consultation des municipalités, effectué l'été dernier dans le cadre du projet de descente énergétique d'IPAA, a fait ressortir sur les villes de Caraquet, Shippagan, Tracadie-Sheila; et sur la Coopérative énergie verte regroupant les municipalités de Grande-Anse, Paquetville et Saint-Léolin (IPAA, 2017). Parmi les projets de grande envergure, l'écocentre de la Ville de Caraquet continue d'améliorer ses services en offrant à la population du compost constitué des boues résiduelles issues du processus de filtration des eaux usées de la ville. Cette année, on y prévoit la construction d'infrastructures afin de récolter les biosolides plutôt que de les envoyer vers un site d'enfouissement. Cela permettra de réduire les émanations de méthane dues à la décomposition anaérobie des boues résiduelles. (Ville de Caraquet, 2016) À Shippagan, l'hôtel de ville fait l'objet de rénovations visant à améliorer son efficacité énergétique, notamment par l'installation d'un système de chauffage par thermopompe et d'une meilleure isolation (IPAA, 2017). Récemment, des élus des municipalités de Paquetville, Saint-Léolin et Grande-Anse se sont regroupés pour former la Coopérative énergie verte, une organisation qui promeut le développement d'initiatives pour des énergies renouvelables dans la région. Suite à l'échec essuyé en tentant d'agir comme intermédiaire entre des compagnies privées dans le domaine de l'éolien et des municipalités, la Coopérative se réoriente afin de valoriser l'énergie verte dans la région d'une autre façon (IPAA, 2017). Malgré les initiatives des municipalités pour espérer réduire l'empreinte énergétique au sein de leurs

communautés, aucune d'entre elles ne semblait assurer la préparation de son territoire en vue d'une société post-carbone. Aux yeux des élus rencontrés, cette question semblait dépourvue de sens (IPAA, 2019). Ce manque de considération pour la crise écologique à l'échelle municipale constitue une lacune importante dans la préparation de la Péninsule acadienne pour faire face à la rupture. Ce déni ou cette mésinformation des élus municipaux peuvent s'avérer dangereux pour l'avenir des citoyens du territoire en cas de crise, en raison du manque de préparation que cela peut entraîner.

Dans le contexte d'un pétrole se raréfiant et inabordable, ou tout simplement proscrit en raison de la sursaturation des GES dans l'atmosphère, nos habitudes de consommation devront être revues pour réduire nos besoins en produits pétroliers, tout comme nos moyens de gagner un revenu. La plupart de nos emplois dépendent de technologies de toutes sortes qui, elles, dépendent de l'extraction de métaux rare et d'une énorme quantité d'énergie pour fonctionner (Jancovici, 2017). Qu'arrivera-t-il des emplois si la bulle énergétique éclate ? Tel que mentionné précédemment, l'économie de la Péninsule repose principalement sur le secteur primaire de la pêche, de la tourbe et de la récolte de petits fruits sauvages comme le bleuets et la canneberge (Beaudin, 1998). À première vue, ces activités économiques ne requièrent pas ou peu de produits pétroliers pour se réaliser et se caractérisent comme des activités « traditionnelles » de nécessité, comme la pêche l'est devenue pour les Acadiens après la Déportation (Clarke, 2005). Néanmoins, l'arrivée de la technologie n'a pas épargné ce secteur, qui s'est modernisé rapidement dans la Péninsule acadienne depuis plusieurs décennies (Lejeune, 2003, 14 mai). Cela dit, une autre manière de penser l'économie de la région est apparue au début des années 1900 avec l'émergence du mouvement coopératif, notamment par les coopératives d'alimentation ainsi que par les regroupements de pêcheurs (Chouinard et al., 2011). Ces institutions de vie associative jettent les bases de l'économie sociale, une façon de repenser l'économie en positionnant l'individu au cœur de ses rouages, en favorisant le développement communautaire (Favreau et Lévesque, 2011). C'est aussi avec cette vision que le Centre de bénévolat de la Péninsule acadienne œuvre depuis près de 40 ans afin de contribuer à réduire la pauvreté, soutenir le tissu social et favoriser l'action communautaire de la région (Centre de bénévolat de la PA, s. d.). Cette économie alternative, qui repose principalement sur les interactions humaines, se révèle déjà porteuse d'avenir pour la Péninsule acadienne (Légère, 2003), et encore davantage dans un contexte de pétrole peu abordable ou inexistant.

Ainsi, malgré l'implantation de quelques initiatives énergétiques dans les municipalités et des emplois basés sur l'économie sociale, la Péninsule acadienne fait piètre figure quand vient le temps de penser à

son autonomie énergétique. À l'exception des foyers qui chauffent leur demeure au bois ou à la thermopompe et des quelques rares personnes qui peuvent compter sur des panneaux solaires pour leur autonomie hors réseau, le monopole énergétique d'Énergie NB reste bien présent au sein de la province. On observe également la limite des technologies dites « vertes ». D'ailleurs, la dépendance à la voiture illustre le manque d'incitatifs pour le transport passif comme le vélo ou la marche ainsi que la faible offre de transport en commun sur le territoire.

1.2.3 Diagnostic des systèmes politiques

Le pouvoir politique et administratif dans la Péninsule acadienne est réparti entre diverses entités. Ce portrait de la structure organisationnelle du territoire pourra aider à la compréhension des leviers sur lesquels la région peut compter en cas de crise. En premier lieu, les municipalités jouent un grand rôle dans cette gestion avec 14 villes et villages. Comme le souligne l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick (AFMNB) :

« Elles sont légalement reconnues comme un palier gouvernemental de plein droit doté de champs de compétences propres et sont un levier de premier plan du développement social, culturel et économique de la communauté acadienne/francophone du N.-B., tout en contribuant au rayonnement de cette communauté sur la scène nationale et internationale (Association des municipalités francophone du Nouveau-Brunswick [AFMNB], s. d. — b) »

Ainsi, avec toutes leurs capacités, les municipalités peuvent agir comme levier au sein de la crise environnementale qui s'apprête à sévir. Toutefois, même si elles ont le pouvoir de participer à la préparation d'une rupture du système, elles œuvrent souvent avec des moyens très limités. Les petites municipalités qui composent la Péninsule acadienne ne disposent que d'un faible budget. Certains villages de la région, dont Maisonnette et Ste-Marie-St-Raphaël, doivent même fonctionner sans directeur général, ce qui impose davantage de responsabilités aux élus en poste (Leyral, 2014, 8 novembre). De même, leur pouvoir de taxation est limité et très contraignant par la Loi sur les municipalités (*Loi sur les municipalités*). Elles ne peuvent pas non plus afficher de déficit budgétaire sans l'aval de Fredericton. De plus, les élus souffrent d'un déficit démocratique. Les dernières élections municipales ont été marquées par le manque d'intérêt de l'électorat pour la politique municipale dans les petites villes et villages francophones de la région. Plusieurs maires et conseillers se font élire sans opposition, ce qui fait appréhender un manque de relève dans plusieurs municipalités (Radio-Canada, 2018, 23 avril). Un autre risque lié au manque d'engagement des citoyens au sein des conseils municipaux, selon l'ancienne conseillère au village de Bas-Caraquet en 2017, Anne-Marie Jourdain, concerne l'apathie des élus. Cette

femme à l'origine de nombreux projets dans sa communauté, dont l'ouverture du café Stella-Maris et la polyclinique Isabelle-sur-Mer, regrette le manque de leadership de certains conseillers présents depuis belle lurette au sein du conseil du village. Plusieurs se contentent d'assister aux réunions sans soutenir d'idées nouvelles et sans réellement s'intéresser à leur communauté. (Gravel, 2017, 21 novembre)

Malgré ces difficultés, les municipalités ont la capacité de passer à l'action pour adapter la Péninsule acadienne aux bouleversements actuels et à venir, dont les perturbations du climat et la montée des eaux particulièrement préoccupante dans la région (Stervinou et al., 2013). Toutefois, le manque d'expertise locale dans ce domaine et les faibles budgets associés à ces projets freinent ou inhibent ces démarches (Aubé et Hébert, 2014). L'Institut de recherche sur les zones côtières, désormais connu sous le nom de Valorès, joue un rôle important dans l'accompagnement des municipalités pour l'adaptation aux variations climatiques, notamment avec l'établissement d'une entente qui permet d'obtenir des fonds plus aisément et une collaboration pour des projets de recherche et d'innovation (Forum des maires de la péninsule acadienne, 2007). L'institut se spécialise en aquaculture, dans le domaine de la pêche et de la tourbe et il met en valeur les sols de la région, toujours dans une optique de développement durable (Valorès, s. d.).

En ce qui concerne des déclarations de principe, la Ville de Tracadie-Sheila et celle de Shippagan ont signé la Déclaration universelle d'urgence climatique en 2019 (Caron, 2020, 3 mars). À priori, les entités qui la signent reconnaissent que la crise climatique est un enjeu de sécurité prioritaire à l'échelle mondiale et qu'une mobilisation sans précédent doit se déployer à l'échelle citoyenne, municipale et nationale (Les chantiers de la déclaration universelle d'urgence climatique, s. d.). Tracadie-Sheila est également sur le point d'adopter un plan d'adaptation aux variations climatiques avec le soutien de l'équipe de Valorès (IPAA, 2017). Celui-ci prévoira l'interdiction complète de pesticides et la distribution de sacs de plastique sur son territoire. Ces exemples attestent des leviers que contrôlent les municipalités afin de voter des mesures faisant contrepoids aux dérèglements environnementaux. Il s'agit que des citoyens engagés vers cet objectif participent davantage à la politique municipale, d'après le maire de Tracadie-Sheila, Denis Losier (IPAA, 2017). À cet égard, la Fédération canadienne des municipalités vient en appui aux communautés voulant s'impliquer davantage dans la lutte contre les perturbations climatiques en offrant un programme de plusieurs millions de dollars sur cinq ans (Fédération canadienne des municipalités, 2020).

Justement, quand vient le temps de stimuler la relève pour les élections municipales, les candidats potentiels constatent qu'il est difficile de se faire connaître dans la région s'ils ne se sont pas déjà engagés d'une façon ou d'une autre dans le milieu. Il peut s'avérer ardu, dans le contexte actuel où aucun parti politique ne s'affiche lors des élections municipales au N.-B (Élections Nouveau-Brunswick, 2014), de faire la promotion de ses valeurs et de ses visions en tant que candidat. Les citoyens du N.-B. votent uniquement pour des individus, souvent d'après de seuls liens de sympathie. Il devient donc complexe de se positionner en fonction de convictions ou d'opinions ou comme membre d'un mouvement précis. Alors que la politique municipale peut jouer un rôle idéologique aussi bien que la politique provinciale ou fédérale (Laboratoire sur les élections locales, s. d.), une seule législation au Canada, soit celle du Québec, encadre les partis politiques municipaux (Élections Québec, s. d.).

Dans un autre ordre d'idées, plusieurs organismes assurent le développement territorial de la Péninsule acadienne en partenariat avec les municipalités. Certaines de ces instances s'avèrent intéressantes dans une optique de rupture. Tout d'abord, la Commission des services régionaux de la Péninsule acadienne (CSRPA) est un organisme non gouvernemental qui s'occupe de la gestion des déchets solides, des services policiers, de l'aménagement et de la planification du territoire, de la planification des mesures d'urgence, et qui contribue au partage des coûts pour certaines infrastructures sportives, récréatives et culturelles (Commission des services régionaux de la Péninsule acadienne [CSRPA], s. d.). Le Forum des maires, un regroupement de maires et mairesses de 14 municipalités de la Péninsule acadienne, constitue un autre pouvoir important pour la prise de décision dans l'organisation du territoire de la région. Il permet de donner une voie aux projets portés par les municipalités face à divers paliers de gouvernements supérieurs afin de soutenir leurs intérêts dans différents dossiers (Forum des maires de la péninsule acadienne, 2007). D'ailleurs, l'AFMNB soutient de nombreux dossiers importants pour l'aménagement politique de la Péninsule acadienne. C'est une organisation clé de ce territoire et de l'ensemble des municipalités francophones au N.-B.. Surtout, l'association soutient les villes et villages de la région en collaborant avec eux sur divers projets pour encourager le développement communautaire, économique et social de ces régions. Elle a traité trois dossiers prioritaires ces dernières années : l'adaptation des municipalités aux dérèglements climatiques, le renforcement de la gouvernance locale et la participation des femmes à la vie municipale. (AFMNB, s. d.) En 2014, sept municipalités de la Péninsule acadienne se sont jointes au programme Action changement climatique de l'AFMNB en offrant des plans d'action pour diminuer leurs GES et s'adapter aux perturbations du climat. Les actions proposées résulteront en l'installation de bornes de recharge pour les voitures électriques, des systèmes de chauffage à la biomasse pour les édifices

municipaux et la promotion de l'écoconduite, entre autres. (Delattre, 2018, 9 mars) L'autre dossier prioritaire de l'AFMNB concerne la pleine municipalisation du territoire, c'est-à-dire le regroupement des DSL en entités incorporées. Cela fait plusieurs années que l'association milite pour des actions gouvernementales qui faciliteraient la prise de position des citoyens des DSL et des communautés concernées par un projet de regroupement. Actuellement, les gens des DSL craignent de voir leurs taxes foncières augmenter et les règlements de zonage devenir plus stricts (Castadère, 2016, 15 octobre). Cette opinion est répandue en dépit des faibles moyens des DSL face à des projets de l'extérieur qui ne font pas l'unanimité de la population. Les différents gouvernements s'étant succédé prétendent depuis longtemps vouloir agir en faveur de ce dossier, mais peu d'actions ont été posées malgré les pressions (Acadie Nouvelle, 2019, 7 mai).

La question des fusions est centrale dans la Péninsule acadienne. Outre ses quelques municipalités, le reste du territoire est composé de DSL, soit des entités rurales qui relèvent directement du gouvernement provincial et qui privent les citoyens de toute représentation politique municipale. Le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux assure la gestion de leurs divers services, dont les services d'incendies, la collecte de déchets et l'éclairage de rues. Néanmoins, il est possible pour ces DSL de créer des comités consultatifs pour orienter les représentants du gouvernement vers les préférences sur leur territoire. (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, s.d.) Toutefois, la faiblesse politique des DSL apparaît nettement dans des cas tels que le projet éolien controversé par l'entreprise Naveco Power dans le DSL d'Anse-Bleue (Naveco Power, 2020). Les citoyens de cette région ont réalisé à leurs dépens qu'ils avaient peu de moyens pour s'opposer à un projet comme celui proposé par l'entreprise de Fredericton (Blanchard, 2019, 23 novembre). L'inexistence de règlements de zonage ou de représentation politique du DSL a joué en défaveur des opposants au projet.

Cette situation a sonné l'alarme pour d'autres DSL de la Péninsule acadienne qui souhaitent entreprendre des démarches auprès du gouvernement afin d'adopter des règlements de zonage permettant d'organiser le développement de leurs territoires (Landry, 2019, 13 décembre). Néanmoins, le regroupement le plus important de la Péninsule acadienne, celui des DSL de la Ville de Tracadie-Sheila en municipalité régionale (MRT) en 2013, n'atteint pas encore les résultats escomptés. En se basant sur la situation financière de 2013 pour estimer les impacts financiers dans un horizon de 10 ans, les résultats actuels ne sont pas ceux espérés par la MRT, que ce soit en taxes foncières, en subventions annuelles et financement communautaire, ou encore en assiette fiscale (Fradette, 2020, 21 janvier). Six ans après ce regroupement,

les écarts dans les prévisions font de nombreux insatisfaits. Une pétition circulait même l'hiver dernier pour tenter de dissoudre le regroupement en ses anciens DSL (Caron, 2019a, 2 février). Sous un autre angle, le nouveau pouvoir de la MRT sur le territoire de la Péninsule acadienne mène à une situation particulière. Selon la règle du Ministère de l'Environnement et des gouvernements locaux, lorsqu'une municipalité comporte plus de 33 % de la population de la région, elle détient un droit de veto lors d'un vote sur des dossiers prioritaires. (Fradette, 2019, 5 septembre) Certaines municipalités de la région dénoncent ce droit de la MRT sur les dossiers de la CSRPA, dont celui de la gestion des déchets solides, qui freine le développement de certains projets péninsulaires. La CSRPA et la MRT travaillent toutes deux dans le même objectif : assurer une gestion globale de leur territoire respectif pour le développement de leurs communautés. Toutefois, le territoire de gestion de la MRT se retrouve dans celui de la CSRPA, c'est-à-dire la Péninsule acadienne, ce qui cause des frictions à bien des égards. Ce constat est appuyé par Lemieux et al. (1998) qui ont mis en lumière l'incidence des compétences dans les conflits entre divers paliers politiques.

Afin de faire face à ces défis, l'idée de la pleine municipalisation de la Péninsule acadienne a souvent émergé dans le débat public et politique de la région. Même des auteurs de l'extérieur du N.-B. se sont interrogés sur la question, comme c'est le cas de Jacques et Grenier Robillard (2018), des Québécois qui voient d'un bon œil ce regroupement de la population acadienne du nord-est du N.-B. en la plus importante ville francophone hors Québec en Amérique du Nord. Selon eux, l'important poids politique de cette nouvelle entité et la cohésion administrative faciliteraient l'avancement de dossiers sur le développement du territoire. L'AFMNB, qui s'intéresse aussi à ce dossier, propose des mesures gouvernementales comme l'élimination des barrières fiscales pour le financement des routes, des services de police et des services administratifs, pour améliorer le passage vers une pleine municipalisation du territoire (AFMNB, s. d. a).

2. ANALYSE ET PROPOSITION DE MODÈLES POUR UNE PÉNINSULE ACADIENNE PRÊTE À ABSORBER LES CHOCS À VENIR

Dans les chapitres précédents, plusieurs défis dans la préparation de la Péninsule acadienne à une rupture du système tel qu'on le connaît ont été exposés. Malgré l'essor croissant de nouvelles initiatives pour répondre aux besoins futurs en réponse aux variations climatiques et à l'épuisement des richesses écologiques, d'autres avenues doivent être explorées pour parvenir à organiser le territoire en vue des catastrophes à venir. Oser imaginer la société autrement fait partie d'une étape importante dans la quête de solutions aux ruptures (Flannery, 2010). C'est ce que cette partie du travail tentera en proposant de nouvelles façons de faire pour la Péninsule acadienne, inspirées d'initiatives locales en vigueur ailleurs dans le monde. Ce chapitre s'intéressera alors à des modèles et à des concepts inconnus ou peu présents dans la Péninsule acadienne afin d'offrir des solutions aux enjeux du chapitre précédent et utiliser les leviers en place pour stimuler le développement de projets. Les sections 2.1 et 2.2 porteront respectivement sur les systèmes alimentaires et énergétiques. Elles serviront à proposer des solutions à la rupture attendue à l'égard de ces enjeux pour les insérer dans le contexte de la Péninsule acadienne. Les politiques et les outils structurels permettant l'application de ces concepts seront également compris dans l'analyse de ces deux sections. Enfin, la section 2.3 décrira comment la politique, importante pour la prise de décisions relatives à l'aménagement du territoire, peut venir en réponse aux défis des bouleversements environnementaux futurs et même, faire face à une rupture des systèmes alimentaires et énergétiques. Cette section, plus conceptuelle, avancera des suggestions pour refondre la politique telle que nous la connaissons en prenant en compte les tensions et les révoltes que pourrait occasionner la rupture dans les modes de vie des habitants de la Péninsule acadienne.

2.1 Systèmes alimentaires

Les causes de l'effondrement d'anciennes civilisations ont souvent consisté en leur incapacité à se nourrir. Ce fut le cas pour l'empire des Mayas qui était à court de moyens pour améliorer la productivité de ses sols, alors que l'augmentation démographique continuait sa progression (Tainter, 2013). Cette population faisait également face à des contraintes écologiques, dont l'épuisement en richesses hydriques saines pour la consommation et des sols fragiles, peu propices pour l'agriculture. Ces facteurs ont rendu la culture d'aliments de plus en plus difficile et ont graduellement mené au déclin de ce peuple (Salomon, 2009). Bien entendu, la Péninsule acadienne ne dépend pas uniquement de son territoire pour subvenir à ses besoins alimentaires (RASANB, 2018). Toutefois, avec la fin de l'ère du pétrole bon marché, les dérèglements climatiques et l'appauvrissement des richesses naturelles autour du globe (Future Earth, 2020), le contexte actuel pourrait très bien contraindre la Péninsule acadienne à produire elle-même ses

propres aliments. La solution pour augmenter sa capacité à faire face aux ruptures d’approvisionnement en nourriture s’avère ainsi très simple : produire davantage d’aliments sur son territoire et réduire au minimum sa dépendance aux intrants alimentaires externes. Ainsi, malgré l’essor, depuis quelques années, de petites initiatives de transition vers l’autonomie alimentaire, par quels moyens la Péninsule acadienne pourrait-elle parvenir à accélérer cette transition afin d’être garante de son propre ravitaillement ?

2.1.1 L’agriculture biologique à petite échelle

Selon Mollison (1981), la planète aurait besoin de plus de jardiniers et de moins d’agriculteurs. Les jardiniers produisent des denrées à petite échelle et obtiennent des rendements plus abondants que les agriculteurs, qui veulent produire à une très grande échelle. L’agriculture conventionnelle, armée de pesticides et de machineries lourdes, détruit non seulement les sols, mais réduit considérablement la biodiversité des milieux naturels (Reganold et Wachter, 2016). Ce type d’agriculture s’insère dans un modèle de croissance illimitée prôné par l’idéologie capitaliste d’accroissement du capital financier au détriment du capital naturel. L’agriculture biologique, quant à elle, soutient un mode de production qui assure une viabilité à long terme de l’exploitation agricole en limitant son impact sur la nature (Gomiero, Paoletti et Pimentel, 2008) et même, du point de vue de la permaculture, en travaillant avec elle (Mollison, 1981). En revanche, une réduction majeure de la consommation de viande afin d’augmenter l’apport de terres cultivées pour nourrir les humains ainsi que l’augmentation de la production de légumineuses pour enrichir le sol en azote, s’avèrent deux facteurs permettant de rendre n’importe quel modèle d’agriculture viable à long terme à une échelle planétaire (Muller et al., 2017).

Cela dit, la pression de la demande sur l’agriculture biologique mène certains producteurs à imiter la production conventionnelle à grande échelle afin d’atteindre des objectifs de production suffisants pour y répondre (Beaudoin, 2018, 22 mars). Même si ce type d’agriculture n’utilise pas de pesticides, le paradigme de croissance infinie dans lequel la planète continue de s’enfoncer en voulant conserver le choix de manger tous les légumes et les fruits que l’on désire, même en plein hiver, demeure. La production de masse engendre les dommages environnementaux que l’on connaît. Ainsi, l’essor de petites fermes en agriculture biologique se révèle une étape cruciale dans un changement de paradigme face à la fin de l’ère du pétrole bon marché et aux enjeux environnementaux croissants selon Fortier (2015). Un mélange d’agriculture biologique à petite échelle et d’approvisionnement en circuits courts s’avère un modèle intéressant pour répondre à la demande mondiale en nourriture et pour se préparer aux pressions environnementales dans un contexte de rupture (Chiffoleau et Prevost, 2012 ; Lamine, 2012). Ce moyen

apparaît essentiel pour nourrir tous les citoyens de la planète sans occasionner les dommages environnementaux qu'entraînent la monoculture et l'exploitation à grande échelle (Jouzi et al., 2017). L'agriculture biologique à petite échelle se présente ainsi comme une solution sensée afin d'améliorer l'autonomie alimentaire dans la Péninsule sans porter préjudice aux richesses naturelles à long terme.

L'accroissement de la sécurité alimentaire de la Péninsule acadienne pourrait alors être assuré par le développement de fermes biologiques à petite échelle qui émergent déjà sur le territoire, comme l'a démontré le chapitre premier. Le territoire a l'avantage, à l'opposé des centres urbains où les espaces verts sont limités, de bénéficier de nombreuses étendues qui peuvent permettre de produire des aliments. Considérant que le modèle d'agriculture biologique sur petite surface de Jean-Martin Fortier nécessite moins d'un hectare pour nourrir 150 familles (Fortier, 2015), les quelque 2 000 km² qui composent la Péninsule acadienne offrent l'espace adéquat pour y mener des projets en agriculture des plus variés (CSRPA, 2020). Qui plus est, le portrait de l'activité alimentaire de la région à la section 1.2.1 illustre l'engouement croissant pour le jardinage et le retour à la terre. Cet essor est un pas dans la bonne direction pour les habitants de la région afin de pouvoir revenir plus rapidement à un état stable en cas de rupture. Concrètement, plus la nourriture sera produite localement, plus la Péninsule acadienne sera autonome lors d'un bris d'approvisionnement du système de distribution d'aliments.

Ces constats peuvent également s'appliquer à la consommation et la production de viande. Ainsi, en réduisant la consommation de viande sur son territoire et en augmentant l'offre de viande locale, il est possible de tendre vers un équilibre de production à la fois suffisant pour nourrir les habitants et laissant une empreinte minimale sur l'environnement. Néanmoins, comme l'a constaté le député Vert Kevin Arseneau dans sa tournée de la province, les petits producteurs sont trop souvent poussés à croître à cause de la réglementation en place (Gouvernement du N.-B., 2019). Le gouvernement et divers organismes pourraient ainsi mettre la main à la pâte en offrant une plus grande variété de programmes pour soutenir financièrement les nouveaux entrepreneurs du domaine agricole qui veulent conserver une petite production. Toutefois, les mesures strictes de la santé publique veillent avant tout à assurer la salubrité des aliments (Pelletier, 2017, 29 novembre). Alors qu'il peut être difficile pour les petits producteurs de s'y conformer, ce ne sont pas ces mesures qui risquent de s'adoucir (D. Fontaine², entrevue téléphonique, 26 mars 2020). Cependant, tel que mentionné précédemment, l'un des freins majeurs à la

² M. Fontaine est agent de développement de l'élevage du bétail au Ministère de l'agriculture du Nouveau-Brunswick.

production de viande est l'absence d'abattoir dans la Péninsule acadienne (Pichard, 2017). Le Ministère de l'Agriculture travaille actuellement à une étude de marché pour déterminer si la demande serait suffisante pour implanter un abattoir mobile sur le territoire (D. Fontaine³, entrevue téléphonique, 26 mars 2020). Cette mesure favoriserait grandement la production de viande dans la Péninsule acadienne.

Afin de voir naître de nouveaux projets agricoles dans la région, des incitatifs et de la promotion sous différentes formes provenant d'acteurs divers peuvent contribuer à ce mouvement. D'une part, les municipalités de la Péninsule acadienne, à l'instar de plusieurs MRC au Québec (Coalition Solidarité Populaire Saguenay–Lac-Saint-Jean, 2015), ont l'occasion de faire de l'autonomie alimentaire une priorité. À l'image de la vision du mouvement paysan mondial pour l'autonomie alimentaire, *Via Campesina*, cela peut devenir réalité en instaurant des politiques agricoles pour et par la communauté, qui mettent en valeur les traditions locales et le partage de pratiques intergénérationnelles (Peemans, 2018 ; *Via Campesina*, s.d.). L'implantation de jardins communautaires et d'aménagements paysagers comestibles sont des exemples simples d'initiatives en agriculture biologique à petite échelle à privilégier pour accentuer l'offre d'aliments locaux sur le territoire d'une municipalité. D'autre part, des organismes comme le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE) du Nouveau-Brunswick ont aussi le potentiel d'aider à cette promotion, notamment pour développer des programmes d'accès à la terre et de relève agricole. Le réseau est également ouvert à des projets qui visent à améliorer l'économie de la Péninsule acadienne, dont ceux en démarrage d'entreprise agroalimentaire, en partenariat avec divers organismes de la région. (M-E. Michon⁴, entrevue téléphonique, 19 mars 2020)

2.1.2 Réduire le gaspillage alimentaire

L'autonomie alimentaire de la Péninsule acadienne se traduit principalement par la production de nourriture sur son territoire afin de réduire le besoin d'importer des produits de l'extérieur. Toutefois, cette augmentation d'offre de produits alimentaires locaux doit également s'accompagner d'une prise de conscience globale sur l'importance de réduire le gaspillage alimentaire, et par conséquent, diminuer les ressources utilisées en vain (Wittman, 2009). Les banques alimentaires, en parallèle avec leur objectif principal de lutte contre la pauvreté et d'inclusion sociale, jouent un rôle considérable dans la sensibilisation au gaspillage alimentaire. Au Québec, le réseau des banques alimentaires Moisson récupère

³ Ibid.

⁴ Mme Michon est gestionnaire en développement économique communautaire au RDÉE.

des quantités phénoménales de surplus alimentaires des distributeurs d'aliments du Québec (Tremblay, 2020). Moisson Estrie, à Sherbrooke, va même jusqu'à transformer les aliments reçus avant de les réacheminer à des familles dans le besoin (Moisson Estrie, 2015). L'organisme reçoit l'aide des commerçants de la région qui contribuent en donnant leurs surplus pour la cause.

Dans la Péninsule acadienne, les banques alimentaires dépendent des subventions et des dons pour l'achat de denrées pour les familles dans le besoin (RIC-PA, 2014b). Les commerçants ne participent pas encore à l'approvisionnement des banques alimentaires, alors que le gaspillage alimentaire des épicerie et des commerçants est bien réel dans la province (Delattre, 2017 a). Pourtant, la Loi sur les dons de nourriture par bienfaisance a été modifiée en 2011 pour protéger les donateurs de denrées. Quiconque faisant don de nourriture n'est pas responsable des dommages-intérêts suite à la manutention de cette nourriture à moins de négligence évidente (*Loi sur les dons de nourriture par bienfaisance*). Annette Comeau, travailleuse sociale à la banque alimentaire Secours Amitié à Lamèque, relate que des partenariats avec les commerces ont été tentés pour revaloriser les aliments non vendus. Cependant, dans ce cas-ci, la coopérative alimentaire de Lamèque n'avait pas assez d'aliments à fournir pour que le partenariat soit réalisable, puisqu'elle transforme déjà une grande partie des produits invendus pour les revendre en magasin. (A. Comeau, échange téléphonique, 18 mars 2020) Malgré cet effort louable de la coopérative de Lamèque, ce n'est pas une réalité qui est généralisée dans la Péninsule acadienne. Encore trop de produits propres à la consommation se retrouvent dans les poubelles selon Mme Comeau. Un meilleur modèle de gestion des aliments jetés pourrait alors être intéressant à considérer pour le territoire.

À Moncton, dans le sud du N.-B., le Dépôt alimentaire de Moncton a créé un partenariat avec des grandes surfaces de la région afin de récupérer les aliments non vendus (Dépôt alimentaire, s. d.). L'organisme dispose même d'un espace pour entreposer les denrées sèches et à réfrigérer, ainsi que d'une cuisine et un jardin communautaire. Ces installations se révèlent importantes pour soutenir la population en cas de crise, comme l'a illustré l'expérience du verglas dans la Péninsule acadienne et le rôle de la cuisine communautaire de Lamèque (Gaudreau, 2017). Le Dépôt alimentaire permet d'assurer la sécurité alimentaire des moins nantis, préserve les ressources et éduque la population à réduire le gaspillage des aliments. Ce modèle est facilement reproductible au sein de la région, par exemple en réutilisant des locaux vacants pour leur donner une nouvelle vocation. Les municipalités disposent de plusieurs fonds provenant du gouvernement fédéral ou encore d'organismes comme la Fédération canadienne des municipalités, qui offre des programmes pour encourager des initiatives d'innovation sociale par le biais

du Fonds municipal vert (Fédération canadienne des municipalités, s. d.). Le modèle d'économie sociale prisé par le Dépôt alimentaire de Moncton contribue aussi à créer des emplois qui peuvent favoriser la réinsertion sociale. Dans le domaine, le RIC-PA est un acteur déjà très actif dans la région et pourrait devenir un partenaire de projet éventuel avec les municipalités pour mettre une telle initiative en place. L'organisme est ouvert à des idées de projets qui pourraient permettre de réduire la pauvreté, tout en encourageant l'autonomie alimentaire. (S. Arsenault⁵, entrevue téléphonique, 19 mars 2020)

De ce fait, la réutilisation de locaux vacants pour démarrer une initiative semblable à celui du Dépôt alimentaire pourrait s'avérer intéressante dans la Péninsule acadienne. La coopérative d'alimentation du village de Paquetville a d'ailleurs des plans de réaménagement dans de nouveaux locaux pour 2020 (Caron, 2019b). Ce bâtiment qui comporte déjà des installations de réfrigération et une cuisine pourrait ainsi accueillir un projet similaire et devenir un exemple d'initiative de cette nature dans la région. Un partenariat avec l'école primaire du village pourrait aussi prendre forme afin d'encourager le développement de compétences en cuisine et accroître la sensibilisation des enfants au gaspillage alimentaire de même qu'à l'importance de produire sa propre nourriture. En outre, un jardin communautaire pourrait s'ajouter à ce projet, considérant la proximité de l'école et de l'immeuble de la coopérative, en consolidant les capacités de la communauté à produire et à préserver ses aliments. Cet exemple de restructuration et d'utilisation d'espaces communautaires peut s'avérer intéressant pour amorcer des initiatives de transition comme celles mises de l'avant par le mouvement des Villes en transition. La création de liens dans la communauté est une composante clé de ce mouvement (Hopkins, 2010).

2.1.3 Promouvoir l'agriculture biologique et les produits locaux

Avant de traiter de l'importance de l'agriculture biologique, la sensibilisation au rôle crucial d'une subsistance de proximité et à la place des aliments dans nos vies quotidiennes doit faire partie de cet effort de transition. Cela dit, certains événements qui ont marqué l'histoire de l'humanité peuvent servir d'exemples pour imaginer la suite de notre monde, et plus particulièrement celui de la Péninsule acadienne en matière de production alimentaire.

En 1943, en pleine Guerre mondiale, les États-Unis avaient commencé à rationner certaines denrées alimentaires. Afin de pouvoir nourrir l'ensemble de la population du pays, le gouvernement avait entrepris

⁵ Madame Suzane Arsenault est directrice générale du RIC-PA.

la promotion des Jardins de la victoire. Les citoyens étaient encouragés à produire une partie de leur nourriture par eux-mêmes, dans leur cour arrière. Des initiatives ont poussé un peu partout dans les parcs, sur des terrains vacants et même sur certains terrains de sports, en réponse à ce cri du cœur du gouvernement. Il est estimé que de 9 à 10 millions de tonnes de légumes supplémentaires ont été produites durant cette période, suite à ce mouvement. (Endres et Endres, 2009 ; Lingeman, 1970)

Cuba est un autre endroit où la production alimentaire a dû effectuer un virage serré après le début de l'embargo dans les années 1990. Sans tracteurs ni les ressources habituelles pour poursuivre les opérations du système d'agriculture conventionnelle sur leur territoire, les Cubains ont eu à réinventer la production d'aliments en réduisant leur utilisation de produits issus des combustibles fossiles (Iozzi, 2016). Ils ont laissé tomber la monoculture pour des espaces de production plus restreints en polyculture, retrouvé la force des animaux pour le travail physique et abandonné les pesticides et les engrais chimiques pour se tourner vers des pratiques d'agriculture biologique ; cette transition s'est effectuée par nécessité et non par choix, mais a eu un énorme impact sur le territoire (Our changing climate, 2018). Le pays est ainsi devenu un exemple mondial pour sa petite empreinte écologique tout en obtenant un index de développement humain acceptable considérant les changements profonds engendrés par l'embargo (Cabello et al., 2012).

Dans le même objectif de sensibilisation à la production d'aliments, l'initiative *Incredible edible* de la petite ville de Todmorden au Royaume-Uni donne une conscience accrue de la culture de fruits et légumes en les faisant pousser dans des endroits inusités (Incredible Edible Todmorden, 2020). On a envahi les platebandes des établissements de la ville et certains terrains vacants avec des plantes nourricières pour redéfinir la place de l'agriculture dans les villes et les villages et ainsi ouvrir à une prise de conscience collective sur le rôle des aliments dans notre société (Paul, 2011). Le mouvement a contribué à sensibiliser les gens de Todmorden pour prendre part à l'agriculture locale afin d'être garants de leur propre nourriture ; et d'autres initiatives sous le même thème en sont nées. Une politique municipale pour une agriculture durable a notamment vu le jour en misant sur le développement de savoir-faire locaux en agriculture, la planification de l'espace en ville pour cultiver des aliments et le soutien d'initiatives locales (Clarke, 2010).

Ces initiatives démontrent qu'il est donc possible d'accélérer la transition alimentaire en cas de crise. Néanmoins, l'émergence d'initiatives alimentaires en amont de la rupture peut contribuer à renforcer davantage la capacité d'un territoire à se remettre sur pied lors d'un événement marquant (Ospina Peralta,

Bebbington, Hollenstein, Nussbaum et Ramírez, 2015). Afin d'abonder dans ce sens dans la Péninsule acadienne, une forme de promotion comme celle des jardins de la victoire aux États-Unis pourrait favoriser l'amorce d'un mouvement. La nouvelle Coopérative agroalimentaire du nord-est du N.-B. pourrait être un acteur opportun pour mettre une telle initiative en marche. Le fait que l'organisme regroupe l'ensemble de la Péninsule acadienne et que l'objectif visé par un tel projet soit au cœur de sa vision sont deux aspects qui démontrent la légitimité de ce constat (Coopérative Zeste Nord-Est, 2019). Les municipalités peuvent aussi se révéler des partenaires intéressants pour promouvoir des initiatives d'approvisionnement en aliments sur le territoire. Dans les deux exemples déjà soulevés, divers paliers politiques se sont impliqués afin d'accompagner les transitions en cours en mettant en place divers programmes de soutien à l'agriculture. Le premier chapitre a mis en lumière la faible implication des municipalités dans le discours environnemental politique du territoire de la Péninsule acadienne. Bien qu'elles ne se soient pas beaucoup investies à ce sujet dans le passé, les municipalités et des organismes comme IPAA sont des entités qui démontrent une légitimité d'action en réponse à ce besoin. Ces actions peuvent prendre la forme de techniques de promotion diverses de l'agriculture biologique à petite échelle et de ses bienfaits sur la prospérité de la Péninsule acadienne.

Compte tenu de ce qui précède, se doter d'une politique municipale d'alimentation locale pourrait entre autres devenir un outil pour les municipalités de la Péninsule souhaitant mettre en place des initiatives dans l'objectif d'accroître la sécurité alimentaire du territoire. Qu'elles soient applicables à l'ensemble du territoire ou à des municipalités spécifiques, les grandes lignes de cette politique pourraient tendre à la mise en valeur des produits locaux, notamment en établissant un pourcentage minimum obligatoire de produits locaux en vente dans les commerces de la municipalité. Or, la chaîne d'épicerie à grande surface Sobeys-IGA, par exemple, limite les grossistes à un certain pourcentage de vente de produits locaux dans ses magasins (Beaulieu, 2008). Au Québec, même si ce pourcentage est à priori confidentiel, Louise Ménard, propriétaire de cinq supermarchés dans la région de Montréal, avoue que la chaîne Sobeys limite les commerces à 10 % de produits locaux (Chrétien, 2010). On peut en déduire que la situation au N.-B. est probablement la même. D'ailleurs, l'accès aux tablettes exige des frais de 4 à 12 % des ventes par fournisseur (Dussereault, 2017), ce qui est loin d'être abordable pour les budgets des petits producteurs. Pourtant, si l'on prévoit augmenter le nombre de petites fermes en agriculture biologique sur le territoire, celles-ci doivent pouvoir compter sur un lieu de distribution afin d'écouler leurs produits. Ce lien entre les producteurs et les consommateurs doit se sécuriser et se consolider. Les marchés locaux fournissent un espace de vente aux maraîchers, mais ce ne sont pas toutes les municipalités de la Péninsule acadienne qui leur offrent une telle opportunité. De plus, les marchés publics sont disponibles pour une période de

temps limitée, souvent associée à la saison estivale et aux fins de semaine (Marché régional de Caraquet, s. d.). À quand le retour des petites épiceries de villages, indépendantes des grandes chaînes, et les marchés publics à l'année ?

Enfin, la Gaspésie présente de nombreuses similitudes avec la Péninsule acadienne, notamment par son caractère éloigné des grands centres de sa province et sa limite géographique définie par des étendues d'eau. Plusieurs initiatives gaspésiennes peuvent ainsi inspirer les acteurs de la Péninsule acadienne. Le programme de fidélisation Priorité Gaspésie, par exemple, constitue une façon intéressante d'encourager l'achat local sur le territoire grâce à un programme de points et de récompenses (Priorité Gaspésie, s. d.). Un label pour distinguer les produits locaux de la Péninsule acadienne pourrait également faire partie d'un concept novateur pour le territoire afin de remédier au manque de repérage des produits locaux sur les tablettes. L'entreprise Gaspésie Gourmande, quant à elle, met uniquement les produits locaux gaspésiens au cœur de son modèle d'affaires, par l'entremise de sa boutique en ligne et de ses points de distribution (Gaspésie Gourmande, 2020). Alors que certains commerçants de la Péninsule acadienne, dont Cielo Glamping Maritime et le café Aloha (Buy Local NB, 2020 ; Cielo Glamping Maritime, 2020), mettent les produits locaux du territoire à l'honneur, il n'existe pas encore de plateforme regroupant l'ensemble des produits issus de la Péninsule acadienne. Cet ajout permettrait d'encourager les petits producteurs à poursuivre ou à diversifier l'offre de leurs produits en ayant une plateforme de distribution pour vendre et mettre en valeur leurs produits.

2.1.4 Offrir de la formation en agriculture durable

De surcroît, la moyenne d'âge des fermiers et fermières de la région de Caraquet était de 60 ans en 2017 : le besoin de relève se fait sentir. En effet, le nombre d'exploitations agricoles dans la province était en déclin en 2017. (Statistique Canada, 2017b) L'une des recommandations du plan d'action agricole scandinave pour les prochaines années est de faire la promotion de l'agriculture comme étant une profession (Pira et al., 2016). Semer cette idée dans l'univers des jeunes et des moins jeunes à la recherche d'une occupation est un autre facteur de réussite pour l'émergence de projets en agriculture. C'est dans ce contexte que la sensibilisation à l'alimentation biologique s'intègre efficacement dans l'apprentissage des jeunes. À cette fin, l'accès à la formation s'avère primordial pour le développement des compétences des citoyens de la Péninsule acadienne intéressés par le domaine. Malheureusement, les opportunités de formation en agriculture font gravement défaut au Nouveau-Brunswick (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2018a). La formation complète en agriculture biologique la plus géographiquement accessible depuis la Péninsule acadienne, et offerte en français, est celle du cégep de La Pocatière au Québec.

L'institution offre des formations en production animale et horticole biologique (Institut de technologie agroalimentaire, 2019).

Le Collège communautaire du N.-B. (CCNB) compte cinq campus au sein de la province, dont l'un situé dans la Péninsule acadienne, qui proposent plusieurs programmes de métiers tels que des cours de cuisine professionnelle, de navigation maritime, de gestion et créativité, et d'innovation (Collège communautaire du N.-B., s. d.). Un partenariat avec l'Institut national d'agriculture biologique du Cégep de Victoriaville pourrait s'avérer intéressant afin d'augmenter l'accessibilité des programmes de formation en agriculture dans la Péninsule acadienne et au N.-B. À la suite de nombreux investissements, le Cégep de Victoriaville détient plusieurs installations nécessaires à la formation d'étudiants sur le terrain, dont 55 hectares en production biologique et des serres de 153 mètres carrés (Cégep de Victoriaville, 2020). Sans forcément avoir l'intention de construire de telles installations, le CCNB de la Péninsule acadienne pourrait investir dans un projet semblable avec l'aide de plusieurs partenaires locaux, dont les écoles secondaires, les agriculteurs de la région et les gouvernements provinciaux et fédéraux. Le concept des fermes-écoles est intéressant à envisager afin d'offrir un lieu d'apprentissage pour les étudiants et la communauté. L'initiation à des pratiques d'agriculture viables nécessite une combinaison des domaines des sciences naturelles et sociales pour la bonne compréhension des concepts, selon Parr et al. (2007). La formation sur le terrain, comme à l'Institut national d'agriculture biologique du Cégep de Victoriaville au Québec (2020), s'avère alors un facteur essentiel de la formation en agriculture écologique (Francis et al., 2001).

2.1.5 Mesures politiques et économiques susceptibles d'accroître l'autonomie alimentaire

Tel que décrit par Daugbjerg et al. (2010), des leviers à plusieurs paliers gouvernementaux s'avèrent nécessaires pour favoriser l'essor de production et de consommation locales en agriculture biologique. À l'instar des politiques agroalimentaires vertes implantées en Europe au cours des dernières années, qui ont réussi à améliorer la diversité des plants, conserver des terres arables pour maintenir la biodiversité et augmenter le couvert de prairies permanentes (Bertoni et al., 2018), le gouvernement du N.-B. pourrait mettre en place des politiques afin d'optimiser l'avenir de l'agriculture durable à l'échelle de la province. Néanmoins, sans dépendre du gouvernement provincial, certaines initiatives peuvent être réalisées à l'échelle de la Péninsule acadienne dans le même objectif. Au N.-B., la protection de l'environnement peut s'orchestrer au palier municipal puisque l'interprétation des pouvoirs des gouvernements locaux comporte un caractère large facilitant l'instauration de mesures municipales à cet effet (*Loi sur la gouvernance locale*).

La préservation du territoire à des fins d'agriculture pourrait également faire partie des priorités des acteurs politiques. La CSRPA, qui œuvre en urbanisme sur le territoire, souhaite mettre en place une politique agricole pour la Péninsule acadienne. À cette fin, il serait nécessaire de produire des données sur ses zones agricoles, puisqu'à l'heure actuelle, très peu de données ont été publiées à ce sujet. La politique permettrait ainsi de protéger les terres déjà en utilisation, et en préserver d'autres pour le futur. (B. Kocyla⁶, entrevue téléphonique, 19 février 2020) Les fiducies foncières agricoles peuvent également devenir un moyen de garantir le type d'utilisation des terres et de s'assurer qu'elles soient utilisées à des fins agricoles en facilitant l'accès aux terres à de nouveaux agriculteurs. Lorsque des terres sont associées en fiducie, elles peuvent être utilisées uniquement en respectant les objectifs de la fiducie, déterminés par les membres du conseil d'administration de l'entité, et ce, à perpétuité (Lavallée, 2016). Ces objectifs pourraient, par exemple, être définis autour de la production biologique à petite échelle. Néanmoins, une gestion financière efficace et substantielle s'avère l'un des aspects importants à considérer pour la viabilité à long terme de la fiducie (Clouâtre et al., 2003). Les fiducies sont gérées directement par les conseils municipaux locaux s'ils souhaitent mettre en place de telles mesures, afin de veiller à la protection de leur territoire agricole.

Dans un autre ordre d'idées, les effets nuisibles engendrés par les activités économiques sur la société ou sur l'environnement sont appelés externalités en « science économique » (Bach et Lhuillery, 1999). Elles ne sont pas comprises dans le prix des activités économiques payé par le consommateur, c'est-à-dire qu'il revient de fait à la société et aux écosystèmes d'assumer le prix des conséquences néfastes de certaines activités. Ainsi, les externalités de l'industrie agricole conventionnelle, soit les pesticides et les dommages de l'utilisation intensive du sol, ne sont pas reflétées dans le prix des aliments (Pretty et al., 2000). La majorité des consommateurs se tournent alors vers les fruits et les légumes dont le prix est le plus avantageux, ces derniers étant souvent issus de la monoculture et de l'agriculture conventionnelle (Dubuisson-Quellier et Lamine, 2004). Tandis que les gens paient généralement plus cher pour des denrées biologiques, il y aurait lieu d'inverser cette tendance, pour faire payer aux consommateurs les externalités de l'agriculture conventionnelle sur la planète. C'est par exemple ce que souhaite l'Organisation de coopération et de développement économique en Europe en instaurant un prix du carbone dans toutes les sphères économiques qui émettent des GES, dont l'agriculture, par l'utilisation d'engrais chimiques de synthèse (Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 2011). Ce concept

⁶ M. Kocyla, urbaniste certifié, est le directeur de la planification à la CSRPA.

économique assez simple permet d’internaliser les externalités du marché, c’est-à-dire ses effets néfastes sur l’environnement et sur la société. Cette idée a été appliquée à l’agriculture très tôt dans les travaux de Vermesch (1996), qui s’est intéressé aux effets nocifs du développement de l’agriculture conventionnelle. Taxer les activités polluantes, comme la monoculture et l’utilisation de pesticides ou d’engrais chimiques, se révèle ainsi un moyen efficace de réduire les externalités du marché (Chiroleu-Assouline, 2011). À l’échelle de la Péninsule acadienne, même s’il peut être risqué d’un point de vue économique et d’employabilité de taxer directement les producteurs non biologiques, cesser de subventionner ces industries poursuivrait un objectif analogue à celui de la taxation. Des incitatifs économiques pourraient plutôt être offerts aux producteurs biologiques pour encourager leurs activités et tenter d’inciter les producteurs conventionnels à se tourner vers une production biologique. Latouche (2019) démontre notamment de quelle façon le retour à l’agriculture désindustrialisée permet une création d’emplois à l’échelle locale.

2.2 Systèmes énergétiques

Considérant l’utilisation des richesses nécessaires pour satisfaire à la demande en énergie mondiale et considérant que ces dernières sont limitées, il sera primordial, tôt ou tard, de s’affranchir des combustibles fossiles, de réduire nos besoins énergétiques et de réinventer nos moyens de production d’énergie (Servigne et al., 2015). Comme elle l’est pour l’axe alimentaire, la solution pour remédier à l’urgence de l’épuisement des richesses naturelles sur terre n’est pas un secret bien gardé. Il s’agit de maintenir les combustibles fossiles dans le sol et de cesser d’exploiter les richesses renouvelables au-delà de leur point de renouvellement. Ce sont deux énoncés simples, mais extrêmement difficiles à mettre en œuvre, avec la mondialisation et la complexification des avancées technologiques qui permettent à une partie de la planète de vivre au-dessus des capacités de la terre depuis plusieurs décennies (Abou Zahr Diaz, Alawiye et Ghaboura, 2019). Le lien étroit entre la civilisation moderne et le pétrole s’avère préoccupant dans l’éventualité où cette ressource viendra un jour à manquer ou à s’obtenir en très petite quantité à très fort prix (Sinaï, Szuba, Arnsperger et Cochet, 2017). La recherche de moyens concrets et applicables à nos sociétés pour remédier à cette dépendance et pour opérer de véritables changements devrait ainsi s’accompagner la démarche de la Péninsule acadienne pour faire face aux bouleversements en cours et à venir.

2.2.1 Se déplacer moins et autrement

Le transport constitue l’un des principaux défis de nos sociétés modernes sur le plan de l’utilisation d’énergie fossile et des émissions de GES (Bouzouina, Nicolas et Vanco, 2013 ; Ministère de l’Énergie et

des Ressources naturelles, 2018). Tel que le démontre le chapitre précédent, la Péninsule acadienne n'y fait pas exception et dispose de peu de moyens pour suppléer l'utilisation de la voiture. Toutefois, avant d'aborder les autres possibilités à la voiture à essence, la réorganisation de nos sociétés afin de réduire nos besoins en mobilité s'avère essentielle si l'on veut réduire les émissions de GES à long terme (Valette, 2019), voire s'affranchir totalement du recours au pétrole (Monfort, 2017). Dans le contexte de la Péninsule acadienne, qui est composée de plusieurs petits village et villes répartis sur un grand territoire, certaines mesures peuvent être mises en place malgré le défi que pose cet étalement en comparaison avec les territoires plus urbanisés.

Tout d'abord, prioriser la construction de nouvelles infrastructures, résidences ou commerces, à proximité du centre de la communauté et des commodités peut améliorer la facilité des déplacements en transports passifs comme le vélo ou la marche. La mixité des usages sur le territoire favorise ainsi la rétention des citoyens vers une consommation de biens, de services et même de loisirs locaux (Le Breton, 2019). Le retour des petits magasins généraux qui offrent plusieurs produits et services dans chaque communauté peut faire en sorte que les habitants aient moins besoin de se déplacer vers les plus grands centres comme Caraquet, Tracadie-Sheila et Shippagan, voire vers l'extérieur de la Péninsule acadienne. Alors que plusieurs villages ont déjà un commerce d'alimentation (IPAA, 2017), y diversifier l'offre de produits et les adapter à la demande des résidents pourrait contribuer à attirer davantage la clientèle locale et à assurer sa fidélité à long terme. Augmenter l'offre de produits locaux devrait également devenir une priorité pour ces commerces de proximité, d'autant plus que cela permettrait d'appuyer les petits producteurs de la région. La relocalisation de la production de biens à une échelle plus locale favorise la réduction de leurs impacts écologiques, dont les GES issus du transport des aliments (Chérèque et Roman, 2009). Les initiatives de consommation et de production locale soutiennent aussi le renforcement de la cohésion entre les citoyens d'une même région. D'après Legrain (2018), accroître le sentiment d'appartenance à sa communauté par divers moyens est important afin d'accentuer la volonté des résidents à encourager leurs commerces locaux à long terme.

Dans un autre ordre d'idées, les déplacements nécessaires pour le travail devraient s'organiser autrement afin de repositionner les besoins écologiques en priorité en réduisant la mobilité. Plus de la moitié de la population de la Péninsule acadienne se déplace au-delà de 17,5 kilomètres par jour pour se rendre au travail (Statistique Canada, 2017a). Les tiers-lieux peuvent alors s'inscrire dans la solution pour diminuer cette distance. Ni domicile ni lieu de travail, ce sont plutôt des milieux intermédiaires situés au cœur des communautés. Ils peuvent offrir un endroit à vocation professionnelle et favoriser, par la même occasion,

le développement de projets communautaires ou personnels. (Cléach, Deruelle et Metzger, 2015 ; Suire, 2013) Les espaces de travail partagés, les laboratoires vivants et ceux de fabrication sont tous divers types de tiers-lieux qui proposent respectivement un lieu de travail, un endroit propice à la réflexion et aux échanges et un lieu pour entreprendre des projets manuels en mettant à disposition divers outils (Scaillerez et Tremblay, 2017). Ils peuvent aussi soutenir les rencontres et les échanges de compétences, lorsque le lieu est suffisamment occupé par la communauté professionnelle, tout en offrant un milieu de travail à proximité des habitations. À des fins communautaires, ils favorisent alors les échanges sociaux en étant des catalyseurs de créativité et d'innovation (Suire, 2013). Dans le contexte de la Péninsule acadienne, aménager des locaux vacants ou déjà utilisés à des fins communautaires, comme les centres municipaux, peut devenir une occasion pour les transformer en tiers-lieux adaptés aux besoins des gens de la communauté, tout en ayant un impact bénéfique sur la réduction des déplacements. Chaque municipalité pourrait organiser un tel espace, en l'adaptant avec les ressources dont elle dispose, afin de proposer un lieu accueillant pour les citoyens. Ces derniers auraient ainsi l'opportunité d'y réaliser du télétravail ou de s'adonner à des projets communautaires. Promouvoir le développement de tiers-lieux est une option intéressante dans la Péninsule acadienne pour réduire les déplacements liés au travail, tout en offrant un endroit où la réalisation de projets communautaires est valorisée.

Enfin, lorsque les déplacements seront nécessaires, on devra dorénavant s'habituer à la vitesse réduite de la marche, du vélo, du motorcycle électrique ou aux compromis du covoiturage, si l'on veut diminuer radicalement notre dépendance au pétrole. D'ailleurs, avec les ruptures annoncées, Servigne, Stevens, et al. (2015) prévoient que « l'ère du transport automobile de masse ne durera pas au-delà de la fin du XXI^e siècle ». Sans effectuer un retour à la réalité d'antan, un mélange de pratiques anciennes et d'innovations actuelles pourrait offrir des réponses pour résoudre les problèmes énergétiques de notre ère. C'est notamment à cela que font référence Sinaï, Szuba, et al. (2017) en imaginant des solutions intermédiaires qui conjuguent les moyens du Moyen Âge et les avancées techniques et mécaniques modernes.

La combinaison de plusieurs modes de transport est aussi adaptée au contexte du territoire de la Péninsule acadienne, et pourrait permettre d'opérer une transition progressive vers une mobilité exempte de carbone. Le vélo est encore largement sous-utilisé dans la Péninsule quand vient le temps de se déplacer par nécessité, comme l'illustre le premier chapitre. Pourtant, les services présents dans les centres-villes de la Péninsule acadienne sont assez bien rapprochés pour que le vélo soit utilisé pour y accéder. Des vélos à assistance électrique sont aussi un autre moyen d'inciter les personnes plus âgées, ou celles dont la forme physique est limitée, à se déplacer ainsi (Marincek, Ravalet et Rérat, 2020). En outre, le concept de

vélos communautaires peut proposer une solution de rechange intéressante à la voiture dans les centres-villes pour désengorger les voies principales pendant la saison estivale. Des stationnements incitatifs aux extrémités des villes pourraient alors accompagner cette proposition afin d'offrir un lieu sécuritaire et propice à cette transition entre deux moyens de transport. Pour les déplacements entre les villes et les villages, des solutions de remplacement à la voiture devraient s'organiser sur le territoire, comme le système de transport en commun présentement à l'étude.

L'hippomobilité ou le retour du cheval pour les déplacements en ville constitue aussi une avenue dans certaines petites villes de France. En 1999, Trouville-sur-Mer tentait de trouver un moyen d'économiser sur son service de collecte des déchets. Une option plus économique que l'utilisation d'un véhicule motorisé, que peu de municipalités osent envisager, c'est l'acquisition d'un cheval et de son équipement. (Linot et Simon, 2014) Comme l'ont exposé Sinaï, Szuba, Arnsperger et Cochet (2017), on a créé le système de transport mondial à partir de la disponibilité des carburants fossiles. Dans l'éventualité où cette matière viendra à manquer, nous devons commencer à imaginer un monde sans véhicules à essence. Un maillage entre les méthodes anciennes et les avancées technologiques peut servir de solution pour s'adapter à la crise écologique. L'utilisation du cheval pour effectuer certaines tâches municipales et avoir recours à des attelages et des équipements équins à la fine pointe des connaissances humaines constitue un exemple de maillage.

2.2.2 L'utilisation d'énergie dans nos quotidiens

Outre le transport, les sources primaires d'énergie requises dont nous dépendons quotidiennement sont majoritairement non renouvelables (International energy agency, 2019). Avec la croissance de la demande énergétique, ce ne sont pas non plus les énergies renouvelables qui vont changer la tendance (Laherrère, 2020). D'ailleurs, la transition énergétique ne peut reposer uniquement sur les énergies renouvelables, puisque les métaux nécessaires à leur conception ne sont pas présents en quantité suffisante pour assurer leur pérennité à long terme (Mercure, 2019 ; Sismique, 2018). Même si elles peuvent contribuer à produire de l'énergie sans le recours aux énergies fossiles, elles s'inscrivent dans le paradigme actuel de croissance énergétique, sans remettre en cause le besoin d'énergie à la source. Considérant les problèmes d'épuisement des richesses auxquels la terre fait face, d'autres éventualités doivent être présentées dans la Péninsule acadienne afin de garantir une réponse efficace aux ruptures annoncées.

Même si de nombreuses personnes se penchent aujourd'hui sur les changements à apporter à nos sociétés pour réduire notre rapport à l'énergie (Angus, 2018), peu de régions peuvent se vanter d'avoir réussi une

transition qui s'apparente à un véritable monde post carbone. Le nerf de la guerre reste donc la réduction énergétique dans toutes les sphères de nos vies quotidiennes, dont nos emplois et nos passe-temps. Les savoir-faire locaux sont également importants à développer dans un contexte de rupture. C'est ainsi que le maraîchage, les technologies solaires passives thermiques et la réparation d'objets divers seront probablement des métiers qui deviendront indispensables à nos sociétés, tel que proposent Servigne, Stevens, et al. (2015). Nous devons alors nous donner la capacité de former des personnes à cet escient dans la Péninsule acadienne afin de nous préparer aux changements attendus. Revoir cette relation entre l'énergie et les sources de revenus s'impose comme élément clé pour se prédisposer à une transition post carbone. Le retour des savoir-faire locaux et des outils de basse technologie pourrait donc constituer une piste vers cet objectif en assurant une main-d'œuvre locale et indépendante des technologies fossiles (Sinaï, Stevens, et al., 2017).

D'ailleurs, ces outils de basse technologie communément appelés low-tech, peuvent permettre de réduire nos besoins énergétiques. Comme le décrit Philippe Bihouix, ils permettent de remettre en question l'utilisation croissante de métaux et de matériaux non renouvelables dans toutes les sphères de nos sociétés, pour se tourner vers une sobriété dans la manière de consommer et d'utiliser les richesses (Bihouix, 2019). C'est ainsi que les moyens manuels simples comme la faux, les toilettes à compost, les panneaux solaires à capteurs thermiques, l'isolation de maison en chanvre ou en paille, les foyers de masse, la meule à grain, la machine à laver manuelle, le caveau ou la chambre froide constituent des solutions concrètes pour poser des bases stables au sein de nos sociétés avant la tempête (Sirois-Cournoyer, 2018). Le terme low-tech est relativement nouveau dans les écrits. Toutefois, des auteurs comme Illich faisaient déjà référence à ce concept dans les années 1970 en esquissant une définition des outils conviviaux qui résonne étroitement avec la vision des low-tech actuels : « L'outil est convivial dans la mesure où chacun peut l'utiliser, sans difficulté, aussi souvent ou rarement qu'il le désire, à des fins qu'il détermine lui-même. » (Illich, 1973). L'industrialisation et la mondialisation font opposition à ce concept en fabriquant des ordinateurs et des machines ultra technologiques, qui rendent l'humain dépendant de ses propres outils. Ainsi, comme l'illustre Illich (1973), ce sont des outils qui ne travaillent pas au service de l'humain. Mais avant tout, dans un contexte de décroissance énergétique, d'après Bihouix (Sismique, 2018), le meilleur service ou produit est celui que l'on ne conçoit pas. Il met également en garde contre l'effet rebond de l'utilisation de certaines technologies qui veillent à réduire notre empreinte environnementale. Dans le cas de la voiture électrique, le fait d'en posséder une pourrait encourager les utilisateurs à poursuivre ou à augmenter leurs besoins en déplacement au lieu de les diminuer. Cela ne remet aucunement en question notre rapport à la mobilité. Les déplacements pourraient ainsi s'accroître

avec l'illusion qu'une voiture électrique règle le problème posé par la voiture conventionnelle à essence, alors qu'elle exerce, au contraire, une pression considérable sur l'environnement (Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services, 2016). Surtout dans le contexte du Nouveau-Brunswick où la production d'électricité relève, en grande partie, d'énergies non renouvelables (Énergie NB, 2020), la voiture électrique n'est pas une technologie miraculeuse pour faire face aux ruptures à long terme ou pour changer le paradigme en cours.

Cotnoir et Deroche (2020) proposent les éléments d'une diminution énergétique dans la Péninsule acadienne qui s'articulent principalement autour de la réduction de l'énergie à la source, de l'aménagement durable des collectivités, de la mobilité durable et de la prise de décision citoyenne. Les recommandations détaillées de ce rapport ont le potentiel d'orienter les politiques publiques et municipales vers les actions à entreprendre pour entamer une réduction de l'énergie efficace. Néanmoins, la réflexion erronée selon laquelle la technologie sauvera le monde devrait également guider les décideurs. Comme le mettait en garde Schumacher (1973),

« If a high-growth economy is needed to fight the battle against pollution which itself appears to be the result of high-growth, what hope is there of ever breaking out of this extraordinary circle? ».

2.2.3 La Péninsule acadienne : une biorégion

D'après la définition qu'en fait Thayer (2015), la Péninsule acadienne peut être définie comme une biorégion en raison de ses limites naturelles, soit l'étendue d'eau qui l'englobe, en plus de sa frontière linguistique et de ses caractéristiques écologiques propres. Le concept de biorégion remet en perspective l'utilisation du territoire par ses fondements de base, soit la nature et la culture qui se sont développés avec le temps. Il permet de reconnaître et de comprendre l'essence de l'espace et des processus écologiques qui permettent aux habitants du territoire d'y vivre en toute prospérité grâce aux richesses naturelles qui y foisonnent (Magnaghi, 2013). La Péninsule acadienne peut alors être perçue comme un milieu de vie qui fournit des richesses inestimables en nourriture, en eau, en énergie et en matières premières. La biocapacité est la quantité de richesses qu'un milieu peut fournir. Lorsque notre empreinte écologique ne dépasse pas la biocapacité, le milieu est respecté et le renouvellement des richesses naturelles peut se poursuivre à long terme (World Wildlife Fund, 2016). Le rapport intrinsèque de l'humain envers la nature doit revenir au premier plan et sortir du paradigme utilitariste que l'industrialisation a contribué à creuser (Florentin et Rugger, 2019). Revoir notre apport au territoire s'avère essentiel afin de le considérer non pas comme un décor, comme le dénonce Le Breton (2019), mais plutôt comme un milieu

qui crée et soutient la vie sur terre. Cet équilibre entre l'humain et la nature peut assurer un contexte plus sûr pour se relever à la suite de catastrophes.

Enfin, cette conceptualisation du territoire signifie que l'énergie utilisée ne dépasse pas sa capacité de production. La réduction de nos besoins énergétiques, la réutilisation de l'énergie en fermant localement la boucle des cycles de vie des objets et des flux (Mollison, 1981), et l'attribution de la bonne source d'énergie pour le bon besoin ont alors le potentiel de changer en profondeur notre rapport au territoire. Servigne, Stevens, Sinai et Carton (2015) ajoutent également à ce concept de biorégion l'aptitude à s'autosuffire en axant le développement économique sur les savoir-faire locaux et la richesse écologique et culturelle du territoire. La capacité d'action d'un territoire constitue l'un des facteurs de succès d'une transition énergétique réussie (Cotnoir et Deroche, 2020 ; Magnin, 2013). C'est ce dernier concept, qui porte sur la gestion et la mise en œuvre des solutions proposées, que la prochaine section abordera.

2.3 Systèmes politiques

Le déni, l'ignorance, l'indifférence ou la dénégation des élus politiques à l'égard de la crise environnementale s'avèrent préoccupants dans la mesure où il sera probablement trop tard pour agir lorsque les ruptures surviendront plus fréquemment et gagneront en intensité (Monfort, 2017). Les mesures évidentes à entreprendre pour minimiser les conséquences sont connues des scientifiques et sont partagées dans le monde entier (Ripple, Wolf, Newsome, Barnard et Moomaw, 2020). Cependant, elles ne sont pas encore considérées dans la fenêtre d'Overton des discours politiques (Dyjack, 2020) et la Péninsule acadienne n'y fait pas exception. Comme l'a démontré le chapitre précédent, les paliers gouvernementaux ne reconnaissent pas l'ampleur de la crise actuelle en ce qui concerne l'épuisement des richesses naturelles et les perturbations du climat. Peu d'acteurs politiques se sont engagés à mettre en place des actions en vue des ruptures annoncées.

La représentation de l'État, telle qu'elle est habituellement définie au Canada, vise à incarner les intérêts et la voix des citoyens (Pelletier et Tremblay, 2013). Toutefois, cette relation est en très grande partie strictement théorique. Un exemple flagrant au Nouveau-Brunswick : le lien étroit entre le premier ministre Higgs et la famille Irving. En novembre dernier, le premier ministre s'est échappé en faisant allusion au chantier naval d'une entité d'Irving comme s'il appartenait à la province, en usant d'un déterminant possessif pour en traiter (Roy-Comeau, 2019, 20 novembre). Plusieurs ont vu en ce commentaire la pointe de l'iceberg d'un phénomène de vassalisation d'un État par un conglomerat familial. Les différentes entités relevant du giron familial détiennent en effet tous les journaux de langue anglaise du Nouveau-Brunswick,

seule L'Acadie Nouvelle leur échappe, quoique ce quotidien des Acadiens soit imprimé par leurs soins. Le conglomérat contrôle également de nombreuses entreprises dans les domaines de la forêt, du transport autoroutier et ferroviaire, de la construction navale, en plus de détenir à Saint-Jean la raffinerie de pétrole la plus importante de tout le pays. (Livesey, 2019, 16 septembre) Le lapsus du premier ministre à propos de « notre » chantier naval est donc loin d'être passé inaperçu, considérant que Blaine Higgs, avant sa carrière politique, a fait carrière au sein de l'empire des Irvings (Volpé et Thériault, 2017, 21 octobre). Il a œuvré 33 ans au service de la famille Irving en tant qu'ingénieur chez Irving Oil. D'ailleurs, plusieurs reprochent au premier ministre Higgs de prêter encore allégeance à cette industrie en raison de certaines actions lourdes de sens, dont son refus de taxer les grands pollueurs du Nouveau-Brunswick (Gravel, 2019 ; Radio-Canada, 2019 ; Savoie, 2019, 13 juin). Notons qu'Irving, de par sa raffinerie à Saint-Jean, constitue le principal pollueur de la province (Delattre, 2019, 28 mars). La venue comme « conseillers » d'anciens employés d'Irving au bureau du premier ministre, le licenciement de deux instructeurs opposés à l'arrosage de glyphosate du *Maritime College of Forest Technology*, l'implication de Higgs dans des événements pro pipelines autour du pays, la fortune des Irving (l'une des 10 familles les plus riches au Canada) alors que le Nouveau-Brunswick détient le revenu médian le plus bas : ces faits parlent d'eux-mêmes (Livesey, 2019, 16 septembre). Selon Cormier (2004), on ne peut pas former de gouvernement au Nouveau-Brunswick sans l'aval de la puissante famille.

Cet exemple de perte de confiance entre le gouvernement et le peuple engendre un cercle vicieux, tel que nommé par Durand-Folco (2017), qui favorise la diminution de l'intérêt à l'égard de la politique et une participation moindre de la part des citoyens. En effet, ils perdent l'habitude et la capacité de se prononcer sur divers sujets politiques, ce qui affaiblit « la qualité de l'espace public » (Durand-Folco, 2017b). Afin de changer le paradigme politique en cours pour qu'il représente davantage les citoyens et leur donne une capacité d'action s'apparentant au pouvoir-faire, et non au pouvoir sur, de Holloway (2007), il faut alors suggérer d'autres options. À la manière du mouvement *Buen Vivir* en Amérique du Sud, qui offre une solution de rechange aux modèles de croissance néolibéraux habituels en intégrant un processus politique participatif (Berr et Diemer, 2016), la Péninsule acadienne doit se doter de nouveaux mécanismes et de paliers décisionnels pour proposer un rouage politique qui se positionne plus près des citoyens que de la classe des décideurs. Rancière (2014) dénonce certains pans de la démocratie, surtout dans la mesure où les experts et les personnes de haut statut accèdent généralement au pouvoir, alors que le peuple tout entier devrait avoir sa voix. C'est de ce paradigme que les gens de la Péninsule acadienne pourraient s'inspirer pour penser autrement la politique et oser « changer le monde, mais sans prendre le pouvoir » (Holloway, 2008).

Cette conceptualisation politique devrait non seulement s'appliquer à l'échelle de la politique provinciale, mais également au monde municipal et communautaire. Les décisions à propos de l'avenir de notre planète, et donc du nôtre, concernent tout le monde. Nul besoin d'être au préalable un expert ou de détenir de l'expérience politique pour se lancer en politique ; il suffit d'avoir de bonnes idées (Rancière, 2014). Comme l'expliquent Fung et Wright (2003), une gestion de proximité mène davantage au respect des écosystèmes et de leurs processus qu'une gouvernance nationale ou provinciale du territoire. Les fonctions écologiques ont des répercussions à une échelle plus large que leur origine, c'est pourquoi plusieurs paliers de prises de décisions sont nécessaires afin de répondre à chaque besoin spécifique (Karkkainen, 2003).

2.3.1 Le municipal à l'appui

Dans le contexte de la Péninsule acadienne, certains paliers politiques profiteraient à s'impliquer davantage dans le discours environnemental. C'est le cas des municipalités qui, malgré quelques implications, pourraient se prononcer plus clairement au sujet de la crise en cours et accroître leur leadership dans ce dossier. En premier lieu, reconnaître le besoin d'un changement et faire preuve d'une réelle volonté d'entreprendre des actions représentent avant tout une composante essentielle de la réussite d'une préparation adéquate face aux ruptures à venir. C'est d'ailleurs ce que les habitants d'Ungersheim, une petite ville en Alsace, ont prouvé, en mettant en place en un temps record des initiatives de transition basées sur le modèle d'Hopkins (Legrain, 2018). En créant une centaine d'emplois par le biais de la mise sur pied d'un programme de culture maraichère pour la communauté, un projet d'habitation intergénérationnel en écoconstruction et d'autres initiatives de transition, le village a amorcé un virage en préparation à une période post pétrole et aux défis du climat changeant. Ces résolutions sont issues de la volonté du maire et des élus du village pour réaliser des actions en repensant autrement le quotidien des habitants, tout en créant des emplois qui favorisent la réinsertion sociale. Le mouvement des Villes en transition est un exemple de modèle politique local qui permet d'obtenir des résultats concrets pour organiser les collectivités en vue de ruptures (Semal, 2013). Mobiliser les élus municipaux dans la préparation aux dérèglements climatiques et à la fin du pétrole bon marché est une façon d'ouvrir la fenêtre du discours politique habituel en brisant le paradigme de déni et de développement économique croissant.

En France, l'écologie fait désormais partie des enjeux électoraux, même au niveau de la politique municipale (Hamon, 2020, 6 février ; Supiot, 2020, 7 mars). Cet engouement pour la protection de l'environnement est encore limité dans la Péninsule acadienne, mais les gens sont de plus en plus

conscientisés et demandent des services qui vont de pair avec le respect de la nature. À titre d'exemple, plus de 50 % des répondants à l'étude menée par Cotnoir et Deroche (2020) se sont dit prêts à utiliser un service de transport en commun s'il était à disposition sur le territoire. Au Québec, la municipalité de Val-David, comptant 5 000 habitants, a adopté en 2014 une politique environnementale qui propose des principes directeurs afin que les activités du village respectent l'environnement et les écosystèmes (Municipalité de Val-David, 2014). Cela démontre qu'il est possible, au sein d'une petite municipalité, de trouver les ressources pour mener une initiative de la sorte. Dans le cas de Val-David, c'est le comité consultatif sur l'environnement de la municipalité qui a travaillé à l'élaboration de cette politique.

Conjointement à cet éveil de conscience et à la mise en place d'une ligne directrice de valeurs communes, des initiatives de politique participative pourraient voir le jour afin de réconcilier les gens de la Péninsule acadienne avec la prise de position et l'action politique. Dans l'éventualité prochaine de ruptures, nous devons nous préparer à faire face à des révoltes, des tensions et à un recours à la violence si une organisation adéquate de nos systèmes politiques n'est pas réalisée avant cette période (D. Meadows, 2013). Comme l'illustre Rumpala (2019),

« les collectivités humaines entrent dans des situations où elles vont devoir repenser l'accès aux ressources physiques, leur répartition, et donc, potentiellement, les délibérations et les fonctionnements collectifs autour de ces enjeux. »

Fung (2011) démontre que la démocratie participative a lieu d'être, même dans un contexte conflictuel et hostile. Donner la chance aux citoyens de s'exprimer sur divers enjeux en prônant la prise de décision délibérative peut diminuer l'éventualité de désobéissance civile résultant d'un sentiment d'inégalité et d'injustice (Fung, 2011). Quelques initiatives prônant les valeurs de la démocratie participative ont déjà été réalisées dans la Péninsule acadienne et ailleurs au Nouveau-Brunswick. Caraquet, en 2014, a lancé une action de participation citoyenne en invitant la communauté à venir se prononcer sur les enjeux de la région en vue des élections municipales la même année (Caron, 2014, 5 mai). La ville d'Edmundston a, quant à elle, organisé la diffusion en ligne via Facebook Live des réunions de son conseil municipal afin d'en faciliter l'accès aux citoyens (Radio-Canada, 2017, 18 octobre). Ces initiatives confirment une volonté d'accroître la participation citoyenne dans la politique de la province. Cependant, des mesures participatives plus significatives pourraient émerger, notamment par la réalisation d'un budget participatif comme celui de Porto Alegre au Brésil, un exemple marquant (Neveu, 2011). Lorsqu'ils sont articulés de façon à répondre à une vision globale et accordent réellement une latitude aux citoyens quant à la prise de décision, les budgets participatifs se sont avérés de petites réussites en territoire voisin (Lamoureux,

2019). En effet, les initiatives de démocratie participative au Québec démontrent qu'une adoption de ces mesures en contexte francophone nord-américain est accessible aux municipalités et à leurs décideurs.

2.3.2 Un cadre régional

Ce leadership municipal peut s'orchestrer à l'échelle de chaque municipalité de la Péninsule acadienne pour ses besoins respectifs. Néanmoins, une gestion intégrée aux paliers politiques supérieurs pourrait apporter de la profondeur et de la cohérence dans l'implication et dans la réalisation de certaines actions. Bihoux est d'avis qu'une transition sociétale devrait s'effectuer via plusieurs niveaux d'actions pour parvenir à ses fins (Sismique, 2018). Comme le démontre le chapitre précédent, une gestion péninsulaire qui regrouperait les municipalités de la Péninsule acadienne s'avèrerait risquée dans la situation actuelle en raison de divergences dans les idées politiques des pôles importants de la région. Pourtant, un palier péninsulaire pourrait devenir un facteur primordial dans l'instauration de lignes directrices régionales pour l'ensemble du territoire, qui reflèteraient les besoins des municipalités. La CSRPA agit déjà à cette échelle territoriale pour divers enjeux, dont la gestion des déchets, l'urbanisme, les services de police et la gestion des mesures d'urgence (CSRPA, s. d.). Le Forum des maires, le regroupement des maires des 14 municipalités de la Péninsule acadienne, assure également une cohésion des actions régionales en prenant position sur des dossiers péninsulaires (Forum des maires de la péninsule acadienne, 2007). Tandis que ces derniers ajoutent des angles politiques et économiques aux décisions régionales, la CSRPA exécute plutôt les mandats que les municipalités de la Péninsule leur accordent (Y. Godin⁷, entrevue téléphonique, 3 avril 2020). L'environnement est omniprésent dans les décisions prises et les actions posées par le Forum des maires et la CSRPA, néanmoins, il n'existe pas encore de palier décisionnel relatif aux questions environnementales dans l'organigramme administratif de la CSRPA (CSRPA, 2018). À leurs responsabilités actuelles, ces deux organisations pourraient ajouter la gestion du patrimoine naturel et la préparation aux ruptures pour en faire une de leurs actions prioritaires. Après tout, à l'atténuation des perturbations climatiques et à la préparation à la fin du pétrole bon marché se greffent la santé publique, l'économie, les enjeux sociaux et la préservation des richesses et des écosystèmes (Ripple et al., 2020). Précisément, la CSRPA pourrait mener les actions à entreprendre en environnement alors que le Forum des maires compléterait le portrait en tenant les positions politiques et économiques, comme à son habitude. Suite à ces constats, l'environnement devrait donc occuper une place précise dans l'organigramme de la CSRPA pour correspondre à son rôle transversal et orienter chacun de ses domaines d'intervention. La CSRPA serait ainsi en mesure de solliciter des subventions provinciales et fédérales pour la protection de

⁷ M. Godin est maire de Bertrand et président du Forum des maires de la Péninsule acadienne.

l'environnement et pourrait coordonner un plan d'action stratégique d'ensemble pour la protection de l'environnement dans la Péninsule acadienne conjointement avec le Forum des maires. D'ailleurs, un comité consultatif sur l'environnement pourrait s'ajouter aux deux comités consultatifs existants de la CSRPA. L'objectif de ce nouveau comité pourrait s'apparenter à celui du développement touristique de la Péninsule acadienne (CSRPA, 2018), soit conseiller le conseil d'administration de la CSRPA sur toutes questions se rapportant à la protection de l'environnement, proposer au conseil d'administration le budget de fonctionnement du secteur et le plan stratégique, en plus de proposer un plan de travail annuel sur l'environnement. À défaut d'une structure démocratique participative dans la province, comme le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement du Québec (Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, 2019), ce comité consultatif pourrait aussi statuer sur divers dossiers en environnement en invitant des experts et des citoyens à prendre part aux délibérations. Enfin, une équipe flottante relative à la protection de l'environnement pourrait s'ajouter à la structure actuelle de la CSRPA afin d'agir de façon transversale sur l'ensemble des activités de l'organisme. La figure 2.1 illustre cette proposition en reprenant l'organigramme de la structure organisationnelle administrative de la CSRPA.

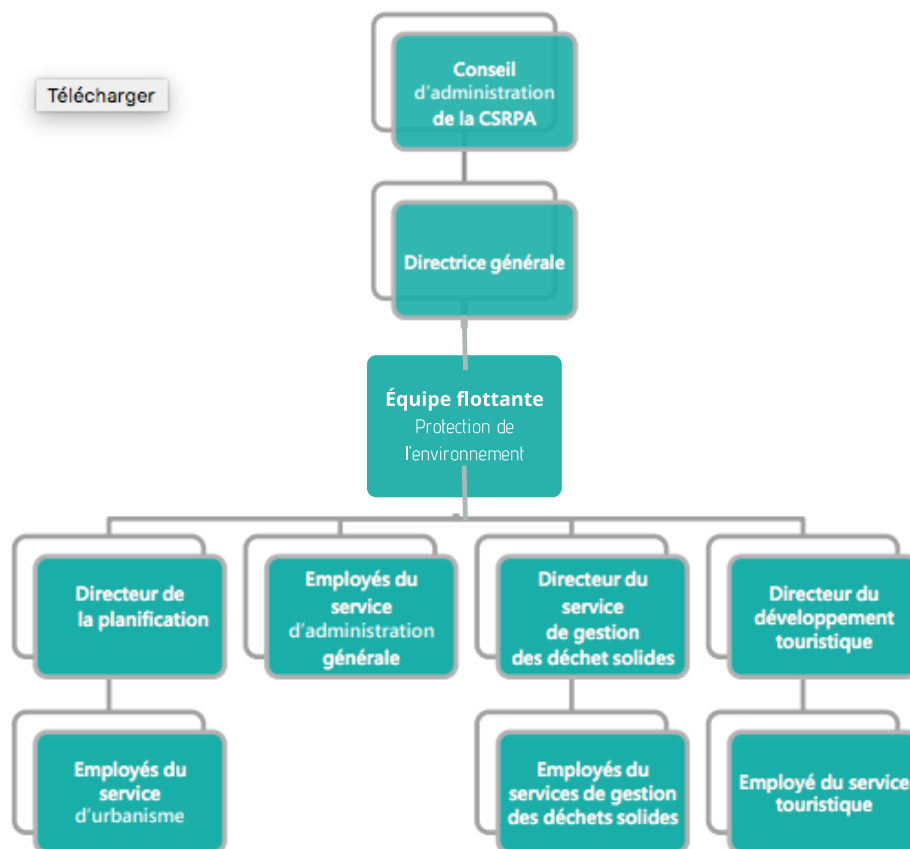


Figure 2.1 Organigramme de la structure organisationnelle administrative proposée avec l'ajout d'une équipe flottante pour la protection de l'environnement (inspiré de : CSRPA, 2018, p.16).
Reproduit avec permission.

Enfin, il est essentiel de rappeler qu'en cas de rupture, les régions rurales comme la Péninsule acadienne seront tenues de s'organiser face aux dérèglements occasionnés. Qu'on le veuille ou non, une situation de rupture plongera les territoires touchés dans un contexte imprévisible et sans précédent, notamment quant aux questions d'approvisionnement en énergie et en nourriture (George, Dupuy, Latouche et Cochet, 2012). La sphère politique, même à l'échelle municipale, devra alors offrir à son territoire une forme d'organisation pour présenter une réponse face à ces dérèglements. La rupture mettra en lumière la nécessité d'organiser la prise de décision et de s'orienter dans une vision commune, où chaque acteur de la Péninsule acadienne travaillera de concert pour parvenir à cette cohésion sociale capable de surmonter les difficultés. C'est donc en mettant en place des mécanismes et des outils politiques comme ceux qui sont déjà mentionnés que les résidents de la Péninsule acadienne pourront faire face à la rupture sans s'égarer. L'importance du rôle politique est sans équivoque dans la préparation à cette crise.

3. CONCLUSIONS EN VUE D'UNE RUPTURE

Ce chapitre, réparti en sept grands thèmes, propose un retour sur certains éléments qui apparaissent essentiels de réitérer ou d'approfondir. Les trois axes initiaux, soit les axes alimentaire, énergétique et politique, seront cette fois interreliés, à l'image de la multidisciplinarité et de la complexité de l'objet de ce travail. Les pistes de conclusion de ce dernier chapitre, à la fois d'action et de réflexion, pourront ainsi inspirer les lecteurs vers une conceptualisation du monde et de la Péninsule acadienne, prête à affronter l'avenir, quel qu'il soit.

3.1 Éducation et prise de conscience : considérer la crise telle qu'elle est réellement

Malgré les recommandations des scientifiques pour diminuer les conséquences catastrophiques de la crise écologique (Ripple et al., 2020), la réponse des citoyens ne reflète pas ce sentiment d'urgence très palpable chez les experts (Jollivet, 2016). D'après le diagnostic effectué au chapitre premier, les citoyens de la Péninsule acadienne ne considèrent pas non plus la crise en cours avec le sérieux et la rigueur qu'elle nécessite. Plusieurs études expliquent cette lenteur d'action face à la crise qui fait rage de par le monde (Bénard, Blanchette-Sarrasin et Pozzi, 2019 ; Martin et Gaspard, 2017 ; Sörqvist et Langeborg, 2019). Parmi les nombreux facteurs plausibles, celui de l'humain qui induit des biais cognitifs le menant quelquefois à des erreurs de raisonnement et à des comportements irrationnels (Van Loom, 2018 ; Wagner-Egger, 2011). Ces biais permettent notamment de comprendre pourquoi la crise sanitaire actuelle de la COVID-19 bénéficie d'une réponse sans précédent des gouvernements et des citoyens, alors que la crise environnementale ne réussit pas à recevoir une riposte aussi frappante, bien que ses conséquences soient d'une plus grande ampleur. Selon Martin et Gaspard (2017), « les individus ont du mal à consentir à des investissements dont la rentabilité est non seulement future, mais incertaine ». Ainsi, même si cela peut s'avérer ardu, la Péninsule acadienne doit avant tout considérer avec sérieux la rupture qui s'installe afin de saisir la nécessité de mettre des mesures en place. Ces dispositions pourront alors lui permettre de renaitre avec force des situations difficiles qui s'annoncent.

Néanmoins, cette prise de conscience ne peut s'effectuer sans une éducation appropriée sur la rupture en cours. Les conséquences de la crise écologique ne font pas encore la une des médias aussi souvent qu'il le faudrait, mais le sujet abonde tout de même depuis les dernières années (Daoust-Boisvert, 2019, 30 septembre). Enfin, ce ne sont pas nécessairement tous les citoyens qui s'informent ; d'autant plus que la Péninsule acadienne détient un faible taux d'alphabétisation en comparaison au reste de la province (Bérard-Chagnon et Statistique Canada, 2016). Heureusement, plusieurs organismes environnementaux

dans la Péninsule acadienne, dont IPPA et Vert Rivages, offrent des activités de sensibilisation en environnement sous diverses formes (Enguehard, 2019, 8 février). Les écoles secondaires de la Péninsule acadienne commencent aussi à déployer des efforts dans le même sens en intégrant des activités pédagogiques axées sur l'environnement (Polyvalente Louis-Mailloux, s.d. ; Polyvalente WA-Losier, s. d.). Le Projet Gaïa, un organisme à but non lucratif provincial, a également en vue l'intégration d'activités pédagogiques en environnement dans le curriculum de l'ensemble du N.-B (Fonds en fiducie pour l'environnement, 2020). La continuité de ces démarches et la mise en œuvre d'autres initiatives d'éducation relatives à l'environnement devraient, par conséquent, alimenter l'ardeur sur tous les fronts dans les prochaines années afin de permettre un éveil des consciences collectif.

En parallèle, un changement de paradigme devrait s'effectuer dans le discours des élus et des dirigeants d'entreprises de la Péninsule acadienne, de même qu'aux paliers péninsulaires comme la CSRPA et le Forum des maires. L'environnement est un sujet qui a été trop souvent relayé en toile de fond par les décideurs, durant les dernières années, pour que la situation se poursuive en attendant que notre société bascule davantage. Les conséquences du mode de vie occidental sont hautement prévisibles depuis près de 50 ans (Gorz, 1992 ; Meadows, 1972). Il est maintenant temps de faire face avec sérieux aux désastres planétaires en cours et à venir.

3.2 Principaux défis de la Péninsule acadienne en vue d'une rupture

Les recherches effectuées dans le cadre de ce travail ont permis de mettre en lumière certains facteurs restreignants quant à la préparation du territoire de la Péninsule acadienne face aux ruptures. Tout d'abord, son climat froid tempéré rend la culture d'aliments difficile pendant l'hiver (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2018a). La saison est donc condensée sur une courte période où la production alimentaire dépend des conditions climatiques. Néanmoins, certaines techniques agricoles peuvent prolonger la durée de la culture (Fortier, 2015). Des méthodes de conservation similaires à celles d'antan s'avèrent aussi très utiles dans une optique de réduction d'énergie (A. Cormier et al., 2004). Malgré le retour à la terre de certains jeunes au cours des dernières années, l'exode des jeunes vers les grandes villes jumelé à l'absence de formation en agriculture dans la Péninsule acadienne constitue un contexte peu propice pour accélérer le développement agricole sur son territoire (Beaudin, 2013 ; Collège communautaire du N.-B., s. d.). De même, l'absence d'un abattoir à proximité n'encourage pas l'essor de nouveaux producteurs de viande dans la région (Gouvernement du Nouveau-Brunswick, 2019).

D'ailleurs, cette notion de distance rappelle l'étendue du territoire et la dépendance à la voiture pour effectuer ses déplacements quotidiens (Cotnoir et Deroche, 2020). À la lumière des actions des municipalités de la Péninsule acadienne pour contribuer à diminuer les dérèglements climatiques, l'illusion s'installe comme si le besoin en richesses fossiles pouvait être résolu en faisant la promotion de la voiture électrique ou d'énergies renouvelables (Delattre, 2018, 9 mars). Les municipalités de la région paraissent encore aux prises avec le paradigme de croissance en accordant une confiance aveugle aux moyens technologiques pour pallier les problèmes environnementaux. Elles proposent peu de mesures de réduction énergétique à la source et ne semblent pas non plus stimuler ce changement de paradigme auprès de leurs citoyens (Institut de recherche sur les zones côtières, Robichaud et Aubé, 2009 ; Municipalité de Paquetville, YHC environnement et AFMNB, 2016 ; Ville de Caraquet, AFMNB et YHC environnement, 2018). Seule la Ville de Shippagan intègre davantage les citoyens dans ses efforts environnementaux (Institut de recherche sur les zones côtières et al., 2009). Néanmoins, les ressources limitées avec lesquelles les municipalités composent peuvent expliquer en partie ces incohérences face à la crise en cours (IPAA, 2017). Quelques municipalités ont établi un plan d'action pour réduire les GES dans le cadre du programme fédéral Partenaires pour la protection du climat (AFMNB, s. d.). Toutefois, peu d'entre elles ont les moyens nécessaires à l'interne pour veiller à l'application des recommandations de ces rapports (IPAA, s. d.). Le manque de vision péninsulaire quant aux enjeux environnementaux mène ainsi à des actions décousues, sans plan d'action global pour les soutenir. Cela se répercute aussi sur l'implication générale des commerçants de la région, plutôt faible, face à la crise écologique.

Sous un autre angle, les emplois de la Péninsule acadienne, de la pêche à la récolte de bleuets, dépendent eux aussi des énergies fossiles. Un retour à des pratiques simples à l'aide d'outils à faible technologie pourrait offrir une piste de solution à cet enjeu. Il suffit qu'on accepte des rendements moins élevés, tout en valorisant plutôt d'autres critères, comme la qualité du produit ou le bien-être des employés.

3.3 Opportunités pour la Péninsule acadienne en vue d'une rupture

Certaines conditions présentes dans la région peuvent constituer des opportunités permettant de d'encourager la préparation du territoire face aux ruptures. C'est particulièrement le cas de la demande d'offres d'emploi de la Péninsule acadienne qui peut se montrer favorable au développement de petites fermes en agriculture biologique (Emploi NB, 2018). D'une part, les marchés des fermiers et des initiatives de promotion des produits locaux, comme ceux de la coopérative Zeste Nord Est, améliorent l'accès à la vente de produits agricoles dans la région et sensibilisent les gens à soutenir les producteurs locaux. Le

retour en force des jardins individuels dans la Péninsule acadienne constitue notamment un facteur démontrant l'importance des produits locaux de qualité pour les citoyens. D'autre part, l'étendue du territoire peut devenir une force considérant les territoires vacants propices à l'agriculture. Les forêts qui la composent sont également une ressource renouvelable pour réduire la dépendance à l'électricité en utilisant la ressource ligneuse comme combustible.

Dans un autre ordre d'idées, le développement récent du réseau de pistes cyclables dans la Péninsule acadienne favorise l'engouement pour les déplacements à vélo. Même si le réseau a été créé majoritairement à des fins récréatives, ces installations ouvrent la porte à un enthousiasme plus marqué pour le vélo comme moyen de transport. Les commerces peuvent alors tirer avantage de cette tendance en installant des supports à vélo pour les clients sur deux roues devant leur bâtiment.

De plus, le RDÉE s'avère être une ressource importante dans la région pour soutenir le démarrage de nouveaux projets en préparation à une rupture. Les organismes qui soutiennent déjà une forme d'économie axée sur les valeurs sociales, comme le Centre de bénévolat de la Péninsule acadienne, sont également de bons propulseurs d'initiatives (Centre de bénévolat de la Péninsule acadienne, s. d.). Les modèles de ces organismes peuvent alors en inspirer d'autres, axés sur des activités en préparation aux ruptures. D'après les études passées en revue pour les fins de ce travail, les gens de la Péninsule acadienne semblent animés d'une volonté d'améliorer certaines composantes de leur vie afin de prendre davantage conscience des impacts de leurs activités quotidiennes sur le milieu naturel. D'ailleurs, le peuple acadien du nord-est du N.-B. s'est déjà relevé de plusieurs épreuves et dispose d'une forme de cohésion sociale qui pourra lui être bénéfique lors des ruptures (Beaudin, 1998).

3.4 Retour sur des initiatives à prioriser pour la Péninsule acadienne

Alors que les crises comme l'embargo de Cuba ou les guerres mondiales induisent généralement des changements de trajectoire draconiens (Cinner et al., 2018), le défi consiste toutefois à mettre en place des actions d'adaptation avant que survienne une rupture (Adger et al., 2009). L'incertitude relative aux impacts des bouleversements environnementaux sur le futur incitent la plupart des décideurs à remettre à plus tard les mesures d'adaptation lorsqu'ils devraient pourtant agir maintenant face à l'urgence (Stern, 2006). Pourtant, le faux dilemme de l'écologie et de l'économie mis en lumière par Tol (2018) illustre la corrélation positive entre la chute du PIB et l'augmentation de la température globale. Investir dès

maintenant pour établir des moyens d'atténuation réduira ainsi les dépenses financières et les conséquences à long terme.

Considérant les forces et les faiblesses de la Péninsule acadienne en ce qui a trait à sa préparation face aux bouleversements annoncés, certaines solutions s'avèrent plus propices que d'autres. En voici quelques-unes qui mériteraient d'être approfondies.

En premier lieu, introduire une politique d'aménagement durable du territoire pour les nouveaux développements afin qu'ils répondent à des critères de proximité et de mixité des usages peut constituer une façon concrète de poser une action pour réduire les futurs besoins en déplacement. Ensuite, faire revivre les centres communautaires délaissés en implantant des initiatives qui favorisent la cohabitation d'activités dans un même lieu offre un grand potentiel de renforcement social en proposant des services à proximité des centres des villes et villages. Les cuisines communautaires pour revaloriser les déchets alimentaires, les jardins communautaires, les espaces de travail collaboratif, les coopératives d'outils et de jouets pour enfants, les bibliothèques de semences, etc. sont tous des exemples de projet à suggérer à la communauté.

De plus, faire la promotion des outils low-tech et de la réduction énergétique dans nos maisons est une façon de diminuer progressivement notre dépendance aux produits fossiles. Même si les adaptations les plus marquées se réaliseront peut-être uniquement quand les gens n'auront plus le choix, ceux qui auront amorcé la transition pourront venir en aide aux autres.

De même, il faut faire place aux petites fermes en agriculture biologique pour tenter de dépasser les limites de ce qu'il est possible de produire dans la région et ainsi assurer la sécurité alimentaire, comme le prône Rebekka Frazer-Chiasson (2018). Il est nécessaire de revenir à des modèles de fermes à dimension humaine, lesquels sont les plus efficaces pour nourrir la planète d'après l'Organisation des Nations Unies (Graziano Da Silva, 2012). D'une part, l'augmentation de la production alimentaire peut s'orchestrer dans le milieu municipal par les jardins de propagande inspirés du mouvement *Incredible edible* au Royaume-Uni. Elle peut aussi être favorisée par la mise en place d'une politique agricole jumelée à un zonage protégeant les zones agricoles et par l'octroi de subventions pour les fermes en agriculture biologique. D'autre part, offrir de la formation agricole dans la région permettrait d'atteindre plus facilement cet objectif d'autonomie alimentaire dans la Péninsule acadienne.

Compte tenu des informations décrites au chapitre précédent, il semble délicat d'intégrer davantage de produits locaux dans les supermarchés des grandes chaînes comme Sobeys et IGA. Est-ce que des marchés d'alimentation locaux pourront éventuellement voir le jour sans le soutien de ces géants ? Cette solution de remplacement est difficile à imaginer considérant l'immense contribution de ressources, dont les nombreux fournisseurs, que proposent ces partenaires d'affaires (Dussereault, 2017). Toutefois, si les gens revenaient à des habitudes de consommation basées sur les récoltes propres à chaque saison et adaptaient leur alimentation en fonction des produits qu'il est possible de produire dans un rayon de quelques centaines de kilomètres au lieu des milliers actuels, cette idée pourrait avoir de meilleures chances de réussite. Cette possibilité pourrait même devenir une nécessité si l'on considère le contexte planétaire actuel et les différentes ruptures à venir. La promotion des produits locaux et la fierté de les récolter sur le territoire constituent un bon départ pour que les citoyens parviennent à concevoir la Péninsule acadienne comme une biorégion et un milieu de vie. Cela pourrait alors mener davantage au respect et à la valorisation de ses caractéristiques écologiques.

Enfin, des mesures participatives peuvent contribuer à effectuer un virage dans le paradigme politique dans la Péninsule acadienne et ainsi redonner aux citoyens la volonté de prendre part aux rouages politiques. Ceux-ci doivent exprimer davantage leur voix en se prévalant de leur droit de vote aux élections municipales, ou se proposer comme candidats. Toutefois, le travail de sensibilisation et d'éducation sur la crise écologique existante portera ses fruits lorsque le changement commencera à s'ancrer dans les mœurs. Si les gens ne font pas consensus sur l'urgence d'agir face à la situation, alors les élus reflèteront les valeurs du peuple et ne mettrons pas l'environnement dans leurs priorités. Plusieurs forces vives engagées seront essentielles afin d'opérer une mobilisation sans précédent pour faire bifurquer la trajectoire actuelle. Par exemple, l'implantation de politiques environnementales municipales peut contribuer au leadership nécessaire pour orienter ce mouvement écologique. D'ailleurs, considérant le contexte de la Péninsule acadienne, la CSRPA et le Forum des maires devraient, s'ils ne sont pas les auteurs de ce virement, épauler étroitement ses acteurs.

3.5 Faire sa part, tous ensemble

Servigne et al. (2018) soulèvent que le réflexe de certaines personnes face à la rupture peut se traduire par la volonté de pratiquer un mode de vie indépendant, hors des systèmes sociétaux en place pour subvenir à ses besoins. Mais tôt ou tard, le besoin d'entraide dans certaines situations mettra plutôt en lumière l'interdépendance entre les humains d'une même communauté. « Il y a un véritable travail d'hybridation à faire : des connexions tous azimuts, parmi les ruines du monde qui meurt (Servigne et al.,

2018). » À la lumière de ce qui précède, plusieurs solutions émergent et méritent d’être considérées. Même si cela peut sembler difficile à concevoir, plusieurs mesures s’avèrent plutôt simples à réaliser et à mettre en œuvre. En cherchant tous à imaginer autrement la suite du monde, ce n’est pas seulement le système planétaire qui en sortirait gagnant. La situation porte à croire que les citoyens de la Péninsule acadienne verraient également leurs liens sociaux se resserrer davantage (L. Fauteux⁸, entrevue, 10 mars 2020).

Ainsi, la réponse doit provenir de plusieurs fronts pour arriver à transformer petit à petit les défis en actions. Les élus, les commerçants et les citoyens doivent travailler ensemble vers un même objectif avec une vision commune, idéalement suivie de près par la CSR et le Forum des maires. Des mesures sont possibles à toutes les échelles. Néanmoins, sans engagements politiques (municipales ou provinciales) pour les chapeauter, les propositions énoncées dans ce travail sont plus difficilement réalisables. Les réussites pour accroître l’autonomie alimentaire et effectuer une baisse énergétique s’expriment plus aisément lorsque des initiatives sont intégrées à la politique municipale en place. C’est ce que le village d’Ungersheim en France a démontré par l’implication du maire et de la municipalité dans des initiatives de transition comme l’implantation d’une monnaie locale, d’un jardin biologique communautaire et d’un bâtiment écologique d’habitation communautaire (Legrain, 2018).

Par ailleurs, il faut des leaders, et plus de femmes, pour faire la promotion d’un nouveau paradigme qui repositionne le rôle de la nature et les processus écologiques dans nos vies. Les femmes détiennent une meilleure capacité pour comprendre la domination des humains sur la nature, notamment en raison du parallèle avec la domination des hommes sur les femmes (Basile, 2017). Joannie Thériault, coordonnatrice du programme de reprise entrepreneuriale pour les femmes francophones du RDÉE, remarque que les femmes du programme s’approprient le milieu des affaires d’une façon différente de celle des hommes. Plusieurs femmes entrepreneures se tournent vers l’économie sociale et orientent leurs activités de façon à respecter l’environnement (J. Thériault, entrevue téléphonique, 18 mars 2020).

Plusieurs initiatives foisonnent déjà dans la Péninsule acadienne en préparation à la rupture. Strelecky (2009) décrit comment, à la manière d’une tortue de mer, il est plus efficace d’avancer avec la vague et profiter du courant pour se propulser plus loin. Ainsi, il nous faut tous contribuer à alimenter cette vague dans la Péninsule acadienne en orientant les efforts dans la même direction. Les citoyens, les entreprises,

⁸ Lisa Fauteux est responsable de la direction et de la coordination chez l’organisme Vert Rivières

les organismes et les municipalités doivent montrer l'exemple et entretenir un discours cohérent pour s'engager face à la rupture. Initiatives de réduction énergétique, de jardinage biologique, d'alimentation locale ou d'organisation citoyenne, la réponse doit venir de plusieurs sources pour créer un sentiment d'entraînement et espérer gagner d'autres personnes au passage. Ensuite, il y a lieu d'espérer que « le mycélium grand[isse] tout seul et, très vite (Servigne et al., 2018). » Ce nouveau souffle sur la Péninsule acadienne pourrait d'ailleurs contribuer à retenir les jeunes dans la région, puisque nombreux sont-ils à se préoccuper de l'avenir de leur milieu de vie (Groupe d'étudiants du baccalauréat en développement durable et zones côtières de l'Université de Moncton, Campus de Shippagan et jeunes de la Polyvalente WAL de Tracadie-Sheila, activités de discussion, 16 janvier et 5 février 2020).

3.6 Oui, c'est possible.

À l'époque de la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement américain a pris position sur la crise alimentaire qui faisait rage en faisant la promotion des Jardins de la victoire. En réalisant la culture de fruits et légumes chez eux, les citoyens ont participé à l'atténuation de cette crise en changeant le cours des choses (Endres et Endres, 2009). De même, l'exemple de réaction du gouvernement et des citoyens face à la crise de la COVID-19 nous permet de voir que des changements peuvent être apportés rapidement si une réelle volonté est démontrée. Les instances politiques peuvent ainsi mettre en place des mesures très efficaces pour amorcer un mouvement fort de la population.

La pandémie de la COVID-19 affecte le quotidien de la majorité des gens autour de la planète depuis le début de 2020 (Agence France-Presse, 2020d ; Sohrabi et al., 2020). Le gouvernement a rapidement mis en place diverses mesures pour prévenir l'escalade de la crise au Nouveau-Brunswick, dont la distanciation sociale et l'arrêt des activités des entreprises non essentielles (La presse canadienne, 2020). Ces consignes, similaires dans plusieurs endroits autour du monde, ont bouleversé les sociétés en limitant les sorties et les activités économiques, provoquant une baisse économique sans précédent depuis la Grande Dépression (Agence France-Presse, 2020 c). Les mesures sévères mises en place par les instances gouvernementales dans plusieurs pays, même si elles sont difficiles à accepter pour certains, semblent néanmoins légitimes pour la grande majorité des gens et des gouvernements locaux en raison des conséquences mortelles encourues à court terme (Agence France-Presse, 2020b ; Agence QMI, 2020). Cela dit, ce que cette crise sanitaire révèle c'est que la planète tout entière peut mettre ses efforts de concert pour combattre une menace contre l'humanité. Alors que l'immense couverture médiatique de la COVID-19 fait état des morts un peu partout dans le monde de façon exhaustive, on peut se demander pourquoi

les millions de morts causés par la pollution atmosphérique chaque année ne font pas l'objet d'une telle couverture (Lelieveld et al., 2019, 2020).

Ces deux exemples illustrent la faisabilité d'une réponse globale face à une crise. Le pouvoir que la politique détient en préparation aux conséquences des ruptures est également mis en lumière. Malgré le pouvoir d'action considérable des gouvernements face à la crise environnementale, ce changement de cap ne se fera pas uniquement par le haut. Comme soulevé précédemment, les instances politiques représentent la volonté des citoyens. C'est donc le rôle de la société de se prononcer sur le type de monde dans lequel elle souhaite vivre et à elle de poser des gestes en ce sens.

3.7 Convivialité, audace, sobriété et décroissance

Les moyens énoncés dans ce travail peuvent proposer un nouveau paradigme aux générations actuelles afin de conserver des richesses naturelles pour les prochaines et assurer la viabilité de la Péninsule acadienne à long terme. D'après le concept d'Olson (1971), les Occidentaux sont tous, à un certain degré, des passagers clandestins de notre environnement. Nous profitons tous d'une certaine manière de la planète, que ce soit en prenant l'avion quelques fois par années, en consommant des steaks sur une base hebdomadaire, en s'achetant des vêtements dernier cri ou en investissant dans des marchés financiers prometteurs. Néanmoins, il est possible de profiter de notre privilège d'habiter sur cette planète, tout en honorant et en respectant la vie sur Terre. Les Premières Nations avaient tissé, dans leur quotidien, un lien de respect, empreint de confiance, envers la terre et les écosystèmes grâce à leurs connaissances ancestrales (Rankin, 2016). Il s'agit donc de changer certaines pratiques pour en adopter de nouvelles afin de créer un futur plus reluisant que celui annoncé. Limiter la consommation d'énergie, prioriser l'alimentation locale et l'agriculture biologique à petite échelle, protéger les écosystèmes et assurer le maintien des processus écologiques, renouveler les acquis politiques : les orientations à prendre peuvent se présenter sous diverses formes.

Mais, chaque individu n'agit bien souvent que dans son propre intérêt, et ne contribue donc pas à préserver les richesses naturelles. Puisque celles-ci sont considérées comme des biens communs et que les États ne s'entendent pas sur un mode de régulation universel, ces biens ont de fortes chances d'être anéantis si l'on ne change pas rapidement la trajectoire (Le Roy, 2013 ; Olson, 1971). Jumelée aux moyens exposés dans ce travail, la promotion de la sobriété comme mode de vie pourrait jouer un rôle dans l'atténuation des impacts environnementaux et préparer les citoyens de la Péninsule acadienne à vivre dans une sobriété forcée quand ce sera le temps. Alors que certaines mesures peuvent sembler

restrictives, la simplicité volontaire propose une façon plus douce d'arrimer nos modes de vie de façon à respecter la nature et les besoins sociaux (Mongeau, 2007). Thoreau (1922), en décrivant sa vie dans les bois, en retrait de la société, donnait déjà une conception idyllique à une vision simpliste de la vie. Il vivait en harmonie avec la nature par ses propres moyens, ce qui lui permettait de s'ancrer profondément dans le sens de son existence. Même Gandhi parlait de la simplicité volontaire comme d'une « restriction compatible avec le confort » (Gamblin, 2019). Ce confort, en déviant de sa définition matérielle habituelle, pourrait ainsi trouver un sens plus profond. Pourrait-il par exemple s'agir du bonheur, cet état d'esprit si difficile à trouver de nos jours ? Les gens doivent être convaincus que ce virage leur offre des bienfaits à court terme pour qu'ils adoptent ce nouveau paradigme. Le jardinage, la fabrication d'objets artisanaux, la réduction au minimum de l'utilisation d'outils de haute technologie, la diminution des heures de travail... Ce mode de vie nouveau pourrait-il, en plus d'être bénéfique pour la planète, venir soulager les maux des temps modernes ?

De toute évidence, pour parvenir à l'autonomie alimentaire et vivre plus sobrement, il faut libérer du temps dans le quotidien effréné des gens. Entre travail, famille et dodo, les possibilités sont minces pour commencer à s'adonner au jardinage ou encore s'impliquer en politique municipale. Cette sphère à l'extérieur du modèle économique doit alors être valorisée davantage si l'on souhaite offrir un nouveau visage à notre société. Comme l'illustre Durand-Folco, (2013), il faut s'affranchir progressivement du rapport de force habituel concernant le travail, afin de laisser plus de place aux activités en périphérie du système économique traditionnel, soit l'implication communautaire locale, la coopération citoyenne ou le temps en famille.

Comme le conçoit Barreau (2020), il n'existe pas de « réalités » économiques, mais uniquement des réalités physiques, comme la hausse de CO₂ dans l'atmosphère et le déclin de la biodiversité. L'économie est donc une convention que la société s'est donnée pour créer et hiérarchiser la richesse et les besoins. Selon Gorz (1992), quand le critère de rendement maximal économique n'aura plus préséance sur les décisions publiques et individuelles, la société pourra voir le début de la fin du capitalisme. La diminution de la croissance économique n'engendre pas nécessairement l'augmentation des inégalités, comme le démontrent Jackson et Victor (2016). Au contraire, un paradigme économique où la croissance n'est pas l'objectif principal pourrait même apporter des bienfaits au système financier à certaines conditions, d'après Ruhlmann (2018). Ces arguments rejoignent les discours décroissancistes prisés par plusieurs auteurs (Kallis, Kerschner et Martinez-Alier, 2012 ; Latouche, 2019). Ancrée dans l'action collective des

citoyens, cette vision prend aussi part à l'amorce d'une révolution écosocialiste contre le capitalisme fossile et le point de rupture des systèmes planétaires (Angus, 2018).

Le modèle d'économie mixte adopté par les Acadiens du nord-est du Nouveau-Brunswick dans les années 1980 peut aussi offrir une piste vers un ancien paradigme, oublié, qui a permis aux citoyens de la Péninsule acadienne de conserver un équilibre économique et social pendant une longue période. Ils ne tiraient pas autant de revenus bruts de la pêche que leurs voisins de la côte plus à l'ouest. Néanmoins, ils arrivaient à concilier l'agriculture et la pêche de façon à en toucher un revenu, mais aussi à s'assurer une subsistance. (Clarke, 2005) Cette disposition à s'autosuffire n'a pas une valeur économique très élevée, mais comporte une valeur inestimable d'un point de vue humain. Le fait de pouvoir apporter de la nourriture sur la table n'a-t-il pas une plus grande valeur que d'obtenir un revenu monétaire de la vente de poisson ? Au lieu de dépendre d'un système d'approvisionnement alimentaire basé sur des aliments produits à plus de milliers de kilomètres, quoi de mieux que de pouvoir transférer directement ses aliments du champ à l'assiette ?

D'ailleurs, à la lumière des propositions politiques alternatives décrites dans le chapitre précédent, non seulement la Péninsule acadienne devrait avoir l'audace de se doter de paliers politiques transversaux pour faire le pont entre la politique municipale et la politique provinciale, mais elle devrait également encourager le militantisme et la prise de position citoyenne afin de proposer d'autres paradigmes politiques. Oser dire tout haut ce que les gens pensent tout bas. Cette prise de parole et d'idées nouvelles sur la place publique permettra d'ouvrir la fenêtre d'Overton du discours politique actuel.

En plein cœur de la crise de la COVID-19, les gens doivent renoncer à plusieurs libertés individuelles en demeurant à la maison afin de réduire l'ampleur de la crise et espérer sauver des vies. Des mesures gouvernementales et individuelles sans précédent ont été mises en place partout autour du monde (Agence France-Presse, 2020 ; Sohrabi et al., 2020). Par ailleurs, la crise écologique est d'une envergure encore plus grande que celle de la COVID-19 si l'on considère le nombre de personnes gravement affectées par année autour du globe en raison des perturbations climatiques, que ce soit à cause des chaleurs extrêmes ou de la pollution atmosphérique (Lelieveld et al., 2019). Dans ce contexte, une question se pose : pourquoi les gens ne sont-ils pas prêts à se priver de certaines libertés, de manière moins stricte que nous l'impose la situation de la COVID-19, pour renverser la crise écologique et sauver des vies humaines ? Ce sont des questions que les gens de la Péninsule acadienne doivent se poser avec attention

afin de se munir d'une vision commune sérieuse et cohérente en vue des ruptures à venir. La Péninsule acadienne doit adopter un nouveau paradigme pour créer une société qui respecte les limites planétaires et subvient aux besoins fondamentaux des citoyens. Même si elle n'est pas en mesure de pouvoir de changer le monde, son territoire sera préparé à faire face à la rupture et pourra peut-être inspirer d'autres régions à imiter son leadeurship.

CONCLUSION

Les scientifiques et les experts sont unanimes : des changements profonds doivent s'orchestrer à une échelle planétaire si l'on veut espérer un avenir paisible dans les années à venir. Il ne s'agit pas uniquement de se préoccuper des générations futures, mais aussi de la civilisation actuelle. Les conséquences des variations climatiques, l'épuisement des richesses naturelles, la déplétion des réserves d'énergies fossiles, la perte de biodiversité et des écosystèmes ainsi que les conflits sociopolitiques forment un mélange hautement toxique pour la viabilité de la planète et de ses habitants. Ce travail a jeté les bases de pistes de solutions pour l'adaptation de la Péninsule acadienne en vue d'une rupture, compte tenu de ces événements. Plus particulièrement, les questions d'autonomie alimentaire, des besoins énergétiques et du rôle politique au sein de la crise en cours ont fait l'objet d'une analyse adaptée au contexte et aux réalités connues du territoire. Le diagnostic systémique effectué dans cet essai démontre que plusieurs initiatives progressent dans la Péninsule acadienne afin de contribuer à la préparation face à une rupture. Néanmoins, il a été possible de constater que la crise environnementale et la rupture annoncée ne sont pas encore considérées avec le sérieux et la rigueur qu'on devrait leur accorder.

Ce faisant, l'autonomie alimentaire est sans nul doute le domaine qui présente déjà plusieurs réalisations concrètes à son actif et détient des bases solides pour pouvoir éventuellement supporter les résidents de la Péninsule acadienne en cas de rupture. Cela est notamment dû aux nombreux organismes et citoyens engagés qui comprennent l'importance de produire des denrées à une échelle locale et d'assurer des circuits courts. L'essor des jardins individuels et communautaires, le démarrage de fermes en agriculture biologique, la Coopérative Zeste Nord Est, le Regroupement des jardiniers écologiques de la Péninsule acadienne... : ce foisonnement d'initiatives crée un cocktail haut en couleur et en espoir pour un objectif d'autonomie alimentaire sur le territoire. Cependant, le gaspillage alimentaire demeure un fléau dans la région et ne compte pas encore beaucoup de combattants pour s'y attaquer. La production de viande est également l'un des maillons faibles dans les efforts pour atteindre l'autonomie alimentaire sur le territoire.

D'un point de vue énergétique, la dépendance aux énergies fossiles paraît plus difficile à résoudre dans la Péninsule acadienne. Considérant le rôle de la voiture dans les déplacements quotidiens et l'impasse réglementaire et technique que pose l'enjeu de l'autonomie énergétique du territoire, les actions pour régler la situation actuelle en prévision d'une rupture semblent devoir provenir d'un palier supérieur à la Péninsule acadienne pour apporter des changements substantiels. Cela dit, l'importance de la réduction énergétique sur le plan individuel et collectif ne doit pas être mise de côté. Un changement de paradigme

pour limiter au minimum les besoins énergétiques du territoire devrait être prioritaire avant de s'attaquer à la question du type de source d'énergie requise. En cas de rupture, les citoyens seraient plus préparés à faire face à une pénurie d'énergie fossile s'ils utilisaient déjà peu cette source d'énergie.

Sur le plan politique, les municipalités représentent un palier de pouvoir intéressant afin de proposer un leadership en préparation à la rupture dans la Péninsule acadienne. Alors que certaines municipalités affichent déjà un certain engagement quant à la crise environnementale, les efforts ne correspondent pas correctement à une réponse appropriée à la rupture. Comme plusieurs exemples le démontrent dans le monde, leur pertinence dans la préparation à la rupture est essentiel pour orchestrer une réaction globale et solide. La CSRPA et le Forum des maires de la Péninsule acadienne sont aussi des instances importantes quant à la prise de décision du territoire, et elles devraient accentuer leur leadership en ce qui concerne la préparation à la rupture.

Les mesures et les initiatives analysées dans le deuxième chapitre ont été adaptées au contexte de la Péninsule acadienne et peuvent présenter des pistes de solutions pour réaliser concrètement un changement de paradigme sur le territoire. Comme soulevé dans le dernier chapitre, ces actions doivent s'opérer à des échelles globales, individuelles et politiques afin de pouvoir s'ancrer profondément dans la culture et les mœurs de la région et ainsi présenter des résultats significatifs à long terme. De plus, il s'est avéré qu'un leadership accru du monde municipal et de la CSRPA pourrait parvenir à l'aboutissement de nombreuses initiatives édifiantes. C'est le cas de l'implantation de politiques d'aménagement du territoire, notamment, pour favoriser la mixité des services de proximité et l'essor de fermes en agriculture biologique. Les municipalités peuvent insuffler un premier élan crucial à cette préparation, de manière à ce que les citoyens et les entreprises leur emboîtent aussi le pas.

Enfin, les éventualités abordées dans cet essai n'ont pas la prétention de dicter une trajectoire ni de se définir comme la solution exacte aux enjeux complexes que représentent l'épuisement des richesses et les dérèglements climatiques sur nos sociétés. Au contraire, ce travail cherche plutôt à inspirer et à guider les acteurs de la Péninsule acadienne vers une fenêtre de solutions à échelle humaine applicables au sein de son territoire. En plein cœur du système planétaire complexe mondialisé, industrialisé et politisé dont nous faisons partie, les changements peuvent parfois être difficiles à imaginer et à mettre en œuvre. Toutefois, nous devrions, à la manière d'Hopkins (2010), ne pas nous « contenter d'exiger le changement que nous souhaitons [mais plutôt] construire à petite échelle, dans nos vies quotidiennes, le genre de

changement que nous voulons voir ». Même si certains concepts avancés dans cet essai peuvent paraître utopistes, le fait de tout simplement les aborder permet alors d'ouvrir la fenêtre de ce qui est possible. Ce travail propose des réflexions non seulement sur la base de ce qui est, mais aussi de ce qui pourrait façonner la réalité de la Péninsule acadienne dans les prochaines années. À la manière des utopies concrètes (Wright, 2013), il tente de tisser des liens entre le rêve d'un monde en harmonie avec la nature et les humains, et la mise en œuvre active d'initiatives.

Peu d'études font l'objet d'une analyse qui porte sur la préparation communautaire à une rupture telle qu'elle est définie dans cet essai. Comme annoncé initialement, la méthodologie qui a été proposée au long de ce travail est nouvelle et comporte très peu de repères similaires dans la documentation. De même, il s'est avéré que les moyens de préparation à une rupture ne font pas consensus autour du monde et que plusieurs angles peuvent être abordés pour envisager un changement de paradigme. Néanmoins, peu importe les mesures adoptées, un caractère essentiel au succès de ce mouvement demeure la volonté d'action, qu'elle soit politique, communautaire ou individuelle. Il est aussi souhaitable que les conclusions émanant de ce travail soient considérées avec sérieux et rigueur par les femmes, les hommes, entrepreneures, décideurs, penseuses, écrivains, agricultrices, ingénieurs, enseignantes, comptables, boulangères, et tous ceux qui osent espérer une Péninsule acadienne à la hauteur de ce qu'elle peut leur apporter, à condition d'avoir l'audace de lui donner ce qu'elle mérite.

Par-delà les actions menées dans la Péninsule acadienne et la bonne volonté des militants écologistes et des citoyens engagés autour du monde, une réponse mondiale à la crise doit émerger rapidement pour changer la trajectoire actuelle. Les pistes de solutions abordées dans cet essai, au vu de la Péninsule acadienne, concernent en même temps l'humanité tout entière. Elle-même doit sortir de son confort et s'éloigner du statu quo pour espérer se préparer à la rupture et non la subir. Puisqu'elle arrivera forcément, tôt ou tard. Nous sommes en équilibre précaire sur une crête épineuse et nul ne sait de quel côté nous allons basculer. D'un côté comme de l'autre, un retour en arrière est impossible et le monde tel que l'on connaît ne sera bientôt plus disponible. C'est une page qui se tourne sur un monde encore inconnu. Il nous faut alors le réinventer et le transformer afin de parvenir à un nouvel équilibre viable pour toutes les générations à venir.

LISTE DES RÉFÉRENCES

- Abou Zahr Diaz, M., Alawiyeh, M. A. et Ghaboura, M. (2019). *Depletion of the land resources and its effect on the environment*. S. Glagolev (dir.), Communication présentée au 14th International Congress for Applied Mineralogy (ICAM2019), (p. 443-444).
- Abraham, Y.-M., Marion, L. et Philippe, H. (2011). *Décroissance versus développement durable : débats pour la suite du monde*. Montréal, Québec : Écosociété.
- Acadie Nouvelle. (2019, 7 mai). Regroupements : le gouvernement doit en faire plus, selon l'AFMNB. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2019/05/07/regroupements-le-gouvernement-doit-en-faire-plus-selon-lafmnb/>
- Adaptation PA. (s. d.). Ce que l'on observe déjà. *Projet Adaptation Péninsule Acadienne*. Repéré à <https://adaptationpa.ca/fr/erosion-et-inondation/ce-qu-on-observe-deja>
- Adger, A. N., Dessai, S., Goulden, A., Lorenzoni, I., Nelson, D. R. et Wreford. (2009). Are there social limits to adaptation to climate change? *Climatic Change*, 93(3-4), 335-354.
- AFMNB. (s. d.-a). *Feuille de route : pleine municipalisation* (Recommandations). Petit-Rocher, N-B. : auteur. Repéré à https://www.afmnb.org/images/Feuille_de_route_Pleine_municipalisation.pdf
- AFMNB. (s. d.-b). Mission et mandat - AFMNB. Repéré à <https://www.afmnb.org/a-propos/mission-et-mandat>
- Agence France-Presse. (2020a, 14 janvier). Brésil : augmentation de 85% de la déforestation en Amazonie en 2019. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/202001/14/01-5256804-bresil-augmentation-de-85-de-la-deforestation-en-amazonie-en-2019.php>
- Agence France-Presse. (2020b, 21 mars). Coronavirus : la planète en confinement. *Radio-Canada*. Radio-Canada.ca. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1679679/covid-19-confinement-centaines-millions-planete>
- Agence France-Presse. (2020c, 9 avril). COVID-19 : « les pires conséquences économiques depuis la Grande Dépression », dit le FMI | Coronavirus. *Radio-Canada.ca*. Radio-Canada.ca. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1692403/fmi-pires-consequences-economiques-grande-depression-georgieva>
- Agence France-Presse. (2020d, 12 avril). COVID-19 : le bilan mondial dépasse les 112 000 morts. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/international/202004/12/01-5269016-covid-19-le-bilan-mondial-depasse-les-112-000-morts.php>
- Agence QMI. (2020, 23 mars). Confinement national? *TVA Nouvelles*. Repéré à <https://www.tvanouvelles.ca/2020/03/23/confinement-national>
- Ahtiainen, H., Liski, E., Pouta, E., Soini, K., Bertram, C., Rehdanz, K., ... Meyerhof, J. (2019). Cultural ecosystem services provided by the Baltic Sea marine environment. *Ambio*, 48(11), 1350-1361.
- Aliments du Québec. (2020). Notre organisation - Aliments du Québec. Repéré à <https://www.alimentsduquebec.com/fr/notre-organisation/>
- Anctil, G. (2019, 28 septembre). Amsterdam, où le vélo est roi. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/vivre/voyage/563505/voyage-amsterdam-ou-le-velo-est-roi>

- Angus, I. (2018). *Face à l'antropocène : le capitalisme fossile et la crise du système terrestre* (2^e éd.). Montréal, Québec : Écosociété.
- Antidote. (s. d.-a). Définition : naturel.
- Antidote. (s. d.-b). Définition : richesse.
- Antidote. (s. d.-c). Définition : rupture.
- Arezki, M. R., Jakab, Z., Laxton, M. D., Matsumoto, M. A., Nurbekyan, A., Wang, H. et Yao, J. (2017). *Oil prices and the global economy*. International Monetary Fund.
- Association francophone des municipalités du N.-B. (s. d.). Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick - AFMNB. Repéré à <https://www.afmnb.org/>
- Aubé, M. et Hébert, C. (2014). *Accompagnement de communautés de la Péninsule acadienne dans la planification de l'adaptation aux changements climatiques* (Rapport de recherche). Shippagan, N.-B. : Institut de recherche sur les zones côtières inc.
- Auzanneau, M. (2015, 6 avril). Richesses et turpitudes au pays de l'or noir. *Le Monde.fr*. Repéré à https://www.lemonde.fr/idees/article/2015/04/06/richesses-et-turpitudes-au-pays-de-l-or-noir_4610170_3232.html
- Bach, L. et Lhuillery, S. (1999). Recherche et externalités : tradition économique et renouveau. *Innovations et performances*, 339-367.
- Bálint, M., Domisch, S., Engelhardt, C. H. M., Haase, P., Lehrian, S., Sauer, J., ... Nowak, C. (2011). Cryptic biodiversity loss linked to global climate change. *Nature Climate Change*, 1(6), 313-318.
- Bardi, U. (2019). Peak oil, 20 years later: Failed prediction or useful insight? *Energy Research & Social Science*, 48, 257-261.
- Barreau, A. (2020). *Peut-on penser le monde de demain ?* Grenoble, France. Repéré à https://www.facebook.com/aurelien.barrau/videos/2965479760197351/?__tn__=%2CdCH-R&eid=ARDV3DkYG2J5V-_suRvC_951UuFDnsYb5s8fZvRuf0WD_qYZuvG4CfNltkVWqE-wEHeiuykVs40vw8eZ&hc_ref=ARSG0oC4GGigrgqm-s7yaLd4JI054VjE0n9et9UkoZ4P1IT1eKgAhGaYTtZlvFehF-E&fref=nf
- Basile, S. (2017). *Le rôle et la place des femmes Atikamekw dans la gouvernance du territoire et des ressources naturelles*. Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, Abitibi-Témiscamingue.
- Baumann, M., Israel, C., Piquer-Rodríguez, M., Gavier-Pizarro, G., Volante, J. N. et Kuemmerle, T. (2017). Deforestation and cattle expansion in the Paraguayan Chaco 1987–2012. *Regional Environmental Change*, 17(4), 1179-1191.
- Beaudin, M. (1998). L'industrie des pêches dans la Péninsule acadienne : son profil, sa dynamique et sa capacité à soutenir l'économie régionale. *Institut canadien de recherche sur le développement régional*, 168.
- Beaudin, M. (2013). Profil, perceptions et attentes des jeunes migrants et non-migrants de la Péninsule acadienne, au Nouveau-Brunswick. *Minorités linguistiques et société*, (2), 45-63.
- Beaudoin, F. (2018, 22 mars). L'industrialisation du bio : dérive ou nécessité? *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1089520/agriculture-bio-biologique-industrialisation-exportation-derive-necessite-espagne-roumanie-quebec>

- Beaugrand, G. et Goberville, E. (2010). Conséquences des changements climatiques en milieu océanique. *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, (Hors-série 8). Repéré à <http://journals.openedition.org.ezproxy.usherbrooke.ca/vertigo/10143>
- Beaulieu, C. (2008, 27 mars). Dictature de Loblaw, Sobey's et Metro | L'aut'journal. Repéré à <http://lautjournal.info/20080327/dictature-de-loblaw-sobeys-et-metro>
- Bénard, C., Blanchette-Sarrasin, A. et Pozzi, A. (2019). Biais cognitifs face aux changements climatiques, 3.
- Beniak, E. (1989). *Le Français canadien parlé hors Québec : aperçu sociolinguistique*. Presses Université Laval.
- Bérard-Chagnon, J. et Statistique Canada. (2016). *Les compétences en littératie chez les francophones du Nouveau-Brunswick : enjeux démographiques et socioéconomiques*. Repéré à http://epe.lac-bac.gc.ca/100/201/301/weekly_acquisitions_list-ef/2016/16-39/publications.gc.ca/collections/collection_2016/statcan/89-657-x2016001-fra.pdf
- Berr, É. et Diemer, A. (2016). De l'écodéveloppement au Buen Vivir, ou comment replacer les savoirs locaux au cœur des processus de coopération décentralisée dans les pays du Sud. *Mondes en développement*, 175(3), 23.
- Bertoni, D., Aletti, G., Ferrandi, G., Micheletti, A., Cavicchioli, D. et Pretolani, R. (2018). Farmland use transitions after the CAP greening: A preliminary analysis using markov chains approach. *Land Use Policy*, 79, 789-800.
- Bihouix, P. (2019). Start-up nation? Non, low-tech nation! *Socialter*, (6).
- Blanchard, L. (2019). « Rien faire, sauf protester ». Vraiment! *Acadie Nouvelle*, 9829(9829), 18.
- Bouchard, S. (2020, 23 février). Zeste Nord-Est veut faciliter l'accès aux saveurs locales. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1536477/achat-produits-locaux-producteurs-nouveau-brunswick-nord-est-alimentation-locale>
- Boudreau, M. (2016, 6 juillet). De plus en plus de gens se tournent vers le jardinage dans la Péninsule acadienne. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/791460/nouveau-brunswick-peninsule-acadienne-jardinage-legumes>
- Bouzouina, L., Nicolas, J.-P. et Vanco, F. (2013). Évolution des émissions de CO2 liées aux mobilités quotidiennes : une stabilité en trompe l'œil. *Recherche Transports sécurité*, 2011(02), 128-139.
- BP. (2019). *BP Statistical review of world energy 2019* (Rapport statistique). London, United Kingdom : auteur. Repéré à <https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/statistical-review/bp-stats-review-2019-full-report.pdf>
- Bromilow, R. H., Evans, A. A., Nicholls, P. H., Todd, A. D. et Briggs, G. G. (1996). The effect on soil fertility of repeated applications of pesticides over 20 Years. *Pesticide Science*, 48(1), 63-72.
- Brooks, J. (2018). *Sécurité alimentaire, durabilité et objectifs de développement durable*. Paris, France : Édition OCDE.
- Bruegel, M. et Stanziani, A. (2004). Pour une histoire de la « sécurité alimentaire ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 51-3(3), 7.
- Brunel, P. A. (2015). Réduire notre dépendance au pétrole : la danse du cobra, 2(6), 11.

- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. (2019). Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. *BAPE*. Repéré à <https://www.bape.gouv.qc.ca/fr/>
- Buy Local NB. (2017, 15 mars). About Us. *Buy Local NB*. Repéré à <https://buylocalnb.ca/about-us/>
- Buy Local NB. (2020). ALOHA Café-Boutique – Buy Local NB. Repéré à <https://buylocalnb.ca/fr/places/lameque/aloha-cafe-boutique/>
- Cabello, J. J., Garcia, D., Sagastume, A., Priego, R., Hens, L. et Vandecasteele, C. (2012). An approach to sustainable development: The case of Cuba. *Environment, Development and Sustainability*, 14(4), 573-591.
- Campbell, C. J. et Laherrère, J. H. (1998). The end of cheap oil. *Scientific American*, 278(3), 78-83.
- Campbell, D. (2018). *La Péninsule acadienne en 2030* (Recommandations). Nouveau-Brunswick : Conseil multiculturel du Nouveau-Brunswick. Repéré à <https://static1.squarespace.com/static/5abbdc0136099b63f9d21859/t/5ae8f27c70a6addc96d22851/1525216006388/La+P%C3%A9ninsule+acadienne+en+2030.pdf>
- Canguilhem, G. (1981). *Idéologie et rationalité dans l'histoire des sciences de la vie : nouvelles études d'histoire et de philosophie des sciences* (2e éd.). Paris, France : Vrin.
- Caron, D. (2014, 5 mai). Caraquet passe le MICRO à ses citoyens. Repéré à <https://www.pressreader.com/canada/acadie-nouvelle/20140505/281655368086653>
- Caron, D. (2018, 21 mars). Des fruits frais à l'année à Lamèque. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2018/03/21/des-fruits-frais-a-lannee-a-lameque/>
- Caron, D. (2019a, 20 février). Une pétition pour dissoudre la Municipalité régionale de Tracadie. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2019/02/20/une-petition-pour-dissoudre-la-municipalite-regionale-de-tracadie/>
- Caron, D. (2019b, 26 mars). Feu vert à la construction d'une nouvelle coopérative à Paquetville. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2019/03/26/feu-vert-a-la-construction-dune-nouvelle-cooperative-a-paquetville/>
- Caron, D. (2019c, 30 octobre). Saint-Léolin : la ferme verticale est maintenant réalité. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2019/10/30/saint-leolin-la-ferme-verticale-est-maintenant-realite/>
- Caron, D. (2019d, 1 décembre). «Un heureux problème» pour la nouvelle ferme verticale de Saint-Léolin. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2019/12/01/un-heureux-probleme-pour-la-nouvelle-ferme-verticale-de-saint-leolin/>
- Caron, D. (2020, 3 mars). Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique : Shippagan s'ajoute à la liste. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2020/03/03/declaration-citoyenne-universelle-durgence-climatique-shippagan-sajoute-a-la-liste/>
- Castadère, M. (2016, 15 octobre). Le Nouveau-Brunswick veut favoriser les regroupements municipaux. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/808862/acadie-loi-municipalites-nouveau-brunswick>
- Ceballos, G., Ehrlich, P. R. et Dirzo, R. (2017). Biological annihilation via the ongoing sixth mass extinction signaled by vertebrate population losses and declines. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 114(30), E6089-E6096.

- Cégep de Victoriaville. (2020). Institut national d'agriculture biologique. *Cégep de Victoriaville*. Repéré à <https://www.cegepvicto.ca/institut-national-agriculture-biologique/>
- Centre de bénévolat de la PA. (s. d.). CBPA. Repéré à <http://www.cbpa.ca/contenu.cfm?id=28>
- Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services. (2016). *Analyse du cycle de vie comparative des impacts environnementaux potentiels du véhicule électrique et du véhicule conventionnel dans un contexte d'utilisation québécois* (Rapport de recherche). Montréal, Québec : auteur.
- Charbonnier, P. (2019). Splendeurs et misères de la collapsologie. *Revue du Crieur*, 13(2), 88-95.
- Chénier, S. (2019, 24 juillet). Greta Thunberg et l'éveil populaire. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/559286/climat-greta-thunberg-et-l-veil-populaire>
- Chérèque, F. et Roman, J. (2009). Environnement, social et économie : surmonter les dilemmes. *Esprit*, Décembre(12), 110.
- Chiffoleau, Y. et Prevost, B. (2012). Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires. *Noréis. Environnement, aménagement, société*, (224), 7-20.
- Chiroleu-Assouline, M. (2011). La fiscalité environnementale, instrument économique par excellence. *Revue française de finances publiques*, 17-25.
- Chouinard, O., Guillemot, J. et Leclerc, A. (2014). Coopérative d'énergie renouvelable de Lamèque : partenariat, concertation et acceptabilité sociale. *Chaire des caisses populaires acadiennes en gestion des coopératives*, 46.
- Chouinard, O., Leclerc, A., Beaudin, M., Martin, G. et Donovan-Vinagbe, P. (2011). Contribution de la coopération, de l'économie sociale et des entreprises collectives dans le développement territorial des Îles Lamèque et Miscou en Acadie du Nouveau-Brunswick. *Revue de l'Université de Moncton*, 41(1), 49-81.
- Chrétien, D. (2010, 18 mars). Manger québécois : la grande illusion. *L'actualité*. Repéré à <https://lactualite.com/societe/manger-quebecois-la-grande-illusion/>
- Cielo Glamping Maritime. (2020). Boutique. *Cielo Glamping*. Repéré à <https://www.glampingcielo.com/checkout>
- CinéVaste. (2016). L'oeuf et la poule. *Vimeo*. Repéré à <https://vimeo.com/130345769>
- Cinner, J. E., Adger, W. N., Allison, E. H., Barnes, M. L., Brown, K., Cohen, P. J., ... Morrison, T. H. (2018). Building adaptive capacity to climate change in tropical coastal communities. *Nature Climate Change*, 8(2), 117-123.
- Clarke, P. D. (2005). Pêche et identité en Acadie : nouveaux regards sur la culture et la ruralité en milieu maritime. *Recherches sociographiques*, 39(1), 59-101.
- Cléach, O., Deruelle, V. et Metzger, J.-L. (2015). Les "tiers lieux", des microcultures innovantes ? *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 46(46-2), 67-85.
- Clean Energy Canada. (2017). *Mining for clean energy: How the global rise of solar power will drive demand for canadian metals and minerals*. Repéré à <https://www.deslibris.ca/ID/10094656>
- Clouâtre, C., Primeau, R., Desilets, A., Patrick, M. et McKenzie, A. (2003). *L'établissement des fiducies foncières agricoles et de leur futur potentiel au Québec* (Rapport de recherche). Montréal, Québec : Équiterre.

- Club cycliste de Tracadie. (2020). À propos du Club Cycliste de Tracadie. *Tracadie*. Repéré à <https://www.clubcyclistetracadie.com>
- Coalition Solidarité Populaire Saguenay-Lac-Saint-Jean. (2015). *Répertoire d'initiatives municipales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Saguenay-Lac-Saint-Jean, Québec : Conférence régionale des élus. Repéré à <http://www.mrcdemaria-chapdelaine.ca/donnees/media/fichiers/actualite/Repertoire%20SP02.pdf>
- Cochet, Y. (2020). *Yves Cochet, ex-ministre de l'Environnement prêt pour l'effondrement*. France : Brut. Repéré à <https://www.facebook.com/brutofficial/videos/2609743555741337/UzpfSTYwMjAxNDA5MjoxMDE1NzMyNDU2NTcyNDA5Mw/?id=602014092>
- Collège communautaire du N.-B. (s. d.). Collège communautaire du Nouveau-Brunswick - Nos programmes. Repéré à <https://ccnb.ca/programme-detudes/nos-programmes.aspx>
- Commission des services régionaux de la Péninsule acadienne. (s. d.). Services offerts – CSRPA. Repéré à <https://www.csrpa.ca/fr/conseil-dadministration-csrpa/apropos/services-offerts/>
- Conservation International. (2014). *Nature is speaking*. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=WmVLcj-XKnM>
- Coopérative Zeste Nord-Est. (2019). Coopérative Zeste Nord-Est - Home. Repéré à <https://www.facebook.com/cooperativezestenordest/>
- Cormier, A., Dugas Godin, M., Robichaud, O., Savoie Cormier, I., Boudreau Landry, R. et Sonier Savoie, R. (2004). *Dis-moi grand-père, dis-moi grand-mère*. Moncton, Nouveau-Brunswick : Les éditions de la Francophonie.
- Cormier, M. (2004). *Louis J. Robichaud : une révolution si peu tranquille*. Moncton, Nouveau-Brunswick : Les éditions de la Francophonie.
- Cornish, S. (2019, 4 janvier). Le populisme d'extrême droite est un danger pour la planète. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/544797/le-populisme-d-extreme-droite-est-un-danger-pour-la-planete>
- Corriveau, M. (2018, 16 mars). L'Organisation des mesures d'urgences double le nombre de coordonnateurs régionaux. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1089763/verglas-peninsule-acadienne-2017-inondations-ouragan>
- Cotnoir, M. et Deroche, V. (2020). *Diagnostic énergétique de la Péninsule acadienne* (Rapport de recherche). Maria, Qc. : Cotnoir Consultation et CIRADD.
- CSR-PA. (2018). *Rapport annuel CSRPA 2018* (Rapport annuel). Caraquet, NB : auteur.
- CSRPA. (2020). Communautés desservies. Repéré à <https://www.csrpa.ca/fr/conseil-dadministration-csrpa/apropos/communautes-desservies/>
- Dale, A., King, L., Bazely, D., Beckel, M., Clermont, H., Leduc, C., ... Tanner, S. (2019). *Biodiversity conservation: A call for action for canadian decision-makers* (Recommandations). Toronto, Canada : Nature Canada. Repéré à <https://naturecanada.ca/wp-content/uploads/2019/02/Biodiversity-Action-Agenda-Web.pdf>
- Daoust-Boisvert, A. (2019, 30 septembre). Climat et couverture médiatique. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/563720/environnement-climat-et-couverture-mediatique>

- Daugbjerg, C., Allé, B., Sønderskov, K. M. et Allé, B. (2010). Environmental policy performance revisited: Designing effective policies for green markets. *Political studies*, 60, 399-418.
- Delattre, S. (2017a, 10 avril). Le dépôt alimentaire de Moncton s'attaque au gaspillage. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2017/04/10/depot-alimentaire-de-moncton-sattaque-gaspillage/>
- Delattre, S. (2017b, 5 juillet). Le Nouveau-Brunswick: mauvais élève en matière de transport en commun. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2017/07/04/nouveau-brunswick-mauvais-eleve-matiere-de-transport-commun/>
- Delattre, S. (2018, 9 mars). Des municipalités acadiennes engagées dans la lutte aux changements climatiques. *Acadie Nouvelle*, p. 1,3.
- Delattre, S. (2019a, 28 mars). Qui sont les grands pollueurs au Nouveau-Brunswick? *Acadie Nouvelle*, p. 1,3.
- Delattre, S. (2019b, 18 juillet). Un nouveau souffle pour l'industrie éolienne néo-brunswickoise. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2019/07/17/un-nouveau-souffle-pour-lindustrie-eolienne-neo-brunswickoise/>
- Delattre, S. (2020, 18 janvier). Le gouvernement rejette une série de mesures visant à protéger les cyclistes. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://nouveau.eureka.cc/Link/unisher1/news-20200118-AN-0003>
- DelCurto, T. (2005). Management strategies for sustainable beef cattle grazing on forested rangelands in the pacific northwest. *Rangeland Ecology and Management*, 58(2), 9.
- Déplacement Péninsule. (2020). À propos | Déplacement Péninsule. Repéré à <http://std.deplacementpeninsule.ca/fr/about-us>
- Dépôt alimentaire. (s. d.). A-propos. *Food Depot Alimentaire*. Repéré à <https://fooddepot.ca/fr/a-propos/>
- Doiron, J.-M. (2017, 29 mai). Nouveau-Brunswick : le nombre de fermes chute de 13,6 % en cinq ans. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2017/05/28/nouveau-brunswick-nombre-de-fermes-chute-de-136-cinq-ans/>
- Dubuisson-Quellier, S. et Lamine, C. (2004). Faire le marché autrement : l'abonnement à un panier de fruits et de légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs. *Sciences de la Société, Presses universitaires du Midi*, 144-167.
- Dupont, J.-C. (1978). *Histoire populaire de l'Acadie*. Ottawa, Ontario : Leméac.
- Durand-Folco, J. (2013). L'écologie politique de la ville : vers un revenu suffisant garanti. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(1), 215-229.
- Durand-Folco, J. (2017a). *À nous la ville! Traité de municipalisme*. Montréal, Québec : Écosociété.
- Durand-Folco, J. (2017b). *Transformer la ville par la démocratie participative et délibérative : l'exemple des conseils de quartier décisionnels*. Université Laval, Québec, Canada.
- Dussereault, S. (2017, 22 décembre). Les pratiques commerciales utilisées par les chaînes d'alimentation canadiennes au détail. *L'actualité Alimentaire*. Repéré à <https://www.actualitealimentaire.com/actualites/affaires-et-finance/les-pratiques-commerciales-utilisees-par-les-chaines-dalimentation-canadiennes-au-detail>

- Dyjack, D. (2020). The overton window. *Journal of Environmental Health*, 82(7), 53-54.
- Élections Nouveau-Brunswick. (2014, 5 février). Candidats aux élections municipales - Élections Nouveau-Brunswick. Repéré à <https://www.electionsnb.ca/content/enb/fr/representatives/municipale-candidat.html>
- Élections Québec. (s. d.). Municipal. *Élections Québec*. Repéré à <http://www.electionsequbec.qc.ca/francais/lois/municipal.php>
- Emploi NB. (2018). *Profil régional du Nouveau-Brunswick : nord-est* (Rapport de recherche). Fredericton, N.-B. : Éducation postsecondaire, Formation et Travail.
- Endres, A. B. et Endres, J. M. (2009). Homeland security planning: What Victory Gardens and Fidel Castro can teach us in preparing for food crises in the United States. *Food and Drug Law Journal*, 64, 37.
- Énergie NB. (2018). *Rapport annuel de la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2018* (Rapport annuel). Fredericton, N.-B. : auteur.
- Énergie NB. (2020). Our Energy. Repéré à <https://www.nbpower.com/en/about-us/our-energy>
- Enguehard, F. (2019, 8 février). Verts Rivages : sensibilisation, conservation, développement durable. *L'Heure de l'Est*. Repéré à <https://lheuredelest.org/verts-rivages-sensibilisation-au-developpement-durable/>
- Equiterre. (s.d.). *Réduire la dépendance à l'égard des pesticides synthétiques* (Recommandations). Montréal, Québec : auteur.
- Favreau, L. et Lévesque, B. (2011). *Développement économique communautaire : économie sociale et intervention*. Montréal, Québec : PUQ.
- Fédération canadienne des municipalités. (2020). Programme Municipalités pour l'innovation climatique | FCM. Repéré à <https://fcm.ca/fr/programmes/programme-municipalites-innovation-climatique>
- Fédération canadienne des municipalités. (s. d.). Nos programmes. Repéré à <https://fcm.ca/fr/programmes>
- Ferme PMG. (s. d.). (1) Ferme PMG - Home. Repéré à <https://www.facebook.com/Ferme-PMG-186075508722553/>
- Ferme Vert l'Éveil. (2020). Ferme vert L'Éveil - Home. Repéré à <https://www.facebook.com/Ferme-vert-L%C3%89veil-419126982198431/>
- Fils du Roy. (s. d.). Nouveau-Brunswick – Fils du Roy. Repéré à <https://distilleriefilsduroy.com/fr/nouveau-brunswick/>
- Flannery, T. (2010). *Penser la terre : plaidoyer optimiste pour notre futur*. Paris, France : Buchet, Chastel.
- Florentin, D. et Rugger, C. (2019). Villes (s)low tech et quête d'une modernité écologique. *Urbanités*, (12), 1-6.
- Fonds en fiducie pour l'environnement. (2020). Liste des projets approuvés 2020-2021.
- Fonds mondial pour la nature (WWF). (2014). Living Planet Report 2014 | WWF-Canada. Repéré à http://www.wwf.ca/newsroom/reports/living_planet_report_2014.cfm?_ga=2.86848024.1634988974.1583859318-1791991587.1583859318
- Fortier, J.-M. (2015). *Le jardinier-maraicher* (2^e éd.). Montréal, Québec : Écosociété.

- Forum des maires de la péninsule acadienne. (2007). L'éducation postsecondaire au Nouveau Brunswick : à la croisée des chemins, 20.
- Foucault, M. (1966). *Les mots et les choses*. Paris, France : Gallimard. Repéré à https://www.academia.edu/8254777/Les_mots_et_les_choses_-Foucault_
- Fowler, S. (2018, 15 mai). Terres agricoles inondées : le Nouveau-Brunswick révisé sa mise en garde. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1101106/terres-agricoles-inondees-nouveau-brunswick-revisé-mise-en-garde>
- Fradette, R. (2019a). Le maire de Bertrand dénonce le pouvoir de vie ou de mort de Tracadie. *Acadie Nouvelle*.
- Fradette, R. (2019b, 28 août). Distillerie Fils du Roy : investir beaucoup, tout en restant petit. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/economie/2019/08/28/distillerie-fils-du-roy-investir-beaucoup-tout-en-restant-petit/>
- Fradette, R. (2020, 21 janvier). Grand Tracadie : du rêve à la dure réalité. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2020/01/20/grand-tracadie-du-reve-a-la-dure-realite/>
- Franceinfo. (2020, 14 janvier). Brésil : la déforestation en Amazonie a augmenté de 85 % en 2019. *Franceinfo*. Repéré à https://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/amazonie/bresil-la-deforestation-en-amazonie-a-augmente-de-85-en-2019_3785319.html
- Francis, C. A., Lieblein, G., Helenius, J., Salomonsson, L., Olsen, H. et Porter, J. (2001). Challenges in designing ecological agriculture education: A Nordic perspective on change. *American Journal of Alternative Agriculture*, 16(2), 89-95.
- Frazer-Chiasson, R. (2018, 3 juin). Offrir une souveraineté alimentaire aux Néo-Brunswickois. *Radio-Canada*. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/on-n-est-pas-sorti-de-l-auberge/segments/entrevue/74707/rebeka-frazer-chiasson-presidente-unf-nb>
- Fung, A. (2011). Délibérer avant la révolution : vers une éthique de la démocratie délibérative dans un monde injuste. *Participations*, 1(1), 311.
- Fung, A. et Wright, E. O. (2003). *Deepening democracy: Institutional innovations in empowered participatory governance*. London ; New York : Verso.
- Future Earth. (2020). *Our future on earth* (Rapport de recherche). auteur. Repéré à <https://drive.google.com/file/d/1uShyl6QPZByy7Gzs7lOW7zkNuv9HvjNn/view>
- Gamblin, G. (2019). *La force de l'autonomie. Gandhi précurseur de la décroissance?* France, Paris : Chronique sociale.
- Gaspésie Gourmande. (2020). Boutique Gaspésie Gourmande. *Boutique Gaspésie Gourmande*. Repéré à <https://gaspesiegourmande.monpanierdachat.com/fr/accueil>
- Gaudreau, N. (2017, 18 décembre). La chasse à l'as de Lamèque : toute la communauté en a profité. *Radio-Canada*. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/Le-reveil-Nouveau-Brunswick/segments/entrevue/51791/chasse-as-lameque-patrick-mcgraw>
- George, S., Dupuy, J.-P., Latouche, S. et Cochet, Y. (2012). *Où va le monde ? : 2012-2022 : une décennie au devant des catastrophes*. Paris, France : Fayard/Mille et une nuits.
- Gerber, P. J., Mottet, A., Opio, C. I., Falcucci, A. et Teillard, F. (2015). Environmental impacts of beef production: Review of challenges and perspectives for durability. *Meat Science*, 109, 2-12.

- Gomiero, T., Paoletti, M. G. et Pimentel, D. (2008). Energy and environmental issues in organic and conventional agriculture. *Critical Reviews in Plant Sciences*, 27(4), 239-254.
- Google maps. (2020). Google Maps. *Google Maps*. Repéré à <https://www.google.ca/maps/dir/Caraquet,+NB,+Canada/Bertrand,+NB,+Canada/@47.7530048,-65.0547642,12.75z/data=!4m14!4m13!1m5!1m1!1s0x4c98d3c6e1d3a2fb:0xa53ef03acffc1e3f!2m2!1d-64.962827!2d47.7897303!1m5!1m1!1s0x4c98d1d7fdeaf793:0x8c6456d3470072e1!2m2!1d-65.065914!2d47.75734!3e0>
- Gorz, A. (1992). L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation. *Actuel Marx*, 12(2), 15.
- Gosselin, A. (2018a, 1 octobre). La Péninsule acadienne réinventée : des résidents proposent de nouveaux modèles. *Radio-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1126470/peninsule-acadienne-autrement-surf-glamping-nette-zero-jardin>
- Gosselin, A. (2018b, 9 octobre). Le regroupement des jardiniers écologiques de la Péninsule acadienne compte plus de 200 membres. *Radio-Canada*. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/l-heure-de-pointe-acadie/segments/reportage/90099/jardinage-regroupement-ecologique-peninsule-acadienne-nouveau-brunswick>
- Gouvernement du Nouveau-Brunswick. (s. d.-a). Districts de services locaux (DSL). Repéré à [https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/services/services_renderer.9495.Districts_de_services_locaux_\(DSL\).html](https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/services/services_renderer.9495.Districts_de_services_locaux_(DSL).html)
- Gouvernement du Nouveau-Brunswick, C. (s. d.-b). Inspection des locaux destinés aux aliments. Repéré à https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/services/services_renderer.201216.Inspection_des_locaux_destin%C3%A9s_aux_aliments.html
- Gouvernement du Canada. (2018). Portrait sectoriel - Pêche et transformation du poisson : Région de l'Atlantique 2018. *Guichet emplois*. Repéré à https://www.guichetemplois.gc.ca/content_pieces-eng.do?cid=14950
- Gouvernement du Canada, O. national de l'énergie. (2019a, 15 août). Panorama de l'électricité renouvelable au Canada 2016 – Analyse des marchés de l'énergie. Repéré à <https://www.cer-rec.gc.ca/nrg/sttstc/lctrct/rprt/2016cndrnwblpwr/prvnc/nb-fra.html>
- Gouvernement du Canada, O. national de l'énergie. (2019b, 2 décembre). ONÉ : résumé. Repéré à <https://www.cer-rec.gc.ca/nrg/ntgrtd/fttr/2019/xctvsmmry/index-fra.html>
- Gouvernement du Canada, S. C. (2017, 8 février). Profil du recensement, Recensement de 2016 - Gloucester, Comté, Nouveau-Brunswick et Nunavut [Territoire]. Repéré à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CD&Code1=1315&Geo2=PR&Code2=62&Data=Count&SearchText=Inkerman%20Centre&SearchType=Begin&SearchPR=01&B1=All>
- Gouvernement du N.-B. (2019). *Allocution du député vert Kevin Arseneau à l'assemblée législative*. Fredericton, N.-B. Repéré à https://www.facebook.com/KevinArseneauNB/posts/344182272965157?comment_id=374389766611074&comment_tracking=%7B%22tn%22%3A%22R%22%7D
- Gouvernement du Nouveau-Brunswick. (2010). Plan d'action pour l'autosuffisance du nord du Nouveau-Brunswick, 49.

- Gouvernement du Nouveau-Brunswick. (2018a). *Pratiquer l'agriculture au Nouveau-Brunswick...Une feuille de route pour les nouveaux venus dans ce secteur* Édition 2018. Fredericton, N.-B. Repéré à https://www2.gnb.ca/content/dam/gnb/Departments/10/pdf/Agriculture/PratiquerAgricultureNB_FeuilleRouteNouveauxVenusDansSecteur.pdf
- Gouvernement du Nouveau-Brunswick. (2018b, 18 mai). Énergie NB lance officiellement une gamme complète de programmes d'efficacité énergétique pour les maisons et les entreprises. Repéré à <https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/nouvelles/communiqu2018.05.0593.html>
- Gouvernement du Nouveau-Brunswick. (2019). Abattoirs néo brunswickois homologués et inspectés.
- Gouvernement du Nouveau-Brunswick, C. (2011, 2 août). Érosion côtière - Indicateurs des changements climatiques - Environnement et Gouvernements locaux. Repéré à https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/egl/environnement/content/changements_climatiques/content/indicateurs_des_changements_climatiques/indicators/eau/erosion_cotiere.html
- Gravel, F. (2017). Les élus que nous méritons. *Acadie Nouvelle*, p. 6.
- Gravel, F. (2019, 20 août). Un doigt d'honneur en Acadie. *Acadie Nouvelle*, p. 12.
- Graziano Da Silva, J. (2012). Nourrir la planète de manière durable. *United Nations*. United Nations. Repéré à <https://www.un.org/fr/chronicle/article/nourrir-la-planete-de-maniere-durable>
- Guay, J.-H. (2019). Canada : consommation d'énergie (kg de pétrole par habitant - équivalence). Repéré à <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/CAN/fr/EG.USE.PCAP.KG.OE.html>
- Guillemot, J., Mayrand, E., Gillet, J. et Aubé, M. (2014). La perception du risque et l'engagement dans des stratégies d'adaptation aux changements climatiques dans deux communautés côtières de la péninsule acadienne. *Vertigo*, 14(2). Repéré à <http://journals.openedition.org/vertigo/15164>
- Hache, E. (2016). La géopolitique des énergies renouvelables : amélioration de la sécurité énergétique et / ou nouvelles dépendances ? *Revue internationale et stratégique*, 101(1), 36-46.
- Hall, C. A. S. (2017). Will EROI be the primary determinant of our economic future? The view of the natural scientist versus the economist. *Joule*, 1(4), 635-638.
- Hamon, T. (2020, 6 février). Municipales : l'écologie au cœur de la campagne. *www.cnews.fr*. Repéré à <https://www.cnews.fr/france/2020-02-06/municipales-lecologie-au-coeur-de-la-campagne-924959>
- Harvey, F. (2019, 2 décembre). COP25: Youth 'leadership' contrasts with government inaction, says UN chief. *The Guardian*. Repéré à <https://www.theguardian.com/science/2019/dec/01/island-states-want-decisive-action-to-prevent-inundation>
- Hébert, C. et Aubé, M. (2015). *Évaluation d'options d'adaptation aux changements climatiques* (Rapport de recherche). Shippagan, N.-B. : Institut de recherche sur les zones côtières inc. Repéré à http://www.adaptationpa.ca/images/PDF_-_Progression/R-Relocalisation_%C3%A0_Sainte-Marie-Saint-Rapha%C3%ABl_Cap-Bateau_et_Pigeon_Hill.pdf
- Holloway, J. (2008). *Changer le monde sans prendre le pouvoir*. Paris, France : Syllepse-Lux.
- Hopkins, R. (2010). *Manuel de transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale*. Montréal, Québec : Écosociété.

- Hopkins, R. (2016, 29 septembre). Construire un plan de descente énergétique local. *Mouvement Colibris*. Repéré à <https://www.colibris-lemouvement.org/passer-a-laction/creer-son-projet/construire-un-plan-descente-energetique-local>
- Houblon pêcheur. (s. d.). Microbrasserie Houblon-Pêcheur - Home. Repéré à [https://www.facebook.com/houblonpecheur/?__tn__=kCH-R&eid=ARCZPmGPGp3cPlmOINh1m55-eNKG7KkVIsWq2UMaLnwAKArskMIT3VCkx62vHwgt4pEaCl6vUOm6nbH&hc_ref=ARRtEabl5FGW0qgStHwea1XFhptmJuhXPPxyEk3b-obh3TaEG85VymC4YjdjIICL0dg&__xts__\[0\]=68.ARBskYaEEIOkjaPo2bH5mZDgiO726IRvHiCTYjI3rkqe5gV-KR5u9bsXD3nuQq5Lt94E5XQITIK8Yy4TSx3bBA7B_iql5yA_BR6_ORUSrXu-0feqKCe1tR6pgSndA62QWxi73muYkqld59iPcVZ320rILux8moyteH6JDxWrZPCl6MkqieMm6zil1VAbbB69fz-wgdzjWEPCTsIPFmUwPv0HbWbuRfKJkGzgTf88hACJBRCvKIVBHQZYs_QnJfRo81ryq1SyozWvtipQgzT5wdJleoV1TsmBpTbCRrmYvRjmAZthBxeZ5hMlpOxNWL2_vtpAwRL7jLsDDaAYxFnKc](https://www.facebook.com/houblonpecheur/?__tn__=kCH-R&eid=ARCZPmGPGp3cPlmOINh1m55-eNKG7KkVIsWq2UMaLnwAKArskMIT3VCkx62vHwgt4pEaCl6vUOm6nbH&hc_ref=ARRtEabl5FGW0qgStHwea1XFhptmJuhXPPxyEk3b-obh3TaEG85VymC4YjdjIICL0dg&__xts__[0]=68.ARBskYaEEIOkjaPo2bH5mZDgiO726IRvHiCTYjI3rkqe5gV-KR5u9bsXD3nuQq5Lt94E5XQITIK8Yy4TSx3bBA7B_iql5yA_BR6_ORUSrXu-0feqKCe1tR6pgSndA62QWxi73muYkqld59iPcVZ320rILux8moyteH6JDxWrZPCl6MkqieMm6zil1VAbbB69fz-wgdzjWEPCTsIPFmUwPv0HbWbuRfKJkGzgTf88hACJBRCvKIVBHQZYs_QnJfRo81ryq1SyozWvtipQgzT5wdJleoV1TsmBpTbCRrmYvRjmAZthBxeZ5hMlpOxNWL2_vtpAwRL7jLsDDaAYxFnKc)
- Hulme, M. (2009). *Why we disagree about climate change: Understanding controversy, inaction and opportunity*. Cambridge University Press.
- Illich, I. (1973). *La convivialité*. Paris, France : Seuil.
- Incredible Edible Todmorden. (2020). Incredible Edible Todmorden. Repéré à <https://www.incredible-edible-todmorden.co.uk/>
- Institut de recherche sur les zones côtières, Robichaud, L. et Aubé, M. (2009). *Une vision...des actions : plan vert* (Rapport de recherche). Shippagan, N.-B. : Institut de recherche sur les zones côtières inc.
- Institut de technologie agroalimentaire. (2019). ITA - Campus de La Pocatière. Repéré à <http://www.ita.qc.ca/fr/lapocatiere/Pages/lapocatiere.aspx>
- International energy agency. (2019). World Energy Outlook 2019. *IEA*. Repéré à <https://www.iea.org/reports/world-energy-outlook-2019>
- Iozzi, D. (2016). Cuba, a model of sustainable agriculture towards global food security. *Council on Hemispheric affairs*. Repéré à <http://www.coha.org/cuba-a-model-of-sustainable-agriculture-towards-global-food-security/>
- IPAA. (2017). Imaginons la Péninsule acadienne autrement - État des lieux. *imaginonspeninsule*. Repéré à <https://www.imaginonspeninsule.ca>
- IPAA. (s. d.). Imaginons la Péninsule acadienne autrement. *imaginonspeninsule*. Repéré à <https://www.imaginonspeninsule.ca>
- Jackson, T. et Victor, P. A. (2016). Does slow growth lead to rising inequality? Some theoretical reflections and numerical simulations. *Ecological Economics*, 121, 206-219.
- Jacques, M. et Grenier Robillard, É. (2018, 16 août). Une péninsule, une ville. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/mon-opinion/2018/08/16/une-peninsule-une-ville/>
- Jancovici, J.-M. (2017). *Jean-Marc Jancovici : anticiper l'effondrement énergétique ?* France. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=Fp6aJZQldFs>
- Jollivet, M. (2016). *Pour une transition écologique citoyenne*. Paris, France : ECLM.

- Jouzi, Z., Azadi, H., Taheri, F., Zarafshani, K., Gebrehiwot, K., Van Passel, S. et Lebailly, P. (2017). Organic farming and small-scale farmers: Main opportunities and challenges. *Ecological Economics*, 132, 144-154.
- Kallis, G., Kerschner, C. et Martinez-Alier, J. (2012). The economics of degrowth. *Ecological Economics*, 84, 172-180.
- Karkkainen, B. (2003). Towards ecologically sustainable democracy? Dans *Deepening democracy : Institutionnal innovations in empowered participatory governance* (p. 328). London ; New York : Verso.
- Karp, P. (2019, 17 décembre). Climate change has cut Australian farm profits by 22% a year over past 20 years, report says. *The Guardian*. Repéré à <https://www.theguardian.com/australia-news/2019/dec/18/climate-change-has-cut-australian-farm-profits-by-22-a-year-over-past-20-years-report-says>
- Kolbert, E. (2015). *La sixième extinction ou comment l'homme tue la planète*. États-Unis : Guy Saint-Jean Editeur, Incorporated.
- Kröger, M. (2020). Deforestation, cattle capitalism and neodevelopmentalism in the Chico Mendes Extractive Reserve, Brazil. *The Journal of Peasant Studies*, 47(3), 464-482.
- La belle besogne. (s. d.). La Belle Besogne. *La Belle Besogne*. Repéré à <http://www.labellebesogne.ca/>
- La ferme de l'Anse. (2020). La Ferme de l'Anse - Home. Repéré à <https://www.facebook.com/La-Ferme-de-lAnse-110890510269429/>
- La presse canadienne. (2020, 16 avril). Aucun nouveau cas de COVID-19 au Nouveau-Brunswick. *La Tribune*. Repéré à <https://www.lesoleil.com/actualite/aucun-nouveau-cas-de-covid-19-au-nouveau-brunswick-video-3a65beece5803161a8936202c99f52c>
- Laboratoire sur les élections locales. (s. d.). Les partis politiques. Repéré à <http://www.labelectionslocales.ca/fr/les-partis-politiques>
- Laherrère, J. (2020). *Pics en tout genre* (Rapport de recherche). France : ASPO.
- Lamine, C. (2012). « Changer de système » : une analyse des transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agri-alimentaires territoriaux. *Terrains & travaux*, 20(1), 139.
- Lamoureux, S. (2019). Les budgets participatifs au Québec ou le risque d'accoucher d'une souris. *Revue L'Esprit libre*. Repéré à <https://revuelespritlibre.org/les-budgets-participatifs-au-quebec-ou-le-risque-daccoucher-dune-souris>
- Landry, C. (2020). Transport communautaire en Péninsule acadienne – CSRPA. Repéré à <https://www.csrpa.ca/fr/transport-communautaire-en-peninsule-acadienne/>
- Landry, R. (2019, 13 décembre). Le projet éolien d'Anse-Bleue sonne l'alarme pour les DSL de la Péninsule acadienne. *Radio-Canada*. Repéré à <https://nouveau.eureka.cc/Link/unisher1/news-20191213-CSU-001>
- Latouche, S. (2019). *La décroissance*. Paris, France : Que sais-je?
- Latroche, M. (2019, 9 mai). Les terres rares, et après ? *CNRS Le journal*. Repéré à <https://lejournel.cnrs.fr/billets/les-terres-rares-et-apres>
- Laurent, M. (2015). *Demain, le film* [Vidéo en ligne]. Mars Films.

- Lavallée, H. (2016). La fiducie foncière communautaire, une solution d'avenir. *Centre justice et foi - Revue Relations*, 5(785). Repéré à <https://cjf.qc.ca/revue-relations/publication/article/la-fiducie-fonciere-communautaire-une-solution-davenir/>
- Le Breton, É. (2019). Comment la mobilité fracture les villes. *DARD/DARD*, 1(1), 50.
- Le comité éditorial de l'Acadie Nouvelle. (2017, 29 décembre). L'événement de l'année 2017 : la crise du verglas. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2017/12/29/levenement-de-lannee-2017-crise-verglas/>
- le Polain de Waroux, Y., Garrett, R. D., Graesser, J., Nolte, C., White, C. et Lambin, E. F. (2019). The restructuring of south american soy and beef production and trade under changing environmental regulations. *World Development*, 121, 188-202.
- Le Roy, A. (2013). Gouverner les biens communs pour sortir de la démesure. Dans *Penser la décroissance: politiques de l'anthropocène* (p. 181-194). Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Légère, I. (2003). Enjeux de la nouvelle économie sociale dans la Péninsule acadienne. *Reflets: Revue d'intervention sociale et communautaire*, 9(2), 188.
- Legrain, O. (2018). *Qu'est-ce qu'on attend?* [Documentaire]. Arcadès.
- Légumes chez Reno. (s.d.). Légumes chez Reno - Home. Repéré à <https://www.facebook.com/L%C3%A9gumes-chez-Reno-631028850407082/>
- Lejeune, A. (2003, 14 mai). La guerre du crabe : la pêche comme arme de destruction massive. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledouvoir.com/opinion/idees/27566/la-guerre-du-crabe-la-peche-comme-arme-de-destruction-massive>
- Lelieveld, J., Klingmüller, K., Pozzer, A., Pöschl, U., Fnais, M., Daiber, A. et Münzel, T. (2019). Cardiovascular disease burden from ambient air pollution in Europe reassessed using novel hazard ratio functions. *European Heart Journal*, 40(20), 1590-1596.
- Lelieveld, J., Pozzer, A., Pöschl, U., Fnais, M., Haines, A. et Münzel, T. (2020). Loss of life expectancy from air pollution compared to other risk factors: A worldwide perspective. *Cardiovascular Research*. Repéré à <https://academic.oup.com/circres/advance-article/doi/10.1093/cvr/cvaa025/5770885>
- Lemieux, V., Levasseur, J. et Bhérer, L. (1998). Les sources de coopération et de conflit entre les paliers politiques. *Canadian Public Administration*, 41(2), 305-319.
- Les chantiers de la déclaration universelle d'urgence climatique, P. (s. d.). Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique.
- Les serres chez Eugène. (2018). L'entreprise - Les serres chez Eugène. *Serres Chez Eugène*. Repéré à <https://www.serreschezeugene.com/lentreprise/>
- Levasseur, A. (2017a). Crise du verglas : un nouveau coordonnateur pour mieux se préparer. *TVA CIMT CHAU*. Repéré à <https://cimtchau.ca/nouvelles/crise-du-verglas-un-nouveau-coordonnateur-pour-mieux-se-preparer/>
- Levasseur, A. (2017b, 18 octobre). Le covoiturage en demande en Acadie. *TVA CIMT CHAU*. Repéré à <https://cimtchau.ca/nouvelles/le-covoiturage-en-demande-en-acadie/>
- Leyral, P. (2014, 8 novembre). Gérer sa municipalité sans directeur général. *Acadie Nouvelle*, p. 3.

- Lingeman, R. R. (1970). *Don't you know there's a war on? The american home front 1941-1945*. New York: G.P. : Putnam's Sons.
- Linot, O. et Simon, D. (2014). *Le cheval au service de la ville* (2^e éd.). Montréal, Québec : Écosociété.
- Livesey, B. (2019, 16 septembre). The man from Irving. *National Observer*. Repéré à <https://www.nationalobserver.com/2019/09/16/news/man-irving>
- Llovel, W. (2010). Hausse du niveau de la mer et impact du changement climatique global. *Planète et univers*, 235.
- Loi sur la gouvernance locale*, LN-B, 2017, c 18.
- Loi sur les dons de nourriture par bienfaisance*, LRN-B 2011, c 124.
- Loi sur les municipalités*, LRN-B 1973, c M-22. CanLII.
- Mackinac Center. (s. d.). The Overton Window. Repéré à <http://www.mackinac.org/OvertonWindow>
- Magnaghi, A. (2013). The role of historical rural landscapes in territorial planning. Dans M. Agnoletti (dir.), *Italian historical rural landscapes: Cultural values for the environment and rural development* (p. 131-139). Dordrecht : Springer Netherlands.
- Magnin, G. (2013). La transition énergétique pour quelle société? *International conference of territorial intelligence "Territorial intelligence, socio-ecological transition and resilience of the territories"*, 30-31.
- Marché régional de Caraquet. (s. d.). À propos | Marché régional de Caraquet. Repéré à <https://marchecaraquet.com/fr/a-propos>
- Marincek, D., Ravalet, E. et Rérat, P. (2020). *La pratique du vélo à assistance électrique à Lausanne : synthèse du rapport final* (Rapport de recherche). Institut de géographie et durabilité (IGD), Université de Lausanne. Repéré à https://serval.unil.ch/notice/serval:BIB_BDAC03019771
- Maris, V. (2011). De la nature aux services écosystémiques : une commodification de la biodiversité, 4.
- Martin, S. et Gaspard, A. (2017). Les comportements, levier de la transition écologique ? : comprendre et influencer les comportements individuels et les dynamiques collectives. *Futuribles*, 419(4), 33.
- Masson-Delmotte, P., Pirani, A., Tignor, M., Zhai, P., Moufouma-Okia, W., Waterfield, T., ... Skea, J. (2018). *Global warming of 1,5°C. An IPCC special report on the impacts of global warming of 1.5°C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways, in the context of strengthening the global response to the threat of climate change, sustainable development, and efforts to eradicate poverty*. (Rapport de recherche). Intergovernmental Panel on Climate Change.
- McKenzie-Sutter, H. (2019, 13 novembre). Les stocks de poissons du Canada sont en moins bonne santé. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/201911/13/01-5249529-les-stocks-de-poissons-du-canada-sont-en-moins-bonne-sante.php>
- McMichael, A. J., Powles, J. W., Butler, C. D. et Uauy, R. (2007). Food, livestock production, energy, climate change, and health. *The Lancet*, 370(9594), 1253-1263.
- Mead, H. (2017). *Trop tard : la fin d'un monde et le début d'un nouveau*. Montréal, Québec : Ecosociété.
- Mead, H. et Marin, T. (2011). *L'indice de progrès véritable du Québec : quand l'économie dépasse l'écologie*. Montréal, Québec : Éditions MultiMondes.

- Meadows, D. (2013). Il est trop tard pour le développement durable. Dans *Penser la décroissance*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Meadows, D. L. (1972). *The Limits to Growth*.
- Meehl, G. A., Zwiers, F., Evans, J., Knutson, T. et al, et. (2000). Trends in extreme weather and climate events : Issues related to modeling extremes in projections of future climate change. *Bulletin of the American Meteorological Society; Boston*, 81(3), 427-436.
- Mercure, L. (2019, 17 novembre). La Distillerie Fils du Roy est l'Entreprise de l'année du CÉNB. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/economie/2019/11/16/la-distillerie-fils-du-roy-est-lentreprise-de-lannee/>
- Mercure, P. (2019, 14 novembre). Métaux rares : le côté sombre de la transition énergétique. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/201911/13/01-5249592-metaux-rares-le-cote-sombre-de-la-transition-energetique.php>
- Millennium Ecosystem Assessment (dir.). (2005). *Ecosystems and human well-being: Synthesis*. Washington, DC : Island Press.
- Ministère de l'énergie et des ressources naturelles. (2018). Consommation de produits pétroliers. *MERN*. Repéré à <https://mern.gouv.qc.ca/energie/statistiques-energetiques/consommation-produits-petroliers/>
- Moisson Estrie. (2015). Récupération d'aliments. *Moisson Estrie*. Repéré à <https://www.moissonestrie.com/ou-vont-vos-dons/recuperation-daliments/>
- Mollison, B. (1981). *Permaculture design course*. Document inédit.
- Monfort, C. (2017). *L'effondrement de notre civilisation par Yves Cochet, ministre et collapsologue*. Repéré à https://www.youtube.com/watch?v=3NCrj_fa2hU
- Mongeau, S. (2005). *La simplicité volontaire, plus que jamais*. Montréal : Éditions Écosociété.
- Mongeau, S. (2007). Appel à la décroissance. *Simplicité volontaire et décroissance*, 8(3), 1-2.
- Muelenaere, M. D. (2019, 10 octobre). Mille médecins sonnent l'alarme climatique. *Le Soir*. Repéré à <https://nouveau.eureka.cc/Link/unisher1/news-20191010-SR-3wke3t>
- Muller, A., Schader, C., Scialabba, N. E.-H., Brüggemann, J., Isensee, A., Erb, K.-H., ... Niggli, U. (2017). Strategies for feeding the world more sustainably with organic agriculture. *Nature Communications*, 8(1), 1-13.
- Municipalité de Paquetville, YHC environnement et AFMNB. (2016). *Inventaire et plan d'action pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre* (Recommandations). Paquetville, N.-B. : auteur.
- Municipalité de Val-David. (2014). *Politique environnementale* (Politique environnementale). Val-David, Québec : auteur.
- Naveco Power. (2020). Communauté – chaleurventus.ca. Repéré à <https://chaleurventus.ca/communaute/>
- Neveu, C. (2011). Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? *Participations*, 1(1), 186-209.
- Notre maison nette zéro. (2020). Facebook. Repéré à <https://www.facebook.com/aventureNETZERO/videos/457378315000468/>

- Olson, M. (1971). *The logic of collective action: Public goods and the theory of groups* (2^e éd.). Harvard University Press.
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques. (2011). *Politiques environnementales de la France : internaliser les externalités globales et locales* ([OECD Economics Department Working Papers] n° 859). Paris, France : OCDE. Repéré à https://www.oecd-ilibrary.org/economics/politiques-environnementales-de-la-france-internaliser-les-externalites-globales-et-locales_5kgdpm0cxzd2-fr
- Origines cuisine maritime. (2020). Origines cuisine maritime. Repéré à <https://www.originescuisinamaritime.com>
- Ospina Peralta, P., Bebbington, A., Hollenstein, P., Nussbaum, I. et Ramírez, E. (2015). Extraterritorial investments, environmental crisis, and collective action in latin america. *World Development*, 73, 32-43.
- Ouellette, M., Losier, B., Bertin, N., Clément, C., Mallet, L. et Couturier, B. (2019). Le mieux-être illumine nos communautés. *Mouvement acadien des communautés en santé*, 16(1), 92.
- Our changing climate. (2018). *How Cuban agriculture went from industrial to sustainable*. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?reload=9&v=TZ0tovrhf5Y>
- Parr, D. M., Trexler, C. J., Khanna, N. R. et Battisti, B. T. (2007). Designing sustainable agriculture education: Academics' suggestions for an undergraduate curriculum at a land grant university. *Agriculture and Human Values*, 24(4), 523-533.
- Paul Clarke. (2010). Incredible edible: How to grow sustainable communities. *Forum*, 52(1), 69-76.
- Paul, J. (2011). Incredible edible Todmorden: Eating the s, 2(1).
- Peemans, J.-P. (2018). Agricultures, ruralités, paysanneries : réflexions et questions pour une économie politique critique des discours dominants sur le développement. *Mondes en développement*, 182(2), 21-48.
- Pelletier, E. (2017, 5 avril). Crise du verglas : Lamèque aura une cuisine collective. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1026350/cuisine-collective-verglas-lameque-pauvrete-peninsule-acadienne-nouveau-brunswick>
- Pelletier, N. (2017, 29 novembre). Salubrité de la viande au Nouveau-Brunswick : un an plus tard, tout n'est pas réglé. *Radio-Canada*. Radio-Canada.ca. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1070064/salubrite-viande-inspections-nouveau-brunswick-probleme-entier-acadie>
- Pelletier, R. et Tremblay, M. (2013). *Le parlementarisme canadien* (5^e éd.). Québec, Canada : Les presses de l'Université Laval.
- Péninsule acadienne. (s. d.). Produits locaux. Repéré à <http://peninsuleacadienne.ca/fr/produits-locaux>
- Perreault, M. (2020, 8 janvier). Les points de non-retour du climat sous-estimés. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/202001/07/01-5256007-les-points-de-non-retour-du-climat-sous-estimes.php>
- Pichard, V. (2017, 21 août). Est-il possible de manger local dans la Péninsule acadienne? *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2017/08/21/possible-de-manger-local-peninsule-acadienne/>

- Pineau, P.-O. (2018, 15 avril). Symptôme de notre dépendance au pétrole. *La Presse+*. Repéré à http://mi.lapresse.ca/screens/a12d1969-dd02-4953-b002-6540401f1697__7C__0.html
- Pira, K., Márkus-Johansson, M., Andersen, B. H., Brubaek, S. et Veistola, T. (2016). *Paths to a sustainable agricultural system* (Rapport de recherche). Nordic Council of Ministers. Repéré à <http://urn.kb.se/resolve?urn=urn:nbn:se:norden:org:diva-4381>
- Plante, S., Vasseur, L. et Santos Silva, J. (2018). Adaptation des communautés côtières aux effets des changements climatiques sous l'angle de la résilience : lier la gouvernance locale au développement durable. *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 18(2). Repéré à <http://journals.openedition.org/vertigo/22079>
- Pode, R. (2010). Addressing India's energy security and options for decreasing energy dependency. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, 14(9), 3014-3022.
- Polyvalente Louis-Mailloux. (s.d.). Cours optionnels et comités.
- Polyvalente WA-Losier. (s. d.). Cours optionnels et comités.
- Pretty, J. N., Brett, C., Gee, D., Hine, R. E., Mason, C. F., Morison, J. I. L., ... van der Bijl, G. (2000). An assessment of the total external costs of UK agriculture. *Agricultural Systems*, 65(2), 113-136.
- Priorité Gaspésie. (s. d.). Programme de fidélisation. Repéré à http://www.prioritegaspesie.ca/objectifs_du_programme-11983-fr.html
- Projet adaptation PA. (s. d.). À quoi s'attendre. *Projet Adaptation Péninsule Acadienne*. Repéré à <https://adaptationpa.ca/fr/erosion-et-inondation/a-quoi-s-attendre>
- Rabah, R. (2019, 12 décembre). De COP en COP l'urgence climatique ne devient plus un leurre. *Le quotidien*. Repéré à <http://www.lequotidien-oran.com/index.php?news=5284486>
- Radio-Canada. (2007). Une école dans le vent. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/357151/nb-ecole-eolienne>
- Radio-Canada. (2012, 7 février). La Péninsule acadienne espère un service de transport en commun. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/548967/projet-transport-commun-peninsule-acadienne>
- Radio-Canada. (2017, 18 octobre). 120 personnes suivent le conseil municipal d'Edmunston via Facebook Live. *Radio-Canada*. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/Le-reveil-Nouveau-Brunswick/segments/entrevue/42874/facebook-live-edmundston-conseil-municipal-acadie>
- Radio-Canada. (2018). Élections municipales partielles : des maires élus sans opposition au N.-B. *Radio-Canada*. Repéré à <https://nouveau.eureka.cc/Link/unisher1/news-20180423-CSU-003>
- Radio-Canada. (2019, 13 juin). GES : le Nouveau-Brunswick dévoile un plan peu contraignant pour les grands pollueurs. *ICI Radio-Canada - Nouveau-Brunswick (site web)*. Repéré à <https://nouveau.eureka.cc/Link/unisher1/news-20190613-CSU-013>
- Rancière, J. (2014). *Hatred of democracy*. Londres, Royaume-Uni : Verso.
- Rankin, D. (2016). *On nous appelait les sauvages*. Montréal, Québec : Le jour.
- Reganold, J. P. et Wachter, J. M. (2016). Organic agriculture in the twenty-first century. *Nature Plants*, 2(2), 15221.

- Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du Nouveau-Brunswick. (2017). *Tout le monde mange : une conversation sur l'alimentation et son importance au Nouveau-Brunswick* (Recommandations). Fredericton, N.-B. : auteur.
- Réseau d'action sur la sécurité alimentaire du Nouveau-Brunswick. (2018). *Tout le monde mange : ce que nous avons entendu* (Recommandations). Fredericton, N.-B. : auteur. Repéré à <https://foodforallnb.ca/media/docs/What-We-Heard-French-Final.pdf>
- Réseau d'inclusion communautaire de la Péninsule acadienne. (2014a). *Plan régional* (Plan régional). Péninsule acadienne : auteur. Repéré à <http://www.ricpa.ca/wp-content/uploads/2014/06/Plan-r%C3%A9gional.pdf>
- Réseau d'inclusion communautaire de la Péninsule acadienne. (2014b, 18 juillet). Sécurité Alimentaire. Repéré à <http://www.ricpa.ca/securite-alimentaire>
- Ressources naturelles Canada. (2011, 14 février). Maisons à consommation énergétique nette zéro à prix abordables. Repéré à <https://www.rncan.gc.ca/energie/efficacite/donnees-recherche-et-connaissance-sur-lefficacite-energetique/innovation-du-secteur-residentiel/maisons-consommation-energetique-nette-zero-prix-abordables/5134>
- Ressources naturelles Canada. (2013). *Évolution de l'efficacité énergétique au Canada* (Rapport de recherche). Ottawa, Ontario : auteur. Repéré à <https://www.rncan.gc.ca/sites/www.nrcan.gc.ca/files/energy/pdf/evolution2013.pdf>
- Ressources naturelles Canada. (2017, 6 octobre). Énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Repéré à <https://www.rncan.gc.ca/science-donnees/donnees-analyse/donnees-analyse-energetiques/faits-saillants-sur-lenergie/energie-emissions-gaz-effet-serre-ges/20074>
- Ripple, W. J., Wolf, C., Newsome, T. M., Barnard, P. et Moomaw, W. R. (2020). World scientists' warning of a climate emergency. *BioScience*, 70(1), 8-12.
- Rossignol, R. M. (2019). La question verte. *Acadie Nouvelle*, 9626(9626), 1,13.
- Roy-Comeau, M. (2019, 21 novembre). Un commentaire sur le chantier de Bas-Caraquet met Blaine Higgs dans l'embarras. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2019/11/20/un-commentaire-sur-le-chantier-de-bas-caraquet-met-blaine-higgs-dans-lembarras/>
- Rubin, J. (2012). *La fin de la croissance*. Montréal, Québec : Hurtubise.
- Ruhlmann, A. (2018). *La décroissance : une alternative pour le Québec?* (Essai). Université de Sherbrooke, Sherbrooke.
- Rumpala, Y. (2019). Quelle démocratie pour une société post-croissance ? Éléments pour une cartographie de répertoires de propositions. *Politique et Sociétés*, 38(2), 105-132.
- Salomon, J.-N. (2009). Le déclin de la civilisation classique Maya : explications. *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de géographie de Bordeaux*, 62(246), 143-173.
- Savoie, M. (2019, 21 juin). Blaine Higgs est un homme fidèle. *Acadie Nouvelle*, p. 12.
- Scaillerez, A. et Tremblay, D.-G. (2017). Coworking, fab labs et living labs : état des connaissances sur les tiers lieux. *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*, (34). Repéré à <http://journals.openedition.org/tem/4200>

- Schumacher, E. F. (1973). *Small is beautiful : une société à la mesure de l'homme* (2^e éd.). Paris, France : Seuil.
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique. (2014). *Perspectives mondiales de la diversité biologique* (Évaluation à mi-parcours). Montréal, Québec : auteur.
- Secrétariat du conseil du trésor du Canada. (s. d.). Visualisateur de données de cartes ouvertes. Repéré à https://ouvert.canada.ca/data/fr/fgpv_vpgf/40940018-221e-459e-a8c1-5803d07fdd9d
- Semal, L. (2013). Politiques locales de décroissance. Dans *Penser la décroissance: politiques de l'anthropocène*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Servigne, P. (2018). *Conférence P. Servigne / Un avenir sans pétrole?* Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=kSVA5Q79Urc>
- Servigne, P., Stevens, R. et Chapelle, G. (2018). *Une autre fin du monde est possible*. Paris, France : Seuil.
- Servigne, P., Stevens, R., Sinaï, A. et Carton, H. (2015). *Comment tout peut s'effondrer : petit manuel de collapsologie à l'usage des générations futures* (Seuil). Paris, France.
- Silva, A. M. da et Rodgers, J. (2018). Deforestation across the world: Causes and alternatives for mitigating. *International Journal of Environmental Science and Development*, 9(3), 67-73.
- Sinaï, A., Stevens, R., Carton, H. et Servigne, P. (2017). *Petit traité de résilience locale*. Montréal, Québec : Écosociété.
- Sinaï, A., Szuba, M., Arnsperger, C. et Cochet, Y. (dir.). (2017). *Gouverner la décroissance: politiques de l'anthropocène III*. Paris : SciencesPo les presses.
- Sirois-Cournoyer, A. (2018). *La nature du low-tech : un travail conceptuel et exploratoire*. (Mémoire). HEC Montréal, Montréal, Québec.
- Sismique. (2018). *L'âge des Low Tech - Philippe Bihouix*. Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=emWt12qLgsM>
- Sohrabi, C., Alsafi, Z., O'Neill, N., Khan, M., Kerwan, A., Al-Jabir, A., ... Agha, R. (2020). World health organization declares global emergency: A review of the 2019 novel coronavirus. *International Journal of Surgery*, 76, 71-76.
- Sörqvist, P. et Langeborg, L. (2019). Why people harm the environment although they try to treat it well: An evolutionary-cognitive perspective on climate compensation. *Frontiers in Psychology*, 10. Repéré à <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fpsyg.2019.00348/full>
- Spark, K. et Swift, R. (2002). Effect of soil composition and dissolved organic matter on pesticide sorption. *The Science of The Total Environment*, 298(1-3), 147-161.
- Statistique Canada. (2017a, 8 février). Profil du recensement -Recensement de 2016. Repéré à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=PR&Code1=01&Geo2=PR&Code2=01&SearchText=Canada&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&TABID=1&type=0>
- Statistique Canada. (2017b, 10 mai). Les bleuets constituent un point fort du secteur agricole au Nouveau-Brunswick. Repéré à <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/95-640-x/2016001/article/14803-fra.htm>

- Steffen, W., Richardson, K., Rockstrom, J., Cornell, S. E., Fetzer, I., Bennett, E. M., ... Sorlin, S. (2015). Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet. *Science*, 347(6223), 1259855-1259855.
- Steinbach, N. (2018a, 22 janvier). Verglas 2017 : après la destruction, un traumatisme qui dure. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1079383/un-an-verglas-nouveau-brunswick-peninsule-acadienne-destruction>
- Steinbach, N. (2018b, 24 janvier). Des municipalités ne sont pas prêtes à affronter une nouvelle crise du verglas. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1079920/des-municipalites-ne-sont-pas-pretes-a-affronter-une-nouvelle-crise-du-verglas>
- Stern, N. (2006). What is the economics of climate change?, 7(2), 10.
- Stervinou, V., Mayrand, E., Chouinard, O. et Thiombiano, A. (2013). La perception des changements environnementaux : le cas de la collectivité côtière de Shippagan (Nouveau-Brunswick, Canada). *Vertigo*, 13(1). Repéré à <http://journals.openedition.org/vertigo/13482>
- Strelecky, J. (2009). *Le why café*. États-Unis : Édition Le dauphin blanc.
- Suire, R. (2013). *Innovation, espaces de co-working et tiers-lieux : entre conformisme et créativité* (Rapport de recherche). Rennes, France : Centre de recherche en économie et management.
- Sullivan, K. (2019, 5 mars). Billions wiped from Australian farm production as drought digs in. *ABC Rural*. Repéré à <https://www.abc.net.au/news/rural/2019-03-05/value-of-australian-farm-production-drops-abares-figures/10867294>
- Supiot, F. (2020, 7 mars). Quelle place pour l'écologie dans la politique municipale ? *Courrier de l'Ouest*. Repéré à <https://www.ouest-france.fr/elections/municipales/quelle-place-pour-l-ecologie-dans-la-politique-municipale-71e534f6-5401-11ea-9985-7b3a7193ed95>
- Swynghedauw, B. (2009). Conséquences médicales du réchauffement climatique. *La Presse Médicale*, 38(4), 551-561.
- Taillefer, G. (2018, 6 décembre). COP24 : inaction irrespirable. *Le Devoir*. Repéré à <https://www.ledevoir.com/opinion/editoriaux/542934/environnement-inaction-irrespirable>
- Tainter, J. A. (2013). *L'effondrement des sociétés complexes*. Paris, France : Le retour aux sources.
- Thayer, R. L. (s. d.). Sustainable city regions: Re-localising landscapes in a globalising world. *Landscape Review Volume*, 9(2), 13-25.
- Thayer, R. L., Jr. (2015). Natural localization and the re-placement of value. *Scienze Del Territorio*, 3, 512-.
- Thoreau, H. D. (1922). *Walden ou la vie dans les bois* (2^e éd.). Boston, États-Unis : Petite plume.
- Tol, R. S. J. (2018). The economic impacts of climate change, 23.
- Tourisme Chaleur. (2020). À propos de Chaleur | Tourisme Chaleur. Repéré à <https://www.tourismechaleur.ca/fr/about>
- Tremblay, D. (2020, 10 mars). Nourrir les gens en diminuant le gaspillage. *La Presse*. Repéré à <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/202003/09/01-5263930-nourrir-les-gens-en-diminuant-le-gaspillage.php>
- Turner, G. M. (2012). On the Cusp of Global Collapse? Updated Comparison of The Limits to Growth with Historical Data. *Gaia; Munich*, 21(2), 116-124.

- Ul'yanin, Y. A., Kharitonov, V. V. et Yurshina, D. Y. (2018). Forecasting the Dynamics of the Depletion of Conventional Energy Resources. *Studies on Russian Economic Development; Moscow*, 29(2), 153-160.
- United Nations Environment Programme. (2018, 26 novembre). Nations increasing wealth at the expense of environment. *UN Environment Programme*. Repéré à <http://www.unenvironment.org/news-and-stories/press-release/nations-increasing-wealth-expense-environment-inclusive-wealth>
- Valette, J.-J. (2019). Voiture low-tech : retour vers le futur? *Socialter*, (6), 20-23.
- Valorès. (s. d.). À Propos. *Valorès*. Repéré à <http://www.valores.ca/agrave-propos.html>
- Van Loom, M. (2018). Biais cognitifs. Dans *L'Encyclopédie Philosophique*. Repéré à <http://encyclophilo.fr/biais-cognitifs-a/>
- Velo NB. (s. d.). About Us – Velo NB. Repéré à <https://velo.nb.ca/about/>
- Véloroute de la Péninsule acadienne. (s. d.). Véloroute de la Péninsule Acadienne. *Véloroute de la Péninsule acadienne - La Véloroute*. Repéré à <http://www.laveloroute.ca/>
- Vermesch, D. (1996). Externalités et politique agricole commune : une approche coasienne. *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, (38), 80-105.
- Via Campesina. (s.d.). Via Campesina ; mondialisons l'espoir, mondialisons la lutte ! *Via Campesina Français*. Repéré à <https://viacampesina.org/fr/>
- Ville de Caraquet. (2016). *Projet écocentre Caraquet* (Document de démarrage). Caraquet, N.B. : auteur.
- Ville de Caraquet, AFMNB et YHC environnement. (2018). *Inventaire de GES : plan d'action et planification énergétique* (Recommandations). Caraquet, N.B. : auteur.
- Villeneuve, A. (2018, 28 juillet). Le nord du Nouveau-Brunswick a maintenant sa route des bières. *Radio-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1115074/route-des-biere-du-nord-du-nouveau-brunswick-microbrasserie-alcool-tourisme-region-brasseur>
- Volpé, J. et Thériault, B. (2017, 21 octobre). Blaine Higgs et son passé. *Acadie Nouvelle*, p. 10.
- Vonthron, S., Dury, S., Fallot, A., Alpha, A. et Bousquet, F. (2016). L'intégration des concepts de résilience dans le domaine de la sécurité alimentaire : regards croisés. *Cahiers Agricultures*, 25(6), 64001.
- Wagner-Egger, P. (2011). Les canons de la rationalité : essai de classification des points de vue dans le débat sur les biais cognitifs et la rationalité humaine. *L'Année psychologique*, 111(01), 191.
- Weng, Z. H., Jowitt, S. M., Mudd, G. M. et Haque, N. (2013). Assessing rare earth element mineral deposit types and links to environmental impacts. *Applied Earth Science*, 122(2), 83-96.
- Westhoek, H., Lesschen, J. P., Rood, T., Wagner, S., De Marco, A., Murphy-Bokern, D., ... Oenema, O. (2014). Food choices, health and environment: Effects of cutting Europe's meat and dairy intake. *Global Environmental Change*, 26, 196-205.
- Wikipedia. (2020, 5 mai). Faux (outil). Dans *Wikipédia*. Repéré à [https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Faux_\(outil\)&oldid=170458363](https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Faux_(outil)&oldid=170458363)
- Wincent, S. (2020). *Facebook*. France. Repéré à <https://www.facebook.com/sylvain.wincent/videos/2650354361745357/UzpfSTYwMjAxNDA5MjoxMDE1NzI5ODkyMzA2OTA5Mw/?id=602014092>

- Wittman, H. (2009). Reworking the metabolic rift: La Vía Campesina, agrarian citizenship, and food sovereignty. *The Journal of Peasant Studies*, 36(4), 805-826.
- World Wildlife Fund. (2016). *Rapport planète vivante 2016 : risque et résilience dans l'anthropocène* (Rapport de recherche). Gland, Suisse : auteur.
- World Wildlife Fund. (2018). *Living planet report*. Gland, Switzerland : WWF.
- Wright, E. O. (2013). Real utopias. *Politics & Society*, 41(2), 167-169.

BIBLIOGRAPHIE

- Abadi, M. (2018, 6 avril). A Shell report predicted how devastating climate change would be — it's from 1988. *Global News*. Repéré à <https://globalnews.ca/news/4127757/shell-climate-change-report-1988/>
- Acadie Nouvelle. (2012, 7 mai). Devoir municipal et participation citoyenne. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/mon-opinion/2012/05/07/devoir-municipal-et-participation-citoyenne/>
- AFP. (2019, 23 août). Municipales/Environnement: royal va décerner des «labels de crédibilité» aux maires. *La Croix*. Repéré à <https://www.la-croix.com/France/Politique/Municipales-Environnement-Royal-decerner-labels-credibilite-maires-2019-08-23-1301042628>
- AFP. (s. d.). L'Ademe propose son programme écolo pour les élections municipales de 2020. Repéré à <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/climat/isr-rse/l-ademe-propose-son-programme-ecolo-pour-les-elections-municipales-de-2020-147897.html>
- Arterre. (s. d.). L'ARTERRE : faciliter l'accès au monde agricole. Repéré à <https://arterre.ca/>
- Boudreau, A. (2020, 9 février). Comment intéresser les gens à la politique municipale? *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2020/02/09/comment-interesser-les-gens-a-la-politique-municipale/>
- Caron, D. (2019, 3 octobre). Environnement : mêmes préoccupations, différente approche, dans Acadie-Bathurst. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/election-federal-2019/2019/10/03/environnement-cormier-et-theriault-divergent-dopinion-dans-acadie-bathurst/>
- Charlton, K. E. (2016). Food security, food systems and food sovereignty in the 21st century: A new paradigm required to meet sustainable development goals. *Nutrition & Dietetics*, 73(1), 3-12.
- Chatterton, P. et Cutler, A. (2013). *Un écologisme apolitique ? : débat autour de la Transition* (2^e éd.). Montréal, Québec : Écosociété.
- Cuerva, M. C., Triguero-Cano, Á. et Córcoles, D. (2014). Drivers of green and non-green innovation: Empirical evidence in Low-Tech SMEs. *Journal of Cleaner Production*, 68, 104-113.
- Damian, M. (2019, 1 décembre). Urgence climatique, malaise chez les économistes. *The Conversation*. Repéré à <http://theconversation.com/urgence-climatique-malaise-chez-les-economistes-126645>
- Dematteo, L. (2018). Marine + Matteo : l'étreinte populiste. *Vacarme*, 84(3), 17.
- Finn, J.-G. et Nouveau-Brunswick. (2008). *Bâtir des gouvernements locaux et des régions viables plan d'action pour l'avenir de la gouvernance locale au Nouveau-Brunswick : rapport du Commissaire sur l'avenir de la gouvernance locale*. Fredericton, N.-B. : Gouvernement de Nouveau-Brunswick.
- Fortin, S. (2019, 3 juillet). Qui est encore Charlie ? *Le Journal de Montréal*, p. 31.
- Fradette, R. (2019). C'est la fin pour la Coopérative de solidarité en recyclage et intégration à l'emploi. *Acadie Nouvelle*. Repéré à <https://www.acadienouvelle.com/actualites/2019/10/25/cest-la-fin-pour-la-cooperative-de-solidarite-en-recyclage-et-integration-a-lemploi/>
- Franta, B. (2018, 19 septembre). Shell and Exxon's secret 1980s climate change warnings. *The Guardian*. Repéré à <https://www.theguardian.com/environment/climate-consensus-97-percent/2018/sep/19/shell-and-exxons-secret-1980s-climate-change-warnings>

- Gagnon Thompson, S. C. et Barton, M. A. (1994). Ecocentric and anthropocentric attitudes toward the environment. *Journal of Environmental Psychology*, 14(2), 149-157.
- Gravel, F. (2019, 3 septembre). D'ici au prochain congrès mondial. *Acadie Nouvelle*, p. 12.
- Harribey, J.-M. (2019). Que sait-on de la décroissance ? L'économie par terre ou sur terre ? *Les blogs d'Alternatives Économiques*. Repéré à <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2019/04/15/que-sait-on-de-la-decroissance>
- Hébert, G. (2020). Le retour à la normale n'est pas une option. *Iris*. Repéré à <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/le-retour-a-la-normale-n-est-pas-une-option?fbclid=IwAR07mikHn5SdaiV9TFJ7hvs65vVPnPN-KTvdXr2eCTBJ2gGmfze14k65r0>
- Hess, G., Bourg, D. et Arnsperger, C. (dir.). (2016). *Science, conscience et environnement : penser le monde complexe* (1re édition). Paris : Presses universitaires de France.
- Horizons de politiques Canada. (s. d.). La prochaine génération d'enjeux mondiaux émergents. Repéré à <https://horizons.gc.ca/fr/2018/10/19/la-prochaine-generation-denjeux-mondiaux-emergents/>
- Jollivet, M. (2016). *Pour une transition écologique citoyenne*. Paris, France : ECLM.
- Kerry, J., Pruneau, D., Blain, S., Langis, J., Barbier, P., Mallet, M., ... Laroche, A. (2012). Human competences that facilitate adaptation to climate change: a research in progress. *International Journal of Climate Change Strategies and Management*, 4(3), 246-259.
- La presse canadienne. (2020, 13 avril). Le Nouveau-Brunswick pense à la sécurité alimentaire en temps de pandémie. *Radio-Canada.ca*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1693651/penurie-alimentaire-nouveau-brunswick-nourriture-kevin-arseneau>
- La rédaction. (2014, 8 septembre). Les terres rares, qu'est-ce que c'est ? *Geo*. Repéré à <https://www.geo.fr/environnement/definition-terres-rares-scandium-yttrium-et-lanthanides-124433>
- Larrère, C. (2012). L'écoféminisme : féminisme écologique ou écologie féministe. *Tracés*, (22), 105-121.
- Lau, H., Khosrawipour, V., Kocbach, P., Mikolajczyk, A., Schubert, J., Bania, J. et Khosrawipour, T. (2020). The positive impact of lockdown in Wuhan on containing the COVID-19 outbreak in China. *Journal of Travel Medicine*, 7(3). Repéré à <http://academic.oup.com/jtm/article/doi/10.1093/jtm/taaa037/5808003>
- Lavoie, J. (2019, 30 juillet). Une carte montre les zones d'épandage du glyphosate au Nouveau-Brunswick. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1241357/produits-dangereux-agriculture-pesticide-glyphosate>
- Mallet, A. et Mayrand, E. (s. d.). Contamination bactérienne chez des bivalves cultivés dans le Havre de Shippagan, 36.
- Martin, G. (2015). L'Âge du faire. Hacking, travail, anarchie. *Idees économiques et sociales*, 180(2), 73-73.
- McFarlane, C. et Söderström, O. (2017). On alternative smart cities. *City*, 21(3-4), 312-328.
- McKibbin, W. J. et Fernando, R. (2020). The global macroeconomic impacts of COVID-19: Seven scenarios. *SSRN Electronic Journal*, (19). Repéré à <https://www.ssrn.com/abstract=3547729>
- Mevellec, A. et Tremblay, M. (2013). Les partis politiques municipaux. *Recherches sociographiques*, 54, 325.
- Mongeau, S. (2013). Le mouvement de la décroissance au Québec. *Relations*, 765, 14-15.

- Noblet, M., Guillemot, J. et Chouinard, O. (2016). Rôle de l'action collective et du capital social dans les processus d'adaptation au changement climatique en zone côtière : comparaison de deux études de cas au Nouveau-Brunswick. *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, 2(7). Repéré à <http://journals.openedition.org.ezproxy.usherbrooke.ca/developpementdurable/11297>
- Oxfam France. (2018, 7 décembre). Théorie du Donut pour une économie inclusive et durable. *Oxfam France*. Repéré à <https://www.oxfamfrance.org/actualite/la-theorie-du-donut-une-nouvelle-economie-est-possible/>
- Parenteau, I. (2008). Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui. *Bulletin d'histoire politique*, 17(1), 409.
- Perez Cubero, M. E. (2019). La participación ciudadana de los movimientos socioambientales en América Latina. *Revista Colombiana de Sociología; Bogota*, 42(1), 135-156.
- PricewaterhouseCoopers. (s. d.). *The low carbon economy index 2019* (Rapport de recherche). Londres, Royaume-Uni : auteur.
- Radio-Canada. (2017, 15 février). Le Nouveau-Brunswick dépose des lois qui vont donner plus de pouvoirs aux municipalités. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1016940/nouveau-brunswick-depose-lois-donner-plus-pouvoir-municipalites>
- Radio-Canada. (s. d.). Tracadie : le maire Denis Losier veut satisfaire les quartiers de la municipalité. *Radio-Canada*. Repéré à <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1154439/tracadie-propositions-maire-denis-losier-quartiers-acadie>
- Schimpf, S., Sturm, F., Correa, V., Bodo, B. et Keane, C. (2017). The world of raw materials 2050: Scoping future dynamics in raw materials through scenarios. *Energy Procedia*, 125, 6-13.
- Sorrell, S., Speirs, J., Bentley, R., Brandt, A. et Miller, R. (2010). Global oil depletion: A review of the evidence. *Energy Policy*, 38(9), 5290-5295.
- Stamm, C. B. (2015). Si la transition écologique avait lieu... Une prospective sociologique pour élargir la discussion sur la responsabilité des entreprises. *Revue de l'organisation responsable*, 10(2), 75.
- van Oudenhoven, A. P. E., Martín-López, B., Schröter, M. et de Groot, R. (2018). Advancing science on the multiple connections between biodiversity, ecosystems and people. *International Journal of Biodiversity Science, Ecosystem Services & Management*, 14(1), 127-131.
- Washington, H. (2020). The science (and ethics) of conservation: Ecological perspectives. Dans H. Kopnina et H. Washington (dir.), *Conservation: Integrating Social and Ecological Justice* (p. 45-58). Cham : Springer International Publishing.
- World People's Conference on Climate Change and the Rights of Mother Earth. (2010, 24 avril). People's agreement of Cochabamba. *World People's Conference on Climate Change and the Rights of Mother Earth*. Repéré à <https://pwccc.wordpress.com/2010/04/24/peoples-agreement/>

ANNEXE - 1 VISUALISATEUR DE DONNÉES DE CARTES OUVERTES DU GOUVERNEMENT DU CANADA (tiré de : Secrétariat du conseil du trésor du Canada, s.d.)

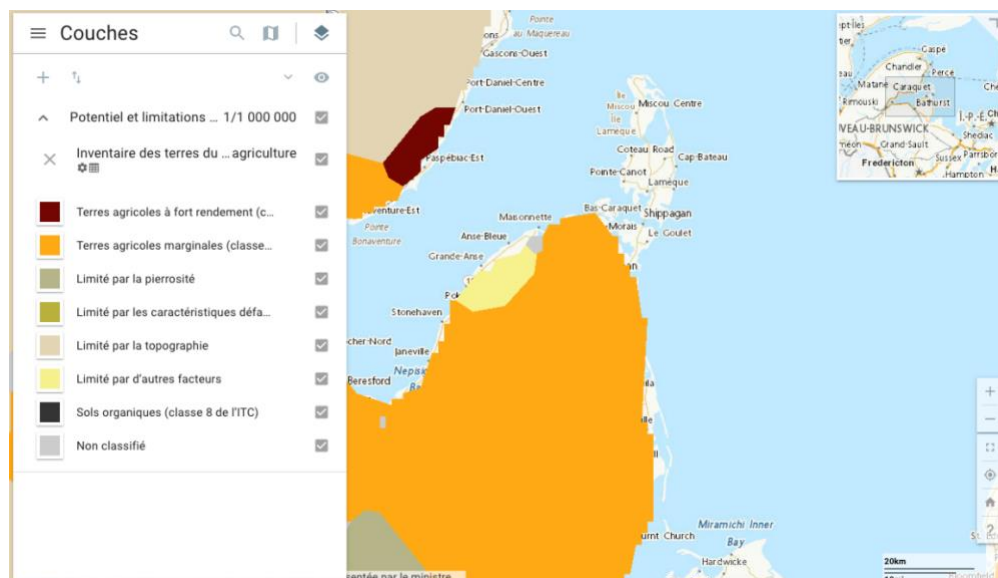


Figure A.1 Inventaire des terres du Canada (ITC) à l'échelle de 1/1 000 000 - Potentiel et limitations des terres pour agriculture par Agriculture et Agroalimentaire Canada

Potentiel et limitations des terres pour l'agriculture illustre le potentiel variable d'une zone particulière pour la production agricole. Les classes de potentiel des terres pour l'agriculture sont fondées sur les sols minéraux regroupés selon leur potentiel et leurs limitations pour un usage agricole. Les classes indiquent le degré de limitation inhérent à la nature du sol pour fins d'exploitation mécanisée. Les sous-classes indiquent les facteurs limitatifs qui, seuls ou combinés avec d'autres, déterminent la vocation agricole des terres.

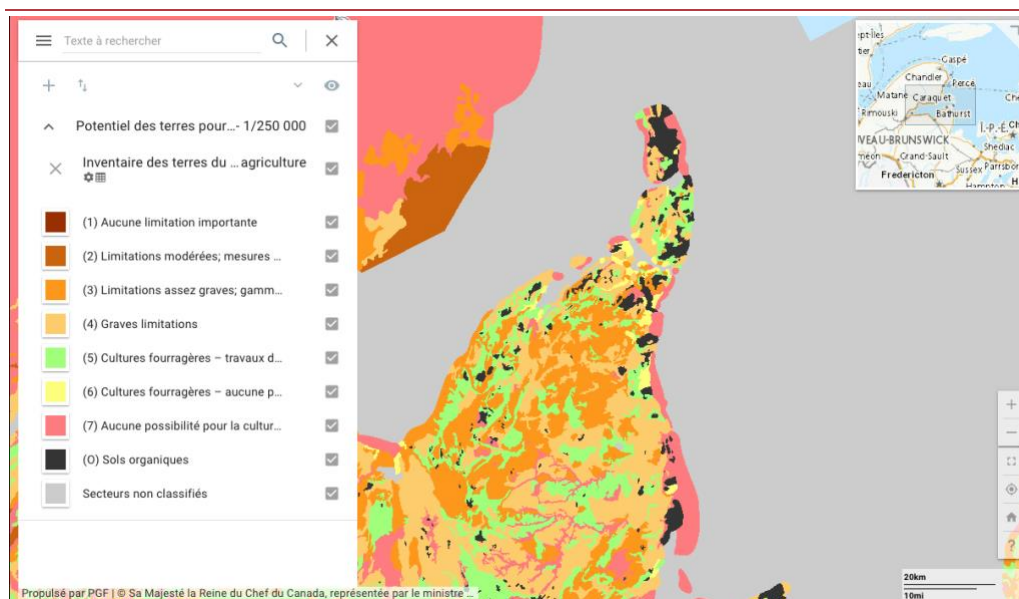


Figure A.2 Inventaire des terres du Canada (ITC) à l'échelle de 1/50 000 – Potentiel des terres pour l'agriculture

L'ensemble de données de l'Inventaire des terres du Canada (ITC) à l'échelle de 1/50 000 – Potentiel des terres pour l'agriculture illustre le potentiel variable d'une zone particulière pour la production agricole. Les classes de potentiel des terres pour l'agriculture sont fondées sur les sols minéraux regroupés selon leur potentiel et leurs limitations pour un usage agricole. Les classes indiquent le degré de limitation inhérent à la nature du sol pour fins d'exploitation mécanisée. Les sous-classes indiquent les facteurs limitatifs qui, seuls ou combinés avec d'autres, déterminent la vocation agricole des terres. Les caractéristiques des sols sont déterminés par des levés pédologiques.

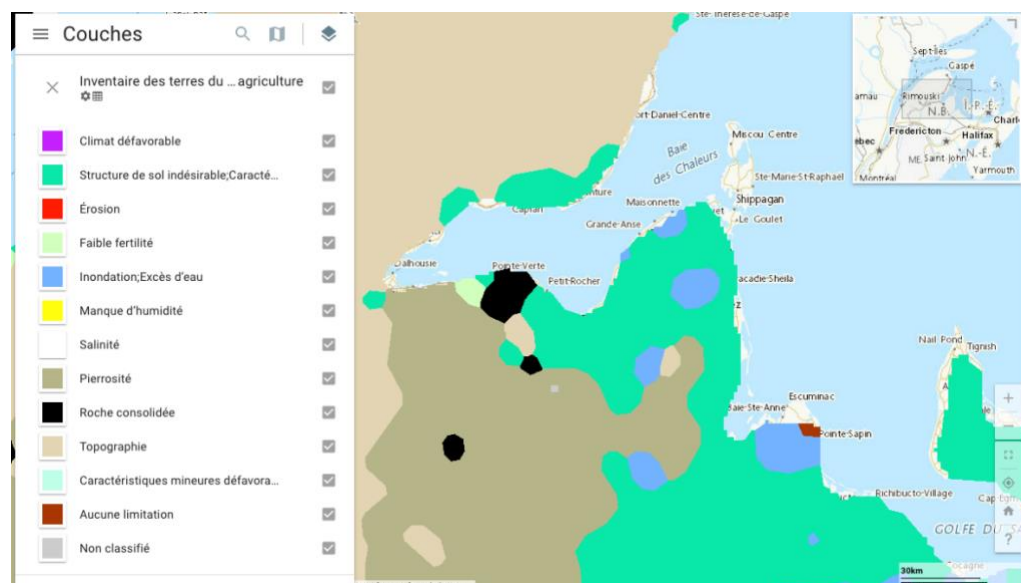


Figure A.3 Inventaire des terres du Canada (ITC) à l'échelle de 1/1 000 000 – Limitations des terres pour l'agriculture

L'ensemble de données de l'Inventaire des terres du Canada (ITC) à l'échelle de 1/1 000 000 – Limitations des terres pour l'agriculture illustre le potentiel variable d'une zone particulière pour la production agricole. Les classes de potentiel des terres pour l'agriculture sont fondées sur les sols minéraux regroupés selon leur potentiel et leurs limitations pour un usage agricole. Les classes indiquent le degré de limitation inhérent à la nature du sol pour fins d'exploitation mécanisée. Les sous-classes indiquent les facteurs limitatifs qui, seuls ou combinés avec d'autres, déterminent la vocation agricole des terres. Les caractéristiques des sols sont déterminées par des levés pédologiques.